

**Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du lundi 30 juin 2014 à 19 h**

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

- 10.01** Adoption de l'ordre du jour
- 10.02** Approbation des procès-verbaux des séances tenues les 3, 10 et 12 juin 2014
- 10.03** Période de commentaires des élus
- 10.04** Période de questions et commentaires du public
- 10.05** Dépôt du rapport de suivi des requêtes de citoyens
- 10.06** Dossiers concernant l'arrondissement inscrits au conseil municipal et au conseil d'agglomération
- 10.07** Calendrier des commissions du conseil municipal et du conseil d'agglomération

20 – Affaires contractuelles

- 20.01** Octroi d'un contrat à Excavation R. Lécuyer et Fils Inc., au montant de 50 589,00 \$ et aux Entreprises Doménick Sigouin Inc., au montant de 53 750,81 \$ pour la location de deux rétrocaveuses avec opérateur pour les opérations hivernales (dossier 1144665002)
- 20.02** Octroi d'un contrat à Fortier Auto (Montréal) ltée au montant de 62 146,93 \$ pour l'achat d'un camion destiné aux travaux d'élagage et d'abattage d'arbres (dossier 1144973003)
- 20.03** Octroi d'un contrat à Fortier Auto (Montréal) ltée au montant de 51 001,76 \$ pour l'achat d'un châssis de camion cueilleur de conteneurs semi-enfouis de marque « Molok » (dossier 1144973005)
- 20.04** Octroi d'un contrat à la compagnie Urbex Construction, au montant de 162 200,98\$ pour les travaux supplémentaires au parc de la Ferme-Brodie (dossier 1146348001)
- 20.05** Octroi d'un contrat à Location de Camion Excellence Paclease, pour un montant maximum de 44 141,27 \$ pour la location d'un camion-grue pour la réalisation des travaux d'entretien des réseaux d'égout et d'aqueduc (dossier 1144665003)
- 20.06** Addenda - Octroi d'un contrat aux Entreprises de construction Ventec inc. au montant de 314 853,29 \$ pour l'aménagement des aires de jeux du parc Herb-Trawick (dossier 1136348002)

- 20.07** Approbation de conventions et octroi d'une contribution financière de 120 320 \$ pour l'année 2014-2015 aux tables de quartier Coalition de la Petite-Bourgogne, Solidarité Saint-Henri, Concertation Ville-Émard/Côte-Saint-Paul, Action-Gardien de Pointe-Saint-Charles, conformément aux paramètres de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (dossier 1135970003)
- 20.08** Approbation d'une convention et octroi d'une contribution financière supplémentaire de 3 134 \$ pour 2014 à Prévention Sud-Ouest pour la réalisation du plan d'action du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (Tandem) (dossier 1145970006)
- 20.09** Approbation d'une convention et octroi d'une contribution financière de 2 500 \$ pour le projet "Activités pour aînés 2014" au Regroupement des organismes pour aînés et aînées du Sud-Ouest de Montréal dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiative dans le cadre des alliances pour la solidarité Ville-MESS 2013-2015 (dossier 1145970009)
- 20.10** Approbation d'une convention et octroi d'une contribution financière de 15 000 \$ pour l'année 2014 au centre de loisirs Monseigneur Pigeon, mandataire du projet d'accompagnement en loisirs permettant l'accès aux jeunes ayant des limitations fonctionnelles, pour quatre camps de jour de l'arrondissement du Sud-Ouest (dossier 1145970008)
- 20.11** Approbation d'une convention et octroi d'une contribution financière de 10 000 \$ pour l'été 2014 à la maison des jeunes La Galerie, mandataire du projet des quatre Coopératives jeunesse de services du Sud-Ouest, pour l'entretien d'aires de jeu pour enfants dans plusieurs parcs, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiative dans le cadre des alliances pour la solidarité Ville-MESS 2013-2015 (dossier 1145970010)
- 20.12** Octroi, à la demande des élus, d'une contribution financière non récurrente de 8 000 \$ pour soutenir la « Maison Saint-Gabriel » pour la production d'une mini-exposition sur six colonnes localisées au marché Atwater (dossier 1144902016)
- 20.13** Octroi, à la demande des élus, d'une contribution financière non récurrente de 400 \$ pour soutenir l'Association des jeunes de la Petite-Bourgogne dans le cadre de la 29e édition du Festival de la Petite-Bourgogne (dossier 1146771004)
- 20.14** Octroi, à la demande des élus, de contributions financières non récurrentes totalisant la somme de 370 \$ pour soutenir divers organismes (dossier 1146771005)

30 – Administration et finances

- 30.01** Rapport du directeur - Décisions déléguées pour la période du 1er au 31 mai 2014 (dossier 1143510012)
- 30.02** Désignation d'Alain Vaillancourt à titre de maire suppléant pour les mois de juillet, août, septembre et octobre 2014 (dossier 1143510011)
- 30.03** Autorisation au directeur des travaux publics de l'arrondissement, ou son représentant autorisé, à soumettre des demandes d'approbation de plan de réhabilitation ainsi que tout document complémentaire pertinent relié à ces demandes au nom de l'arrondissement, au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (dossier 1140811002)

- 30.04** Requête en constitution de la Société de développement commercial "Quartier du Canal" et tenue d'un registre selon la Loi sur les cités et villes Chapitre C-19, article 458 (dossier 1146332009)
- 30.05** Redéploiement de réserves affectées au budget 2013 afin de financer des projets d'entretien dans divers parcs (dossier 1144411003)
- 30.06** Autorisation d'une dépense de 221 430,35 \$ pour l'acquisition de bacs pour la collecte de résidus alimentaires (dossier 1143862005)

40 – Réglementation

- 40.01** Avis de motion - Règlement définissant les limites de la zone commerciale intitulée "Quartier du Canal" aux fins de la constitution d'une société de développement commercial (dossier 1146332008)
- 40.02** Adoption d'un second projet - Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280) - Diminution de la densité minimum pour une partie du parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (dossier 1144334006)
- 40.03** Adoption d'un second projet - Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280) - Actualisation des normes de stationnement (dossier 1144334007)
- 40.04** Addenda - Adoption d'un second projet - Projet particulier de construction et d'occupation d'un immeuble afin d'autoriser l'installation d'une enseigne publicitaire d'une superficie supérieure à 2,5 m2 pour l'immeuble portant le numéro de lot 1 381 937- Autoroute 15 au sud de Wellington (dossier 1134334003)
- 40.05** Recommandation au conseil municipal pour l'adoption du Règlement relatif à la cession aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest, en remplacement de certaines dispositions du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., O-1) et du Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction (02-065) (dossier 1143823006)
- 40.06** Appui à l'adoption du règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils de la Ville de Montréal-Ouest conformément à la politique du ministère des Transports du Québec (MTQ) (dossier 1145906001)
- 40.07** Ordonnances - Événements publics (dossier 1140538007)
- 40.08** Ordonnances pour la tenue d'un événement de cuisine de rue intitulé «Les survenants», sur le Chemin de la Côte-Saint-Paul à proximité du Complexe récréatif Gadbois, le 30 août 2014 (dossier 1146332010)
- 40.09** Ordonnances pour la tenue de l'événement "L'affaire Petite-Bourgogne" dans le parc Sainte-Cunégonde, le jeudi 31 juillet 2014 (dossier 1146332003)
- 40.10** Approbation de plans (PIIA) - Projet de construction pour l'immeuble situé au 1130, rue Ottawa (dossier 1143459012)

- 40.11** Approbation de plans (PIIA) - Projet de transformation de l'immeuble situé au 3734, rue Notre-Dame Ouest (dossier 1144824010)
- 40.12** Approbation de plans (PIIA) - Projet de construction de l'immeuble situé au 6381, rue Hadley (dossier 1144824011)
- 40.13** Approbation de plans (PIIA) - Projet de construction de l'immeuble situé au 1950, rue Notre-Dame Ouest (dossier 1144824005)
- 40.14** Approbation de plans (PIIA) - Projet de transformation pour l'immeuble situé au 5446, rue Angers (dossier 1143459016)
- 40.15** Approbation de plans (PIIA) - Projet de construction pour l'immeuble situé au 690, rue Shearer (dossier 1143459001)
- 40.16** Approbation de plans (PIIA) - Reconstruction du chalet du parc Ignace-Bourget situé au 3333, avenue Newman (dossier 1146004005)
- 40.17** Approbation de plans (PIIA) - Construction de 6 bâtiments résidentiels sur le lot 4 140 513 situé au 767, rue Saint-Rémi (dossier 1146004009)
- 40.18** Opération cadastrale - cession de parc - lot 5 548 591 situé au nord de la rue de la Congrégation et à l'est de la rue Wellington (dossier 1141228005)
- 40.19** Installation d'un débarcadère et d'un espace de stationnement pour personnes handicapées sur la rue Galt, entre les rues Angers et Drake (dossier 1144704001)
- 40.20** Modification du sens de la circulation sur la rue Smith entre les rues Peel et Ann (dossier 1134558004)

50 – Ressources humaines

- 50.01** Nomination de monsieur Luc Gagnon, en qualité de directeur d'arrondissement par intérim et nomination de madame Julie Nadon, à titre de directrice de l'aménagement urbain et du patrimoine par intérim (dossier 1144918004)

70 – Autres sujets

- 70.01** Période de questions et d'informations réservée aux conseillers

Dossiers susceptibles d'être ajoutés à l'ordre du jour

Approbation des orientations globales en matière de stationnement tarifé et mandat à l'administration à mettre en place les mesures nécessaires à leur implantation (dossier 1140368004)

Addenda - Autorisation d'une affectation de surplus d'un montant de 63 100 \$ pour financer la création du poste temporaire de responsable de soutien aux élus 1 au cabinet politique des élus à l'arrondissement pour 2014 (dossier 1144902006)

Ordonnances pour la tenue du Festival Bellastock Québec au 3552 rue Saint-Patrick, du 29 août au 1er septembre 2014 (dossier 1146332011)



Dossier # : 1144665002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi d'un contrat à l'entreprise « Excavation R. Lécuyer et Fils Inc. », pour un montant de 50 589,00 \$, taxes incluses et à l'entreprise «Les Entreprises Doménick Sigouin Inc.», pour un montant de 53 750,81 \$, pour la location de deux rétrocaveuses avec opérateur pour les opérations hivernales.

D'autoriser une dépense de 104 339,81\$ pour la location de deux rétrocaveuses avec opérateurs comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'octroyer le contrat aux entreprises :

« Excavation R. Lécuyer et Fils », au montant de 50 589,00 \$, conformément aux documents de l'appel d'offres;

« Doménick Sigouin inc. », au montant de 53 750,81 \$, conformément aux documents de l'appel d'offres;

Et d'imputer la dépense totale de 104 339,81 \$ conformément aux informations inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera entièrement assumée par l'arrondissement.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 18:24

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1144665002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi d'un contrat à l'entreprise « Excavation R. Lécuyer et Fils Inc. », pour un montant de 50 589,00 \$, taxes incluses et à l'entreprise «Les Entreprises Doménick Sigouin Inc.», pour un montant de 53 750,81 \$, pour la location de deux rétrocaveuses avec opérateur pour les opérations hivernales.

CONTENU

CONTEXTE

Les Divisions de la voirie et parcs requièrent la location de trois (3) rétrocaveuses avec opérateur pour des travaux d'excavation, de réfection et d'entretien des conduits d'égouts et d'aqueduc, de plantation d'arbres, ainsi que pour les opérations hivernales. L'appel d'offres numéro 14-13493 a été lancé via le système électronique d'appels d'offres (www.seao.ca), afin de pourvoir à la location de trois rétrocaveuses avec opérateur. Six (6) firmes se sont procurées le cahier des charges. Cependant, seulement trois (3) firmes ont déposé une offre pour l'article relatif aux opérations hivernales. Aucune entreprise n'a déposé une offre pour les autres articles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 220179 - 7 mai 2013 : Octroi d'un contrat à « E2R Inc. », pour un montant de 38 023,96 \$ pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur pour une durée d'un an (dossier 1134665002)

CA11 220102 - 5 avril 2011 : Octroi d'un contrat à «DL Excavation», au montant de 219 932,21 \$ pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur (dossier 1110812004)

DESCRIPTION

Le contrat consiste à procéder à la location de trois rétrocaveuses, avec opérateur, pour différentes périodes et divers types de travaux.

L'appel d'offres public No 14-13493 a été lancé le 26 mars 2014, via le système électronique d'appels d'offres (www.seao.ca), afin de pourvoir à la location de trois rétrocaveuses avec opérateur. L'appel d'offres a été ouvert le 14 avril 2014 et trois soumissionnaires ont proposé d'offrir le service uniquement pour un seul article à savoir la location de rétrocaveuse pour les opérations hivernales (voir document joint). Pour les autres articles, aucune entreprise n'a soumissionné.

Méthode d'adjudication : pour l'attribution de ce contrat, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie le contrat **par article** au plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des trois articles suivants :

Article 1.1 et Article 2 : DEUX RÉTROCAVEUSES POUR TRAVAUX DE DÉNEIGEMENT, du 1^{er} NOVEMBRE 2014 au 15 MARS 2015

L'arrondissement sollicite la location de deux (2) rétrocaveuses, avec opérateur, équipées d'un godet à neige pour des opérations hivernales dans l'enceinte d'un site de disposition de neige, du 1^{er} novembre 2014 au 15 mars 2015. L'arrondissement prévoit 550 heures de location par appareil. Occasionnellement, les 2 rétrocaveuses pourraient être affectées à des travaux de déneigement dans les rues et ruelles dans le territoire du Sud-Ouest. Les deux (2) rétrocaveuses et leur opérateur sont généralement en opération du lundi au dimanche 24h/24h.

Article 1.2 : UNE RÉTROCAVEUSE POUR TRAVAUX DE VOIRIE, du 12 MAI au 31 SEPTEMBRE 2014 - DESCRIPTION DU BIEN REQUIS

L'arrondissement sollicite la location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur incluant l'outillage et les accessoires pour les travaux de trottoirs, chaussées, puisards, etc., du 12 mai au 31 septembre 2014. L'arrondissement prévoit 300 heures de location, cependant il en garantit 100. La rétrocaveuse et son opérateur seront généralement en opération du lundi au jeudi de 6 h 30 à 19 h. En dehors de cette période, il est possible que la Ville ait, occasionnellement, besoin de la rétrocaveuse et de son opérateur pour travailler au-delà de 19 h et/ou le vendredi.

Article 3 : UNE RÉTROCAVEUSE POUR TRAVAUX DE PARC, du 12 MAI 2014 au 30 JUIN 2014 et du 5 SEPTEMBRE au 30 NOVEMBRE 2014 - DESCRIPTION DU BIEN REQUIS

L'arrondissement sollicite la location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur pour les travaux de plantation d'arbres, mais occasionnellement pourraient être affectée à d'autres tâches connexes au domaine des parcs. L'arrondissement prévoit 378 heures de location, cependant il en garantit 200. La période de location s'étalera du 12 mai au 30 juin 2014 et du 15 septembre au 30 novembre 2014. Il faut prévoir dans le prix de location de cette rétrocaveuse, un marteau hydraulique et un Ripper (pour briser les racines d'arbres) pour 2 à 3 jours pendant toute la durée de location.

Le présent sommaire vise à autoriser une dépense d'un montant de **104 339,81 \$** correspondant à 550 heures de travail par appareil, au prix unitaire prévu dans le cadre de l'appel d'offres public numéro 14-13493.

JUSTIFICATION

La location des deux rétrocaveuses avec opérateur est nécessaire pour l'accomplissement des opérations hivernales.

Dans les années précédentes, l'arrondissement utilisait ce service par le biais du billet d'outillage. Depuis décembre 2009, un avis juridique a été déposé afin de clarifier les limites de l'utilisation d'un tel fichier en regard des règles applicables en matière d'octroi de contrats. Il est donc recommandé de suivre les règles générales d'octroi de contrat prévues par la Loi sur les Cités et Villes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant du plus bas soumissionnaire conforme pour l'article 1.1 est : « Doménick Siguouin inc. » pour une soumission de 53 750,81 \$ incluant les taxes.

Le montant du plus bas soumissionnaire conforme pour l'article 2, est : « Excavation R Lécuyer et Fils » pour une soumission de 50 589,00 \$ incluant les taxes.

À l'article 3, aucune entreprise n'a déposé de soumission.

La dépense pour ce contrat sera financée, telle que décrite dans l'intervention de la Direction des services administratifs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Aucun

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucune

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La politique de la gestion contractuelle de la Ville de Montréal ainsi que les clauses particulières en prévention de la collusion et la fraude ont été incluses au cahier de charge ou aux instructions aux soumissionnaires.

Ce contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'approvisionnement , Direction (Eliane CLAVETTE)

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Viorica ZAUER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Moline GHANIMI
Ingénieur

ENDOSSÉ PAR

Stéphane CARON
Chef de division

Le : 2014-06-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard CÔTÉ
Directeur des travaux publics



Dossier # : 1144973003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi d'un contrat à « Fortier Auto (Montréal) Itée » au montant de 62 146,93 \$ pour l'achat d'un camion destiné aux travaux d'élitage et d'abattage d'arbres.

D'autoriser une dépense de 62 146,93 \$ pour l'achat d'un camion destiné aux travaux d'élitage et d'abattage d'arbres et les accessoires, le cas échéant;
D'octroyer le contrat à « Fortier Auto (Montréal) Itée » au prix de sa soumission, soit un montant de 62 146,93 \$ conformément aux documents de l'appel d'offres;

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

Cette dépense sera entièrement assumée par l'arrondissement.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-25 14:53

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION**Dossier # :1144973003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi d'un contrat à « Fortier Auto (Montréal) Itée » au montant de 62 146,93 \$ pour l'achat d'un camion destiné aux travaux d'élagage et d'abattage d'arbres.

CONTENU**CONTEXTE**

L'arrondissement a fait l'acquisition d'une hache-branches remorquée en juillet 2013 via le sommaire décisionnel 1131137011 CA13 220261. Cet équipement a été conçu pour être accouplé à un camion spécifique. Les plans et devis de ce camion se sont heurtés à une complexité inattendue, ce qui a entraîné plusieurs mois de délai.

Le présent dossier a pour but de faire approuver l'achat du camion sur lequel sera jumelée la hache-branches remorquée.

Un autre dossier décisionnel devra être présenté en septembre pour compléter l'assemblage du camion, puisqu'aucune entente-cadre n'est disponible pour acheter la benne. Les services centraux concernés travaillent présentement à l'élaboration d'un appel d'offres qui devrait être publié dans le courant de l'été.

Ce camion sera notamment utilisé dans le combat contre l'agrile du frêne.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 220261 « Octroi d'un contrat à « Vermeer Canada inc. » au montant de 32 181,50 \$ pour l'acquisition d'une hache-branches » (Dossier 1131137011)

CA12 220051 « Adopter un règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ pour la réalisation du programme de remplacement de véhicules de 2013, tel que planifié et prévu au budget 2012 - 2014 du Programme triennal d'immobilisations » (Dossier 1114411004)

DESCRIPTION

Description :	Fourniture d'un camion 4 X 4, cabine d'équipe, roues arrière doubles, empattement de 200 po, moteur diesel, transmission automatique, rouge.
Devis :	24314A12
Entente :	706437
Appel d'offres :	11-11756 (13 soumissionnaires)
Adjudicataire :	Fortier Auto (Montréal) Itée
Résolution :	1113447004 CG12 0013

Marque, modèle :	Ford, F550, 2014
Délai de livraison :	90 jours sur réception du bon de commande

JUSTIFICATION

Ce camion est conçu spécifiquement pour accueillir la hache-branches remorquée d'une capacité nominale de 12 Po et 15 Po pour les travaux d'élagage et d'abattage d'arbres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sous projet INVESTI no 1368021-055, projet SIMON 151642 : camion benne + hache branches item # 195

6434.3412004.801350.07165.57401.000000.0000.151642.000000.32050.00000

TABEAU DU SOMMAIRE

1144973003	Simon	Crédits	Total du contrat
	<i>montant avant taxes</i>	Dépense avec ristourne TPS + 62,8% TVQ	<i>montant avec taxes</i>
CAMION CLASSE 243	54 052,56 \$	56 058,29 \$	62 146,93 \$
Total :	54 052,56 \$	56 058,29 \$	62 146,93 \$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Aucun

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'acquisition de cet équipement est requise afin d'obtenir des appareils fonctionnels pour les opérations.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucun

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévention de la collusion et la fraude ont été incluses au cahier de charge ou aux instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics (Stéphane BERGEVIN)

Avis favorable avec commentaires :
Service du matériel roulant et des ateliers , Direction (Lucie MC CUTCHEON)

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Éric ROBERGE)

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'approvisionnement , Direction (Renée VEILLETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chahrazed HAMDANI
Secrétaire de direction

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-17

Richard CÔTÉ
Directeur des travaux publics, p. i.



Dossier # : 1144973005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi d'un contrat à « Fortier Auto (Montréal) Itée » au montant de 51 001,76 \$ pour l'achat d'un châssis de camion cueilleur de conteneurs semi-enfouis de marque « Molok » pour le parc Angrignon.

D'autoriser une dépense de 51 001,76 \$ pour l'achat d'un châssis de camion-grue destiné aux opérations d'entretien du parc Angrignon et les accessoires, le cas échéant;
D'octroyer le contrat à « Fortier Auto (Montréal) Itée » au prix de sa soumission, soit un montant de 51 001,76 \$ conformément aux documents de l'appel d'offres;

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-26 13:42

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1144973005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi d'un contrat à « Fortier Auto (Montréal) ltée » au montant de 51 001,76 \$ pour l'achat d'un châssis de camion cueilleur de conteneurs semi-enfouis de marque « Molok » pour le parc Angrignon.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des grands parcs et du verdissement (DGPV) a amorcé un virage en 2010 pour investir massivement dans l'acquisition de nouveaux équipements dans le but de contrer le vieillissement du matériel roulant. La situation était devenue très préoccupante puisqu'elle affectait la qualité et l'offre de services. Cet investissement de rattrapage ne comblait toutefois pas l'ensemble des besoins et ils ont poursuivi le processus en 2012 (CE12 1035). Le budget et les crédits qui concernent le présent sommaire décisionnel ont été votés en 2013 via le sommaire décisionnel 1134352001.

Le présent dossier concerne l'achat du châssis de camion sur lequel sera installée une grue articulée d'une capacité de 3,3 tonnes métriques, montée en arrière de la cabine avec une benne basculante en aluminium de 11 pieds. Cet équipement a été conçu selon des plans spécifiques pour procéder au vidage des conteneurs à déchets semi-enfouis de marque « Molok » installés au parc Angrignon. Deux arrondissements sont en processus d'acquisition de ce type de camion, soient le Sud-Ouest et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

Un autre dossier décisionnel devra être présenté en septembre 2014 pour acheter les autres composantes du camion, notamment la grue articulée et la benne.

Une démonstration des opérations sur les conteneurs MOLOK est disponible via le lien internet suivant : <http://www.youtube.com/watch?v=O37LBfGxz0Q>
Site internet : http://www.molok.com/fra/main.php?loc_id=39

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1158	Autoriser un virement budgétaire de 602 000 \$ en provenance du PTI 2013-2015 de la Direction des grands parcs et du verdissement du Service de la qualité de vie vers les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de Rosemont-La Petite-Patrie, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et de Ville-Marie pour l'achat de matériel roulant dédié à l'entretien des grands parcs. (Dossier 1134352001)
-----------	---

DESCRIPTION

Description :	Fourniture d'un châssis cabine avec cabine régulière, 4 X 2, à roues arrières jumelées, moteur diesel et boîte de vitesses automatique
Devis :	24614A12
Entente :	706437
Appel d'offres :	11-11756 (13 soumissionnaires)
Adjudicataire :	Fortier Auto (Montréal) Ltée
Résolution :	1113447004 CG12 0013
Marque, modèle :	Ford F550, 2015
Délai de livraison :	90 jours sur réception du bon de commande

JUSTIFICATION

L'acquisition de nouveaux équipements vise à augmenter la performance d'entretien et la qualité des installations qui relèvent de la DGPV (Direction des grands parcs et espaces verts).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense sera entièrement assumée par Ville Centrale.

Sous projet INVESTI no 1468021-008, projet SIMON 153566 : camion grue avec benne pour MOLOK Angrignon item # 198

6101.7712045.801350.07165.57401.000000.0000.153566.000000.32010.00000

TABLEAU DU SOMMAIRE

1144973005	Simon	Crédits:	Total du contrat
	<i>montant avant taxes</i>	Dépense avec ristourne TPS + 62,8% TVQ	<i>montant avec taxes</i>
CAMION CLASSE 245	44 359,00 \$	46 005,03 \$	51 001,76 \$
Total :	44 359,00 \$	46 005,03 \$	51 001,76 \$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'acquisition de ce camion contribuera à améliorer l'accès aux espaces verts, aux équipements de loisirs et à la conservation de milieux naturels. Cela répondra à deux principes de développement durable, soit une meilleure qualité de vie et une protection accrue de l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Sud-Ouest doit actuellement utiliser un camion-grue régulier pour vider les conteneurs semi-enfouis, le camion est trop gros pour se déplacer avec aisance dans les sentiers du parc, sans notamment se heurter aux branches. Le petit camion-grue visé par le présent sommaire décisionnel est parfaitement adapté pour une utilisation dans un parc.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Achat de la grue articulée et de la benne, inspection, sérigraphie et immatriculation du véhicule.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévention de la collusion et la fraude ont été incluses au cahier de charge ou aux instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics (Stéphane BERGEVIN)

Avis favorable avec commentaires :

Service du matériel roulant et des ateliers , Direction (Lucie MC CUTCHEON)

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics (Julie ARNAUD)

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Éric ROBERGE)

Avis favorable avec commentaires :

Service de l'approvisionnement , Direction (Renée VEILLETTE)

Avis favorable avec commentaires :

Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction (Patricia DI GENOVA)

Avis favorable avec commentaires :

Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Brigitte LALIBERTÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chahrazed HAMDANI
Secrétaire de direction

ENDOSSÉ PAR

Richard CÔTÉ
Directeur des travaux publics, p. i.

Le : 2014-06-17



Dossier # : 1146348001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi d'un contrat à la compagnie Urbex Construction, au montant de 162 200,98\$ pour les travaux supplémentaires au parc de la Ferme-Brodie. Autoriser une dépense de 178 421,08 \$

D'autoriser une dépense de 178 421,08 \$, pour les travaux supplémentaires au parc de la Ferme-Brodie;

D'octroyer le contrat à « Urbex Construction », au montant de 162 200,98 \$, conformément aux documents de l'appel d'offres no 211412;

Et d'imputer cette dépense, conformément aux informations inscrites à l'intervention financière.

Cette dépense sera assumée à 29,54% par l'arrondissement, et à 70.46% par la Commission Scolaire de Montréal.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 15:06

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1146348001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi d'un contrat à la compagnie Urbex Construction, au montant de 162 200,98\$ pour les travaux supplémentaires au parc de la Ferme-Brodie. Autoriser une dépense de 178 421,08 \$

CONTENU

CONTEXTE

Réalisation de travaux supplémentaires au parc de la Ferme-Brodie afin de terminer le réaménagement de l'aire de jeux pour enfants de 18 mois à 5 ans et du parc. Le parc de la Ferme-Brodie, localisé dans le secteur St-Henri et d'une superficie de près de 1283 m², est situé à l'est de la rue du Couvent et au nord de la rue St-Jacques. Ce projet consiste donc à aménager une aire de jeux pour les enfants de 18 mois à 5 ans, une aire de détente et de pique-nique, des plages gazonnées, des sentiers, la plantation d'arbres et de végétaux, le gazonnement des surfaces modifiées par les travaux, la mise en place de mobilier et finalement la réparation de la clôture existante ainsi qu'un rafraîchissement de certains mobiliers existants.

Les travaux de réaménagement ont débuté en 2013 et ils doivent maintenant être complétés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 22 0340: Octroi d'un contrat à Les Excavations Super inc. au montant de 319 734,66 \$ pour l'aménagement du parc de la Ferme-Brodie.

DESCRIPTION

Le projet consiste à réaménager entièrement le parc de la Ferme-Brodie. Ainsi, afin de répondre aux besoins de nos plus jeunes utilisateurs, une aire de jeux pour les 18 mois - 5 ans sera complètement réaménagée. Le thème retenu est celui de la ferme. L'accent est mis sur l'exploitation maraîchère pour que le parc représente l'histoire de la famille Brodie. Les enfants de 18 mois à 5 ans remarqueront instantanément le module tracteur aux couleurs attirantes. Ce dernier leur permettra de créer de nombreuses histoires, seul ou en groupe. Le cœur du module compte plusieurs paliers, ce qui maximise les occasions aux enfants de grimper et de bouger. De plus, cette aire de jeu comprend une portion circuit, ce qui ajoute de la diversité aux types de jeux auxquels les tout petits peuvent s'adonner. En plus de grimper et de glisser, les enfants pourront se balancer ainsi qu'aller tourner sur les tourbillons, au bout desquels on retrouve une pomme 'Snow White' et un melon.

Au sol, la surface sera drainée et recouverte en caoutchouc coulé en place, en conformité avec la norme canadienne sur les aires de jeux.

Enfin, pour le reste du parc des sentiers seront aménagés de manière à faciliter et diriger la circulation, autant pour les citoyens que pour les gens d'entretien. La clôture existante sera réparée et fermera le parc du côté de la cour d'école, de manière à sécuriser le parc. Plusieurs végétaux et des éléments de mobilier tels que : bancs, corbeilles et tables de pique-nique compléteront cet aménagement. L'accès universel sera maintenu sur la rue du Couvent.

JUSTIFICATION

La réalisation des travaux permettra d'optimiser l'utilisation du parc existant et d'offrir aux résidents du secteur, ainsi qu'aux enfants des CPE, l'utilisation d'un espace vert aménagé selon leurs besoins.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément aux plans et devis de la soumission 211412, la compagnie Urbex Construction a déposé la soumission la plus basse pour les travaux demandés. Au total 5 soumissionnaires ont tenté de remporter cette soumission publique. La période d'appel d'offres public s'est étalée du 2 juin au 18 juin 2014. Il est entendu avec la CSDM (Commission scolaire de Montréal) une entente participative de leur part pour la réhabilitation des sols de 113 400, 20\$.

Sous projets INVESTI no 1434221-880 et 1434221-881, projets Simon 153704 et 153706, PTI - Parcs 2014 Bloc 10 Parc de la ferme Brodie

SUD-OUEST 1146348001	SOMMAIRE DES COÛTS		
Parc de la ferme Brodie	Simon avant taxes	Crédits avec ristournes	Total du contrat TTC
Coût antérieur	- \$	- \$	- \$
Contrat principal	128 250,00 \$	133 008,97 \$	147 455,44 \$
Contingences liées au contrat	12 825,00 \$	13 300,90 \$	14 745,54 \$
Total du contrat	141 075,00 \$	146 309,87 \$	162 200,98 \$
Incidences liées au projet	14 107,50 \$	14 630,99 \$	16 220,10 \$
Coût additionnel amianté	- \$	- \$	- \$
TOTAL DU PROJET	155 182,50 \$	160 940,86 \$	178 421,08 \$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation de ces travaux permettra aux résidents du secteur de se rapprocher un espace vert qui, jusqu'ici, était aménagé de façon désuète.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucune

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La politique de la gestion contractuelle de la Ville de Montréal ainsi que les clauses particulières en prévention de la collusion et la fraude ont été incluses au cahier de charge ou aux instructions aux soumissionnaires.

Ce contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Éric ROBERGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Christine GUINDON
Architecte paysagiste

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-18

Stéphane CARON
Chef de division

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sébastien LÉVESQUE
Directeur



Dossier # : 1144665003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi d'un contrat à « Location de Camion Excellence Paclease », pour un montant maximum de 44 141,27 \$ (TTC) pour la location d'un camion-grue pour la réalisation des travaux d'entretien des réseaux d'égout et d'aqueduc. Soumission public numéro 14-13662.

D'autoriser une dépense de 44 141,27 \$, taxes comprises, pour la location d'un camion grue, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant;
D'octroyer le contrat à « Location de Camion Excellence Paclease », soit un montant de 44 141,27 \$, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro 14-13662;

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera assumée entièrement par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE).

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 18:22

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1144665003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi d'un contrat à « Location de Camion Excellence Paclease », pour un montant maximum de 44 141,27 \$ (TTC) pour la location d'un camion-grue pour la réalisation des travaux d'entretien des réseaux d'égout et d'aqueduc. Soumission public numéro 14-13662.

CONTENU

CONTEXTE

La Division de la voirie requiert la location d'un camion-grue sans opérateur pour ses travaux d'entretien des réseaux d'égout et d'aqueduc dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Le contrat consiste à procéder à la location d'un camion-grue, sans opérateur, pour une durée d'environ 7 mois, soit pour la période du 7 juillet au 15 février 2015.

Le présent sommaire vise à autoriser une dépense d'un montant de 44 141,27 \$, taxes incluses, correspondant à la location d'un camion grue au prix unitaire prévu dans le cadre de l'appel d'offres sur public numéro 14-13662.

JUSTIFICATION

La location d'un camion grue est nécessaire dans le cadre des travaux d'entretien annuel des réseaux d'égout et d'aqueduc dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

Dans les années précédentes, l'arrondissement utilisait ce service par le biais du billet d'outillage. Depuis décembre 2009, un avis juridique a été déposé afin de clarifier les limites de l'utilisation d'un tel fichier en regard des règles applicables en matière d'octroi de contrats. Il est donc recommandé de suivre les règles générales d'octroi de contrat prévues par la Loi sur les Cités et Villes, de la façon suivante :

- moins de 25 000 \$: gré à gré
- plus de 25 000 \$ et moins de 100 000 \$
- 100 000 \$ et plus : appel d'offres public

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant du plus bas soumissionnaire conforme « Location de Camion Excellence Paclease » s'élève à 44 141,27 \$ toutes taxes incluses.
Une entente de partenariat de services entre la DGSRE et l'arrondissement du Sud-Ouest pour l'année 2014 a été signée. Le coût du présent contrat au montant de 44 141,27 \$ sera entièrement assumé par la DGSRE et sera imputé comme indiqué dans l'intervention de son service des finances.

Les entreprises soumissionnaires sont :

- Location de Camion Excellence Paclease 44 141,27 \$
- Location de Camion Eureka Inc. 47 484,68 \$
- Bleu Pélican Ste-Thérèse 61 435,52 \$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Aucun

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux d'entretien sur les réseaux d'égout et d'aqueduc ont un impact sur la durée de vie des infrastructures souterraines et de la chaussée;

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucune

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La politique de la gestion contractuelle de la Ville de Montréal ainsi que les clauses particulières en prévention de la collusion et la fraude ont été incluses au cahier de charge ou aux instructions aux soumissionnaires.

Ce contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Service de l'approvisionnement , Direction (Renée VEILLETTE)

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Viorica ZAUER)

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics (Michel GOURON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Moline GHANIMI
Ingenieur(e)

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-03

Stéphane CARON
Chef de division

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Richard CÔTÉ
Directeur des travaux publics

**Dossier # : 1136348002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi d'un contrat à « Les entreprises de construction Ventec inc. » au montant de 314 853,29 \$ pour l'aménagement des aires de jeux du parc Herb-Trawick. Autoriser une dépense de 348 622,88 \$

D'autoriser une dépense additionnelle de 27 715,32 \$ pour le contrat octroyé à « Les entreprises de construction Ventec inc. », relativement à la résolution no CA13 22 0489, portant le montant du contrat de 314 853,29 \$ à 342 568,61 \$.

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera entièrement assumée par l'arrondissement.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-25 14:54**Signataire :** Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1136348002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi d'un contrat à « Les entreprises de construction Ventec inc. » au montant de 314 853,29 \$ pour l'aménagement des aires de jeux du parc Herb-Trawick. Autoriser une dépense de 348 622,88 \$

CONTENU

CONTEXTE

Le présent addenda a pour but d'autoriser une dépense additionnelle de 27 715,32\$ pour le contrat octroyé à l'entreprise «Ventec inc.». Cette bonification permettra de faire l'installation d'une fontaine à boire et l'installation d'un nouveau puisard dans le parc non prévu dans le contrat initial.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Éric ROBERGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Christine GUINDON
Architecte-paysagiste

IDENTIFICATION

Dossier # :1136348002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi d'un contrat à « Les entreprises de construction Ventec inc. » au montant de 314 853,29 \$ pour l'aménagement des aires de jeux du parc Herb-Trawick. Autoriser une dépense de 348 622,88 \$

CONTENU

CONTEXTE

Le parc Herb-Trawick est localisé dans le secteur de la Petite-Bourgogne et a une superficie de près de 4 715 m². Il est situé à l'ouest de la rue Richmond, au sud de l'avenue Lionel-Groulx et à l'est de la rue des Seigneurs.

Il a été recommandé de procéder au réaménagement du parc, car les équipements de jeux, présentement sur le site, doivent être remplacés en totalité, étant donné leur état de désuétude et de non-conformité aux normes canadiennes sur les équipements de jeux. Le projet de réaménagement retenu consiste donc à aménager les deux aires de jeux pour enfants, soit pour les 18 mois à 5 ans et pour les 5 à 12 ans, et finalement la réparation du sentier donnant accès à la rue Richmond. De plus, une étude environnementale a démontré que des travaux de décontamination s'avèraient nécessaires dans les aires de jeux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0133 - 26 février 2013 - Modifier le Programme triennal d'immobilisations 2013-2015 de la Ville (CM12 0767-1) en y ajoutant un montant supplémentaire de 42 001 000 \$ pour l'amélioration des équipements dans les parcs, des installations aquatiques et des immeubles à usage aquatique et sportif relevant des services centraux et des arrondissements;

DESCRIPTION

Le projet consiste à réaménager les aires de jeux des 18 mois à 5 ans et des 5 à 12 ans dans le parc Herb-Trawick afin de répondre aux besoins des jeunes utilisateurs. Le thème retenu est celui de la nature. Les modules respectent la Norme CSA-Z614-07 des aires et équipements de jeux.

Au sol, la surface sera drainée et recouverte de sable dans les aires de jeux des 18 mois à 5 ans et en fibre de bois dans celle des 5 à 12 ans le tout en conformité avec la norme canadienne sur les aires de jeux.

Enfin, dans le reste du parc, les sentiers et l'accès seront aménagés de manière à faciliter et diriger la circulation, autant pour les citoyens que pour les employés d'entretien. Plusieurs éléments de mobilier seront rafraîchis et quelques tables à pique-nique compléteront cet aménagement.

JUSTIFICATION

La réalisation des travaux permettra d'optimiser l'utilisation du parc existant et d'offrir aux résidents du secteur ainsi qu'aux enfants des CPE l'utilisation d'un espace vert aménagé, selon leurs besoins.

Les travaux projetés contribueront au rajeunissement des aires de jeux, en respectant la Norme CSA-Z614-07 des aires et équipements de jeux, tout en maximisant la sécurité des usagers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément aux plans et devis de la soumission 211332, la firme Les Entreprises Ventec inc déposé la soumission la plus basse pour les travaux demandés. Au total, 7 soumissionnaires ont déposés leur candidature. La période d'appel d'offres public s'est étalée du 21 octobre 2013 au novembre 2013. Le procès-verbal d'ouverture des soumissions est en pièce jointe. De plus, le financement de ce projet est assumé par le Sud-Ouest et la ville centre.

Soumissions conformes option A	Coût de base	Autres	Total
1. LES ENTREPRISES BERTHIER INC.	415 177,60 \$	- \$	415 177,60
2. 2633-2312 QUÉBEC INC. (PAVATECH)	341 450,46 \$	- \$	341 450,46
3. LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC	314 853,29 \$	- \$	314 853,29
4. LV CONSTRUCTION	325 276,94 \$	- \$	325 276,94
5. CONSTRUCTION MORIVAL LTÉE	317 724,21 \$	- \$	317 724,21
6. CONSTRUCTION PRIRAMC INC.	395 628,75 \$	- \$	395 628,75
7. TECHNIPARC (DIC. 9032-2454 QUÉB. INC.)	381 188,12 \$	- \$	381 188,12
Estimation des professionnels			281 401,31
Coût moyen des soumissions conformes reçues :			355 899,91
(total du coût des soumissions conformes reçues / nbre de soumissions)			
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) :			6%
((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) x 100			
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (\$)			80 775,46

Le bordereau de soumission comportait des erreurs de transcription et/ou de calcul. Ces erreurs ont été corrigées et le soumissionnaire a accepté le prix corrigé.

Le montant total inscrit au bordereau original était de 317 445, 98 \$, suite à la correction ce montant est passé à 314 853 ,29 \$. Celui-ci demeure le plus bas soumissionnaire.

TABEAU DU SOMMAIRE

1136348002	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Crédits
			Net de taxes
Contrat Ventec inc.	248 950,00 \$	286 230,26 \$	258 187,79 \$
Contingences Ventec inc.	24 895,00 \$	28 623,03 \$	25 818,78 \$
Total du Contrat Ventec inc.	273 845,00 \$	314 853,29 \$	284 006,57 \$
Incidences	29 371,25 \$	33 769,59 \$	30 461,13 \$
TOTAL DU PROJET	303 216,25 \$	348 622,88 \$	314 467,70 \$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le remplacement des équipements de jeux vise à offrir aux résidents une meilleure qualité de vie, en leur donnant accès à un espace public répondant à leurs besoins et à des équipements de loisir conformes.

De plus, le réaménagement de ces deux aires de jeux s'inscrit dans l'objectif du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 qui vise à réduire de 25 % le solde migratoire entre Montréal et la banlieue d'ici 2012, en s'adressant principalement aux Montréalais de 25 à 44 ans qui quittent la Ville chaque année.

Le rafraîchissement du mobilier existant est fait dans l'optique de récupération, et ce, afin de contribuer au développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le remplacement des équipements de jeux a été établi comme étant prioritaire, et ce, suite à une inspection portant sur la conformité des équipements et des aires de jeux. Ainsi, leur remplacement permettra une utilisation sécuritaire pour les usagers. Dans le cas contraire, il y aurait un risque de blessures graves. Le report du projet pourrait signifier le démantèlement des aires de jeux sans remplacement projeté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens seront informés via les médias locaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le début des travaux est prévu pour le printemps 2014

La fin des travaux est prévue pour l'été 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévention de la collusion et la fraude ont été incluses au cahier de charge ou aux instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Éric ROBERGE)

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Dominique BALLO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane CARON
Chef de division études techniques

ENDOSSÉ PAR

Richard CÔTÉ
Directeur des travaux publics, p. i.

Le : 2013-11-22



Dossier # : 1135970003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approbation de conventions et octroi d'une contribution financière de 120 320 \$ pour l'année 2014-2015 aux tables de quartier Coalition de la Petite-Bourgogne, Solidarité Saint-Henri, Concertation Ville-Émard/Côte-Saint-Paul, Action-Gardien de Pointe-Saint-Charles, conformément aux paramètres de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

D'approuver les conventions entre la Ville de Montréal et les organismes énumérés ci-dessous, se terminant le 30 avril 2015 conformément aux paramètres de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local.

D'octroyer à chaque organisme, la contribution financière ci-dessous, payable dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties.

Organisme	Montant
Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé	34 250 \$
Solidarité Saint-Henri	26 953 \$
Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul	31 122 \$
Action Gardien table de concertation communautaire de Pointe Saint-Charles	27 995 \$

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera assumée à 7 % par la ville centrale, 55 % par l'agglomération et 38 % par l'arrondissement.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 14:00

Signataire :

Luc GAGNON

Directeur

Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1135970003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approbation de conventions et octroi d'une contribution financière de 120 320 \$ pour l'année 2014-2015 aux tables de quartier Coalition de la Petite-Bourgogne, Solidarité Saint-Henri, Concertation Ville-Émard/Côte-Saint-Paul, Action-Gardien de Pointe-Saint-Charles, conformément aux paramètres de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

CONTENU

CONTEXTE

En 2006, l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local entre officiellement en vigueur, avec sa structure de gouvernance et ses outils de gestion. L'Initiative montréalaise est le résultat d'un engagement de partenariat entre Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des Tables de quartier CMTQ, la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal et les Centres de santé et de services sociaux (CSSS de Montréal) ainsi que la Ville de Montréal – Direction de la diversité sociale et les arrondissements.

L'Initiative montréalaise vise à contribuer au développement social dans les quartiers en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales afin d'améliorer les conditions et le cadre de vie des populations. Elle favorise des interventions sur des enjeux prioritaires par le milieu notamment dans les domaines de la santé, l'aménagement urbain, l'environnement, l'éducation, l'économie, l'habitation, le transport, la sécurité, l'emploi, la sécurité alimentaire, la culture, les sports et les loisirs.

En reconnaissant le rôle central des tables de quartier dans le développement social des quartiers et en leur accordant un soutien financier, l'Initiative montréalaise vise plus spécifiquement à :

- Donner aux communautés locales les moyens d'agir collectivement et de façon intégrée pour lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

- Doter les quartiers d'un espace permettant aux acteurs locaux de mieux se connaître, de mieux se comprendre et de se mobiliser autour d'objectifs communs pour le développement de leur communauté;

- Mettre à la disposition des quartiers des ressources dédiées à la mobilisation et à la concertation des acteurs locaux, au développement du leadership et de la capacité collective d'agir du milieu, afin de maximiser leur pouvoir d'intervenir sur les enjeux qui les touchent.

Depuis 2009, les partenaires financiers de l'Initiative montréalaise souhaitent bonifier le financement alloué aux tables de quartier afin de mieux soutenir les quartiers dans le développement d'une vision intégrée et concertée du développement local. En 2012, la Direction de la diversité sociale a choisi de bonifier sa contribution financière versée aux tables de quartier pour la réalisation de projets de concertation et de mobilisation d'actions pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les quartiers via l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale – enveloppe corporative. Cette décision de la Ville de Montréal a favorisé l'accroissement du financement des autres bailleurs de fonds qui souhaitent procéder conjointement à la consolidation des tables de quartier. La contribution totale versée par les trois partenaires financiers pour la période 2014-2015 s'élève à un peu plus de 2,9 M\$ et représente un minimum de 100 150 \$ par table de quartier. En effet, certaines tables de quartier voient leur financement accru grâce à une contribution supplémentaire de leur arrondissement.

La présente démarche vise à confirmer la reconnaissance et l'engagement du conseil d'arrondissement envers les tables de quartier Action Gardien de Pointe-Saint-Charles, Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, Concertation Ville-Émard/Côte-Saint-Paul et Solidarité Saint-Henri, dans le respect des paramètres de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Depuis 1994, la Ville de Montréal a accordé annuellement un soutien financier récurrent à 20 tables locales de concertation à travers le Programme de soutien financier au développement social local, pour un total de 255 000 \$ (CE01 01905). Ce financement a été décentralisé dans les arrondissements concernés à compter de 2002.

En 2003, la Ville a octroyé un budget supplémentaire de 400 000 \$ (CE03 0603) dans le cadre du chantier 4.3 du Sommet de Montréal. En 2004 et 2005, respectivement 270 000 \$ (CE04 0632) et 230 000 \$ (CE05 0277) sont octroyés toujours dans le cadre des suivis du Sommet de Montréal.

En 2006, la Division du développement social a obtenu une bonification de sa base budgétaire permettant un ajout de 195 000 \$ au financement de base de l'Initiative. Ce même montant a été reconduit jusqu'à ce jour.

CA13 220266 (1132817009) Approbation des conventions et octroi d'une contribution financière de 120 320 \$ pour l'année 2013 aux tables de quartier.

CA12 220240 (1122817007) Approbation des conventions et octroi d'une contribution financière de 119 332 \$ pour l'année 2012 aux tables de quartier.

CA11 220344 (1112817012) Approbation des conventions et octroi d'une contribution financière de 53 812 \$ pour l'année 2011 aux tables de quartier.

CA10 220186 (1102817006) - Octroi d'une contribution financière de 52 932 \$ pour l'année 2010 dans le cadre des conventions 2008-2010.

CA09 22 0240 (1092817011) Octroyer une contribution financière pour l'année 2009 aux organismes Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé (17 233 \$), Action Gardien de Pointe Saint-Charles (11 233 \$), Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul (14 233 \$) et à Solidarité Saint-Henri (10 233 \$).

CA08 220252 (1080732018) Octroyer une contribution financière pour l'année 2008, selon les conventions (2006-2008) aux organismes Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé (17 233\$), Action Gardien de Pointe Saint-Charles (11 233 \$), Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul (14 233 \$) et à Solidarité Saint-Henri (10 233 \$).

CA07 220265 (1070732016) Octroyer une contribution financière pour l'année 2007, selon les conventions (2006-2008) aux organismes Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé (17 233 \$), Action Gardien de Pointe Saint-Charles (11 233 \$), Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul (14 233 \$) et à Solidarité Saint-Henri (10 233 \$).

CA06 220150 (1060732010) Octroyer une contribution financière pour l'année 2006, selon les conventions (2006-2008) aux organismes Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé (17 233 \$), Action Gardien de Pointe Saint-Charles (11 233 \$), Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul (14 233 \$) et à Solidarité Saint-Henri (10 233 \$).

DESCRIPTION

En mars 2014, le comité de gestion de l'Initiative montréalaise a procédé à l'évaluation des bilans des activités des quatre tables de quartier financées par l'initiative montréalaise de soutien au développement social local : Solidarité Saint-Henri, Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, Action Gardien de Pointe-Saint-Charles et Concertation Ville-Émard/Côte-Saint-Paul. Pour 2014-2015, le comité recommande la reconduction du financement pour les quatre organismes.

JUSTIFICATION

La complexité de certaines situations sociales et économiques oblige chaque acteur social à travailler en lien avec les autres acteurs sociaux et les citoyens concernés. Le soutien financier est octroyé aux tables locales de concertation pour créer ou consolider de tels liens et pour supporter les projets des groupes et des citoyens dans chaque milieu de façon à améliorer le cadre et les conditions de vie pour tous. La gestion de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social est assurée conjointement par les partenaires financiers. La Ville de Montréal en assure la coordination. De plus, l'Initiative possède ses propres modes et outils de gestion communs aux trois partenaires. Un soutien financier est octroyé aux tables pour permettre à ces dernières de créer ou de consolider des liens de solidarité notamment parmi les groupes et les citoyens vulnérables dans chaque milieu.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière totale prévue pour la période 2014-2015 s'élève à 100 150 \$ par table de la manière suivante :

Les fonds en provenance plus spécifiquement de la Ville de Montréal proviennent des sources suivantes :

Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé

Provenance des fonds	Montant accordé	% par rapport au projet global	Numéro de la DA	Imputation Budgétaire
Direction de la diversité sociale	2 233 \$	2,23%	333157	2101-0010000-101196-05803-61900-016491-0000-000000
Entente Ville/MESS	16 380 \$	16,38%	333157	AF – Général – Agglomération / Crédits associés à des démarches de quartier / Développement social / Contribution à des organismes / Coalition de la Petite-Bourgogne, Quartier en santé / Démarches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Arrondissement	15 637 \$	15,30%	333177	2434-0010000-305420-07103-61900-016491-0000-C00000
Total	34 250 \$			

Solidarité Saint-Henri

Provenance des fonds	Montant accordé	% par rapport au projet global	Numéro de la DA	Imputation Budgétaire
Direction de la diversité sociale	2 233 \$	2,23%	333184	2101-0010000-101196-05803-61900-016491-0000-C00000
Entente Ville/MESS	16 380 \$	16,38%	333184	AF – Général – Agglomération / Crédits associés à des de quartier / Développement social / Contribution à d'organismes / Solidarité St-Henri - Soutien aux démar pauvreté et l'exclusion sociale 1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.00
Arrondissement	8 340 \$	8,16%	333192	2434-0010000-305420-07103-61900-016491-0000-C00000
Total	26 953 \$			

Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul

Provenance des fonds	Montant accordé	% par rapport au projet global	Numéro de la DA	Imputation Budgétaire
Direction de la diversité sociale	2 233 \$	2,23%	333197	2101-0010000-101196-05803-61900-016491-0000-C00000
Entente Ville/MESS	16 380 \$	16,38%	333197	AF – Général – Agglomération / Crédits associés à des de quartier / Développement social / Contribution à d'organismes / Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul - lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.00
Arrondissement	12 509 \$	12,24%	333199	2434-0010000-305420-07103-61900-016491-0000-C00000
Total	31 122 \$			

Action Gardien table de concertation communautaire de Pointe Saint-Charles

Provenance des fonds	Montant accordé	% par rapport au projet global	Numéro de la DA	Imputation Budgétaire
Direction de la diversité sociale	2 233 \$	2,23%	333201	2101-0010000-101196-05803-61900-016491-0000-C00000
Entente Ville/MESS	16 380 \$	16,38%	333201	AF – Général – Agglomération / Crédits associés à des de quartier / Développement social / Contribution à d'organismes / Action Gardien de la Pointe St-Charles - lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 1001.0014000.111205.05803.61900.016491.0000.00
Arrondissement	9 382 \$	9,18%	333203	2434-0010000-305420-07103-61900-016491-0000-C00000
Total	27 995 \$			

Total	DDS - 8 932 \$	Ville/MESS - 65 520 \$	Arrondissement - 45 868 \$
-------	----------------	------------------------	----------------------------

Concernant la contribution allouée par la **Direction de la Diversité sociale** : Cette dépense est allouée par la Ville centrale à même le budget de la Direction de la diversité sociale.

Concernant la contribution allouée par **l'Entente administrative Ville-MESS**

- § Cette contribution financière demeure non récurrente.
- § Le budget alloué demeure entièrement financé par le gouvernement du Québec (le min Solidarité sociale).
- § Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la l une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences certaines agglomérations.

Concernant la contribution allouée par **l'arrondissement**

- § Cette dépense est entièrement assumée par l'arrondissement.

Le présent dossier est conforme au budget selon la définition apparaissant au courrier budgétaire

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans l'action 36 prévue au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise qui se lit comme suit : « Montréal s'engage à poursuivre et renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

- Prise en compte de manière intégrée des différents enjeux liés au développement des communautés locales.
- Développement de priorités communes et d'actions concertées.
- Meilleure utilisation des ressources disponibles.
- Plus grande mobilisation des citoyens et des groupes.
- Réduction de la pauvreté.
- Amélioration globale de la qualité et des conditions de vie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service de la diversité sociale et des sports , Direction (Mustapha TRARI)

Avis favorable avec commentaires :
Service de la diversité sociale et des sports , Direction (Chantal CROZE)

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jerry BARTHELEMY)

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Ghilaine FISET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

(Chantal CROZE) / Avis favorable avec commentaires; (Mustapha TRARI) / Avis favorable ;
(Julie RAINVILLE) / Avis favorable avec commentaires; (Ghilaine FISET) / Avis favorable avec
commentaires

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mourad BENZIDANE
Conseiller en développement communautaire

ENDOSSÉ PAR

Louise RICHARD
C/d sl & dev.soc <<arr.>60000>>

Le : 2014-05-06



Dossier # : 1145970006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile
Projet :	-
Objet :	Approbation d'une convention et octroi d'une contribution financière supplémentaire de 3 134 \$ pour 2014 à Prévention Sud-Ouest pour la réalisation du plan d'action du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (Tandem)

D'approuver la convention entre la Ville de Montréal et l'organisme Prévention Sud-Ouest, se terminant le 31 décembre 2014, pour la réalisation du plan d'action du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine;
D'octroyer une contribution financière de 3 134 \$ à l'organisme Prévention Sud-Ouest, pour 2014, pour la réalisation du plan d'action du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine;

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

Signé par Erick SANTANA **Le** 2014-06-16 15:47

Signataire :

Erick SANTANA

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

IDENTIFICATION**Dossier # :1145970006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile
Projet :	-
Objet :	Approbation d'une convention et octroi d'une contribution financière supplémentaire de 3 134 \$ pour 2014 à Prévention Sud-Ouest pour la réalisation du plan d'action du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (Tandem)

CONTENU**CONTEXTE**

Le taux de criminalité et le sentiment de sécurité sont deux indicateurs importants de la qualité de vie de la population. La politique québécoise pour des milieux de vie plus sécuritaires, confirme la municipalité comme maître d'œuvre dans le domaine de la prévention de la criminalité. Cette politique mise également sur le partenariat et la valorisation des organismes communautaires en mesure de mobiliser les citoyens sur des questions de sécurité des milieux et de prévention. Le programme de sécurité urbaine de la Ville de Montréal « Tandem » a célébré ses 20 ans en 2003. Ce programme, basé sur une intervention concertée avec les divers intervenants du milieu et la population du quartier environnant, a permis de réduire grandement les incivilités et la criminalité dans les secteurs où il y a un programme Tandem. Le Programme vise une action de nature préventive et axée sur la mobilisation et la sensibilisation des citoyens. Dans l'arrondissement du Sud-Ouest, pendant plus de 20 ans et ce jusqu'en décembre 2010, les organismes Prévention Sud-Ouest et le YMCA de Pointe St-Charles ont coordonné le programme Tandem. Depuis septembre 2010, l'arrondissement a confié le mandat Tandem à Prévention Sud-Ouest dont la responsabilité est élargie de façon à couvrir tout le territoire du Sud-Ouest. Ce nouveau mandat requiert des compétences et une capacité d'action sur l'ensemble des quartiers permettant une extension du mandat initial. Le présent dossier vient octroyer une contribution financière supplémentaire de 3 134 \$ pour l'année 2014.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 22 0453 Contribution financière de 120 596 \$ pour l'année 2014 à Prévention Sud-Ouest

CA13 22 0328 Contribution financière de 3 134 \$ pour l'année 2013 à Prévention Sud-Ouest
 CA12 220418 Contribution financière de 123 730 \$ pour l'année 2013 à Prévention Sud-Ouest
 CA11 220417 Contribution financière de 118 000 \$ pour l'année 2012 à Prévention Sud-Ouest
 CA10 220461 Contribution financière de 118 000 \$ pour l'année 2011 à Prévention Sud-Ouest
 CA08 220419 Contribution financière de 80 537 \$ pour l'année 2009 à Prévention Sud-Ouest
 CA07 220442 Contribution financière de 80 537 \$ pour l'année 2008 à Prévention Sud-Ouest
 CA06 220396 Contribution financière de 80 537 \$ pour l'année 2007 à Prévention Sud-Ouest
 CA05 220428 Contribution financière de 80 537 \$ pour l'année 2006 à Prévention Sud-Ouest
 CA04 220423 Contribution financière de 80 537 \$ pour l'année 2005 à Prévention Sud-Ouest

DESCRIPTION

L'organisme contribuera à l'élaboration d'un diagnostic local en sécurité urbaine à partir de facteurs de sécurité et de perception d'insécurité des citoyens et citoyennes de l'arrondissement. Il aura à développer un plan d'action annuel selon les besoins et attentes identifiés; il devra également instaurer auprès et avec les citoyens ainsi qu'avec les partenaires de l'arrondissement, des activités adaptées aux besoins de la population en matière de sécurité, selon les besoins, les attentes et les axes de diagnostic et de prévention indiqués dans l'appel d'offres. Le programme a pour objectif de faire évoluer, dans une perspective d'amélioration continue, les pratiques en matière de mobilisation et de sensibilisation des citoyens sur les questions de sécurité urbaine.

JUSTIFICATION

En 2001, la politique ministérielle *Pour des milieux de vie plus sécuritaires* confirme la municipalité comme maître d'œuvre dans le domaine de la prévention de la criminalité. Cette politique mise également sur le partenariat et la valorisation des organismes communautaires en mesure de mobiliser les citoyens sur des questions de sécurité des milieux et de prévention. L'organisme Prévention Sud-Ouest fait partie du réseau d'organismes identifiés au Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine qui favorise l'échange d'information et d'expertise, la diffusion de formation et qui assure une qualité de service dans l'arrondissement. Les interventions réalisées par Prévention Sud-Ouest depuis 1983 contribuent à faire diminuer des actes de criminalité (cambriolages, des actes de vandalisme et d'incivilités) et à augmenter le sentiment de sécurité des citoyens.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Organisme	Montant accordé	Imputation
Prévention Sud-Ouest	3 134 \$ (année 2014)	2101-0010000-101177-05803-61900-016491-0000-000000-000000-000000-000000 Demande d'achat : 334881

La contribution financière de 3 134 \$ demeure non récurrente. Le montant accordé au projet dans le cadre du programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine est entièrement financé par la Ville centre.

Le présent dossier est conforme au budget selon la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans l'action 36 prévue au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise qui se lit comme suit : « Montréal s'engage à poursuivre et renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les initiatives développées par le biais du programme ont permis d'améliorer la sécurité des biens, des personnes et des collectivités.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation. Le projet fera l'objet d'un suivi par les fonctionnaires du développement social de l'arrondissement. L'organisme s'engage à fournir les rapports d'étape et finaux aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service de la diversité sociale et des sports , Direction (Jocelyne LEBRUN)

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jerry BARTHELEMY)

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Ghilaine Fiset)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable : ; Qualité de vie , Direction de la diversité sociale (Jocelyne Lebrun); Avis favorable avec commentaires : ; Finances , Fonction Finances (Julie Rainville); Avis favorable avec commentaires : ; Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Ghilaine Fiset)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mourad BENZIDANE
Conseiller en développement communautaire

ENDOSSÉ PAR

Louise RICHARD
C/d sl & dev.soc <<arr.>60000>>

Le : 2014-06-02



Dossier # : 1145970009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approbation d'une convention et octroi d'une contribution financière de 2 500 \$ pour le projet "Activités pour aînés -2014" au Regroupement des organismes pour aînés et aînées du Sud-Ouest de Montréal dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiative dans le cadre des alliances pour la solidarité Ville-MESS 2013-2015

D'approuver la convention entre la Ville de Montréal et le Regroupement des organismes pour aînés et aînées du Sud-Ouest de Montréal dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiative dans le cadre des alliances pour la solidarité Ville-MESS 2013-2015 pour le projet "Activités pour aînés - 2014";
D'octroyer à l'organisme, une contribution financière de 2 500 \$, pour l'année 2014, payable dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties.

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 14:01

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1145970009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approbation d'une convention et octroi d'une contribution financière de 2 500 \$ pour le projet "Activités pour aînés -2014" au Regroupement des organismes pour aînés et aînées du Sud-Ouest de Montréal dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiative dans le cadre des alliances pour la solidarité Ville-MESS 2013-2015

CONTENU

CONTEXTE

En 2009, la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ont signé une Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale d'une durée de trois ans. Le budget de cette Entente fut de 24 M\$ soit : 7 M\$ pour 2009, 8 M\$ pour 2010, 9 M\$ pour 2011. Un avenant prolongeant cette entente d'un an, au montant de 9 M\$, a été signé au début de l'année 2012. À l'automne 2012, la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ont signé une nouvelle entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité. Le ministère a octroyé à la Ville de Montréal une contribution financière de 18 M\$ sur deux années (2013-2014 et 2014-2015) soit 9 M\$ par année.

Les projets financés doivent répondre, notamment, aux critères suivants :

Ø Les projets financés s'inscrivent dans les grandes politiques et orientations du gouvernement et doivent soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Ø Les projets et interventions font l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils répondent aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte

contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale.

Ø Les initiatives, projets et interventions visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment les projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.

Ø L'aide financière accordée ne doit pas se substituer aux programmes réguliers des ministères ou organismes, mais peut contribuer à bonifier ces programmes.

Ø Les organismes admissibles à une aide financière sont les personnes morales et les organismes à but non lucratif.

Ø Les salaires doivent correspondre à ceux habituellement versés par l'organisme aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional. Ils doivent tenir compte de l'expérience et de la compétence des personnes embauchées. Le nombre d'heures salariées admissibles est celui qui correspond aux exigences de l'emploi et aux pratiques en usage au sein de l'organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Relativement à l'entente administrative Ville-MESS : lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Ø **CG12 0286** 23 août 2012

Approuver un projet d'entente administrative sur la gestion du fonds d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité avec la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale ayant pour but de convenir des modalités administratives pour laquelle la ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 18 M\$ sur deux ans, soit 9 M\$ en 2013 - 2014 et 9 M\$ en 2014 - 2015, aux fins du financement au cours des années civiles 2013 et 2014 d'une Alliance de solidarité

Ø **CG12 0016** du 26 janvier 2012

Approuver le projet d'avenant à l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale la prolongeant d'un an pour une contribution financière du ministère de 9 M\$

Ø **CG10 0255** du 17 juin 2010

Approuver la proposition de répartition budgétaire des sommes résiduelles, pour les années 2010 et 2011 de l'Entente de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal 2009-2010

Ø **CG09 0039** du 26 février 2009

Approuver le projet d'entente administrative entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal ayant pour but de convenir des modalités administratives en matière de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour lesquels le ministre a confié à la Ville la gestion d'une enveloppe de 24 M\$ pour les années 2009-2010-2011

CA14 22 0178 Contribution à différents organismes de 180 558,75 \$

CA14 22 0175 Contribution à différents organismes de 121 251,35 \$
CA13 22 0173 Contribution à différents organismes 150 337,30 \$
CA13 22 0174 Contribution à différents organismes 135 372,25 \$
CA12 220238 Contribution à différents organismes 80 000 \$
CA12 220098 Contribution à différents organismes 240 744,75 \$
CA11 220054 Contribution à différents organismes 60 186,25 \$
CA10 220100 Contribution à différents organismes 84 823,25 \$
CA10 220102 Contribution à différents organismes 120 372,50 \$
CA10 220408 Contribution à différents organismes 205 195,75 \$

DESCRIPTION

Nom de l'organisme : Regroupement des organismes pour aînés et aînées du Sud-Ouest de Montréal (ROPASOM)

Nom du projet : Activités pour aînés - 2014

Brève description du projet : Le projet regroupe l'animation de deux (02) activités. La première activité est le Rendez-vous des aînés. Il s'agit de la plus importante rencontre annuelle des aînés de l'arrondissement du Sud-Ouest où les aînés ont l'opportunité de visiter plus de vingt kiosques d'information, assister à une conférence et participer à un dîner dansant.

La deuxième activité est la tenue de la Journée Internationale des aînés prévue en octobre prochain. Cette demi-journée est consacrée à offrir un déjeuner et une conférence aux personnes aînées et aussi à souligner le travail de trois bénévoles en remettant le prix Roger Fournier. Le projet cible directement 400 aînés dont la majorité est constituée de femmes.

Montant de la contribution du MESS : 2 500 \$

JUSTIFICATION

Prise en compte des enjeux spécifiques liés au développement des communautés locales.

Développement de priorités communes et d'actions concertées.

Optimisation des ressources disponibles.

Réduction de la pauvreté.

Amélioration globale de la qualité et des conditions de vie.

Les projets émanent de recommandations faites par les tables de quartier, à la suite d'un appel d'offres en 2014. Le processus d'analyse et de recommandations des projets est ensuite pris en charge par les services administratifs de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette contribution financière demeure non récurrente.

Ø Le budget alloué par l'Entente Ville-MESS demeure entièrement financé par le gouvernement de l'Emploi et de la Solidarité sociale).

Ø Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences certaines agglomérations.

Ø **Les crédits sont réservés par la demande d'achat (DA) numéro 337106** (créé par se trouvant dans l'outil de suivi – Demande de numéros de projets (année 2014)) **pour les propositions proposées dans le tableau ci-dessous.**

AF-Général - Agglomération - Crédits associés à des revenus dédiés - Contrat de ville - Sud - Développement social - Contribution à d'autres organismes - Autres
--

Organisme

organismes / Regroupement des organismes pour aînés et aînées du Sud-Ouest - Activités pour aînés 2014	
1001.0014000.200115.05803.61900.016491.0000.001755.000000.00000.00000	Regroupement des organismes pour aînés et aînées du Sud -Ouest de Montréal (ROPASOM)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans l'action 36 prévue au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise qui se lit comme suit : « Montréal s'engage à poursuivre et renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Réduction de la pauvreté.
Amélioration globale de la qualité et des conditions de vie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les organismes s'engagent à fournir les rapports d'étape et final aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service de la diversité sociale et des sports , Direction (Mustapha TRARI)

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jerry BARTHELEMY)

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Ghilaine Fiset)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires : ; Qualité de vie , Direction de la diversité sociale (Mustapha TRARI); Avis favorable avec commentaires : ; Finances , Direction Opérations

budgétaires et comptables (Tassadit NAHI); Avis favorable avec commentaires : ; Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Ghilaine FISET)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mourad BENZIDANE
Conseiller en développement communautaire

ENDOSSÉ PAR

Louise RICHARD
C/d sl & dev.soc <<arr.>60000>>

Le : 2014-06-10



Dossier # : 1145970008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accèsibilité aux activités et aux équipements collectifs
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approbation d'une convention et octroi d'une contribution financière de 15 000 \$ pour l'année 2014 au centre de loisirs Monseigneur Pigeon, mandataire du projet d'accompagnement en loisirs permettant l'accès aux jeunes ayant des limitations fonctionnelles, pour quatre camps de jour de l'arrondissement du Sud-Ouest,

D'approuver la convention entre la Ville de Montréal et l'organisme Centre de loisirs Monseigneur Pigeon, se terminant le 31 décembre 2014, conformément à l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale conclue entre la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour le projet d'accompagnement en loisirs dans les camps de jour de l'arrondissement;

D'octroyer à l'organisme, la contribution financière de quinze mille dollars (15 000 \$), dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties;

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-25 14:55

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1145970008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approbation d'une convention et octroi d'une contribution financière de 15 000 \$ pour l'année 2014 au centre de loisirs Monseigneur Pigeon, mandataire du projet d'accompagnement en loisirs permettant l'accès aux jeunes ayant des limitations fonctionnelles, pour quatre camps de jour de l'arrondissement du Sud-Ouest,

CONTENU

CONTEXTE

En 2009, la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ont signé une Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale d'une durée de trois ans. Le budget de cette Entente fut de 24 M\$ soit : 7 M\$ pour 2009, 8 M\$ pour 2010, 9 M\$ pour 2011. Un avenant prolongeant cette entente d'un an, au montant de 9 M\$, a été signé au début de l'année 2012. À l'automne 2012, la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ont signé une nouvelle entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité. Le ministère a octroyé à la Ville de Montréal une contribution financière de 18 M\$ sur deux années (2013-2014 et 2014-2015) soit 9 M\$ par année.

Les projets financés doivent répondre, notamment, aux critères suivants :

- Les projets financés s'inscrivent dans les grandes politiques et orientations du gouvernement et doivent soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Les projets et interventions font l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils répondent aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte

contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale.

- Les initiatives, projets et interventions visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment les projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.

- L'aide financière accordée ne doit pas se substituer aux programmes réguliers des ministères ou organismes, mais peut contribuer à bonifier ces programmes.

- Les organismes admissibles à une aide financière sont les personnes morales et les organismes à but non lucratif.

- Les salaires doivent correspondre à ceux habituellement versés par l'organisme aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional. Ils doivent tenir compte de l'expérience et de la compétence des personnes embauchées. Le nombre d'heures salariées admissibles est celui qui correspond aux exigences de l'emploi et aux pratiques en usage au sein de l'organisme.

Les salaires subventionnés doivent correspondre aux salaires habituellement versés par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional. Les salaires tiennent compte de l'expérience et de la compétence des personnes embauchées.

De nombreux obstacles empêchent la pleine participation des personnes vivant avec une déficience. L'inclusion sociale dès le plus jeune âge est reconnue comme un gage d'intégration des personnes ayant des limitations et s'avère une occasion d'ouverture de la part des personnes qui ont à les accueillir dans des activités ou des services. Dans le cadre des responsabilités municipales et dans un souci d'équité envers tout autre enfant, l'arrondissement s'engage à améliorer l'accès aux services municipaux aux personnes souvent exclues en raison des obstacles auxquels elles font face lorsqu'elles veulent participer aux activités.

Pour un grand nombre de personnes vivant avec un handicap, l'accès aux loisirs passe par l'accompagnement. L'accompagnement en loisir a été reconnu par les organismes de personnes handicapées et la Ville comme une priorité pour rendre accessible le loisir à Montréal, notamment dans les camps de jour. Le programme provincial du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, alloue une somme de 303 574 \$ annuellement. Ce montant ne répond qu'à un faible pourcentage de la demande qui croît d'année en année. L'organisme AlterGo, coordonnateur du Programme provincial d'accompagnement en loisir pour Montréal (PACL), a sollicité la Ville de Montréal et les arrondissements pour qu'ils contribuent à la mise en place d'un projet municipal permettant aux enfants ayant une déficience d'avoir un meilleur accès aux loisirs dans les clubs de vacances et aux activités régulières.

Pour le présent dossier, la contribution financière de 15 000 \$ aux organismes participant au programme d'accompagnement en loisir dans le cadre des clubs de vacances du Sud-Ouest 2014 sera répartie selon le nombre d'accompagnateurs demandé par les organismes locaux, soit :

Loisirs Saint-Henri 4 504 \$
Monseigneur Pigeon 6 590 \$
Maison Saint-Columba 1 020 \$
YMCA 2 886 \$

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Relativement à l'entente administrative Ville-MESS : lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Ø **CG12 0286** 23 août 2012

Approuver un projet d'entente administrative sur la gestion du fonds d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité avec la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale ayant pour but de convenir des modalités administratives pour laquelle la Ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 18 M\$ sur deux ans, soit 9 M\$ en 2013 - 2014 et 9 M\$ en 2014 - 2015, aux fins du financement au cours des années civiles 2013 et 2014 d'une Alliance de solidarité

Ø **CG12 0016** du 26 janvier 2012

Approuver le projet d'avenant à l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale la prolongeant d'un an pour une contribution financière du ministère de 9 M\$

Ø **CG10 0255** du 17 juin 2010

Approuver la proposition de répartition budgétaire des sommes résiduelles, pour les années 2010 et 2011 de l'Entente de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal 2009-2010

Ø **CG09 0039** du 26 février 2009

Approuver le projet d'entente administrative entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal ayant pour but de convenir des modalités administratives en matière de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour lequel le ministre a confié à la Ville la gestion d'une enveloppe de 24 M\$ pour les années 2009-2010-2011

Arrondissement

CA13 220263 Octroi d'une contribution financière non récurrente au montant total de 15 000 \$, à l'organisme Monseigneur Pigeon (**GDD n°1132817010**)

CA12 220237 Octroi d'une contribution financière non récurrente au montant total de 7 500 \$, à l'organisme Monseigneur Pigeon

CA11 220244 Octroi d'une contribution financière non récurrente au montant total de 7 500 \$, à l'organisme Monseigneur Pigeon

CA10 220219 Octroi d'une contribution financière non récurrente au montant total de 7 500 \$, aux organismes suivants : Loisirs Saint-Henri, Monseigneur Pigeon, Centre communautaire Tyndale Saint-Georges, Maison Saint-Columba et YMCA (1102817007)

CA09 220192 Octroi d'une contribution financière non récurrente au montant total de 7 500 \$, aux organismes suivants : Loisirs Saint-Henri, Monseigneur Pigeon, Centre communautaire Tyndale Saint-Georges, Maison Saint-Columba et YMCA (1092817009).

CA08 220214 Octroyer une contribution financière non récurrente au montant total de 5 000 \$, aux organismes suivants : Centre de loisirs Monseigneur Pigeon, Loisirs St-Charles , Loisirs St-Henri , Centre communautaire Tyndale St-Georges et YMCA Pointe-St-Charles.

CA07 220186 Octroyer une contribution financière non récurrente au montant total de 15 000 \$, à même les surplus de l'arrondissement du Sud-Ouest, aux organismes suivants :

Centre de loisirs Monseigneur Pigeon, Loisirs St-Charles , Loisirs St-Henri , Centre communautaire Tyndale St-Georges et YMCA Pointe-St-Charles.

CA06 220152 Octroyer une contribution financière de 15 000 \$ à l'Association régionale de l'île de Montréal (ALTERGO), à titre de mandataire au nom de la Ville de Montréal, pour la gestion du projet municipal "soutien à l'accompagnement en loisir pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles" de l'arrondissement du Sud-Ouest. De mandater AlterGo à verser la contribution financière aux cinq (5) organismes de l'arrondissement : Centre de loisirs Monseigneur Pigeon au montant de 6 346 \$, Loisirs St-Charles au montant de 2 750 \$, Loisirs St-Henri au montant de 4757 \$, Centre communautaire Tyndale St-Georges au montant de 535 \$, YMCA de Montréal au montant de 612 \$.

CA05 220224 Octroyer une contribution financière de 15 000 \$ à l'Association régionale de l'île de Montréal (ALTERGO), à titre de mandataire au nom de la Ville de Montréal, pour la gestion du projet municipal "Accompagnement en loisir des enfants handicapés" dans les clubs de vacances 2005 de l'arrondissement du Sud-Ouest.

CE05 0648 Octroi d'un budget de 300 000 \$ pour couvrir l'ensemble des besoins d'accompagnement en loisir pour les personnes handicapées.

CA04 220363 Approuver les conventions et octroyer à divers organismes de l'arrondissement Sud-Ouest, une contribution financière totalisant 10 000 \$, dans le cadre du Contrat de ville, lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, dans le volet de la priorité corporative « l'accessibilité universelle » visant à favoriser l'inclusion sociale des enfants handicapés dans les camps de jour.

CE05 1061 Accorder une contribution financière à l'organisme AlterGo pour un montant total de 300 000 \$ pour la gestion de l'enveloppe municipale pour l'accompagnement en loisir 2005.

CA04 220292 Approuver les conventions et octroyer à divers organismes de l'arrondissement Sud-Ouest, une contribution financière totalisant 14 000 \$, dans le cadre du Contrat de ville, lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, dans le volet de la priorité corporative « l'accessibilité universelle » visant à favoriser l'inclusion sociale des enfants handicapés dans les camps de jour.

DESCRIPTION

Le projet faisant l'objet du présent sommaire répond aux critères de l'arrondissement du Sud-Ouest en matière d'accompagnement en loisirs dans les camps d'été.

Nom de l'organisme : Centre de loisirs Monseigneur Pigeon

Nom du projet : « Accompagnement loisir : du loisir pour tous »

Brève description du projet : L'accompagnement dans les camps de jour des enfants ayant des limitations s'effectue par une personne dont la présence est essentielle pour que les enfants puissent participer en toute sécurité aux activités du camp d'été. L'accompagnateur apporte un soutien exclusif à une ou plusieurs personnes ayant des incapacités. Le montant minimal pour assurer la présence d'un accompagnateur pendant deux semaines est de 800 \$. Le mandat des organismes qui offrent des services d'accompagnement aux enfants ayant une déficience (physique, auditive, visuelle, intellectuelle, autisme et/ou psychique) est d'assurer une présence pendant toute la période durant laquelle se déroulent les activités et de s'intégrer à l'équipe du personnel en tant que personne ressource dans les clubs de vacances pendant l'été 2014. Pour le présent dossier, la contribution financière de 15 000 \$ aux quatre organismes participant au programme d'accompagnement en loisirs dans le cadre des clubs de vacances du Sud-Ouest sera répartie selon le nombre d'accompagnateurs demandé par les organismes locaux : Monseigneur Pigeon, Loisirs Saint-Henri, Maison Saint-Columba et YMCA.

Contribution du MESS : 15 000 \$

JUSTIFICATION

Ces contributions financières permettent aux enfants ayant des incapacités et des besoins spécifiques, d'accéder à des camps de jour durant l'été et de participer aux activités de loisirs qui y sont offertes. Elles permettent de favoriser l'intégration sociale des enfants ayant une déficience.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette contribution financière demeure non récurrente.

Le budget alloué par l'Entente Ville-MESS demeure entièrement financé par le gouvernement de l'Emploi et de la Solidarité sociale).

Le présent dossier est conforme au budget selon la définition apparaissant au courrier budgétaire

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations.

Les crédits sont réservés par la **demande d'achat (DA) numéro 336819** pour la contribution financière ci-dessous.

AF-Général - Agglomération - Crédits associés à des revenus dédiés - Contrat de ville - SUD - Développement social - Contribution à d'autres organismes - Autres organismes / Centre de loisirs Mgr Pigeon - Accessibilité aux camps de jour	Norme l'organe
1001.0014000.200115.05803.61900.016491.0000.001192.000000.00000.00000	Centre de loisirs Mgr Pigeon

Le présent dossier est conforme au budget selon la définition apparaissant au courrier budgétaire

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisque le projet s'inscrit dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans l'action 36 prévue au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise qui se lit comme suit : « Montréal s'engage à poursuivre et renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Développer le partenariat entre la Ville et les organismes du secteur dans une perspective de développement social et communautaire. Réaliser des actions concrètes dans le domaine de l'accessibilité universelle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation du plan d'action. Les projets feront l'objet d'un suivi par les fonctionnaires du développement social de l'arrondissement. L'organisme s'engage à fournir le rapport final à la date prévue à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Service de la diversité sociale et des sports , Direction (Mustapha TRARI)

Avis favorable avec commentaires :

Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jerry BARTHELEMY)

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Viorica ZAUER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

(Mustapha TRARI) / Avis favorable avec commentaires; (Julie RAINVILLE) / Avis favorable avec commentaires; (Viorica Zauer) / Avis favorable avec commentaires

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mourad BENZIDANE
Conseiller en développement communautaire

ENDOSSÉ PAR

Louise RICHARD
C/d sl & dev.soc <<arr.>60000>>

Le : 2014-06-10



Dossier # : 1145970010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approbation de la convention et octroi d'une contribution financière de 10 000 \$ pour l'été 2014 à la maison des jeunes La Galerie, mandataire du projet des quatre Coopératives jeunesse de services du Sud-Ouest, pour l'entretien d'aires de jeu pour enfants dans plusieurs parcs, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiative dans le cadre des alliances pour la solidarité Ville-MESS 2013-2015

D'approuver la convention entre la Ville de Montréal et la Maison des jeunes La Galerie, pour le projet Coopératives jeunesse de services, se terminant le 31 décembre 2014, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiative dans le cadre des alliances pour la solidarité Ville-MESS 2013-2015;
D'octroyer à l'organisme, une contribution financière de 10 000 \$, payable dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties;

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-25 15:30

Signataire :

Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1145970010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approbation de la convention et octroi d'une contribution financière de 10 000 \$ pour l'été 2014 à la maison des jeunes La Galerie, mandataire du projet des quatre Coopératives jeunesse de services du Sud-Ouest, pour l'entretien d'aires de jeu pour enfants dans plusieurs parcs, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiative dans le cadre des alliances pour la solidarité Ville-MESS 2013-2015

CONTENU

CONTEXTE

La population jeunesse représente une priorité pour l'ensemble des arrondissements, cependant comme les ressources financières sont limitées, très peu de développement a été possible depuis quelques années. Les problématiques (obésité, décrochage scolaire, gangs de rue, intégration difficile, etc.) augmentent, et le besoin d'agir davantage en amont grâce à des activités, des projets et par la prévention est établi depuis longtemps. Ces actions doivent s'inscrire tant sur le plan régional que sur le plan local (dans tous les arrondissements).

En mai 2007, à la suite d'un exercice de priorisation en matière d'intervention municipale jeunesse effectué auprès des Directions culture, sports, loisirs et développement social de tous les arrondissements, des Directions corporatives du Service du développement culturel, de la qualité du milieu de vie et de la diversité ethnoculturelle concernées et de certains grands partenaires institutionnels jeunesse, la Ville de Montréal a adopté des priorités jeunesse ainsi qu'un programme jeunesse correspondant (sommaire 1071535001). Depuis 2007, pour sa mise en oeuvre le PIMJ bénéficie également du soutien financier du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), par le biais d'ententes signées par les deux parties. La nouvelle entente triennale 2011-2014 retient trois axes d'intervention soit les relations interculturelles, l'amélioration des milieux de vie et la lutte au racisme et à la discrimination. Les jeunes représentent un des segments de population prioritaires de cette entente. Pour 2014 et en raison de l'absence de confirmation du budget du PIMJ par le ministère d'Immigration et des communautés culturelles du Québec,

l'arrondissement du Sud-Ouest priorise ce projet dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiative dans le cadre des alliances pour la solidarité Ville-MESS 2013-2015.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 220264 (1132817003) Approbation d'une convention et octroi d'une contribution financière de 10 000 \$ à la Maison des jeunes La Galerie dans le cadre du Programme d'intervention de milieu et des Priorités jeunesse municipales.

CA12 220236 (1122817008) Octroi d'une contribution financière de 10 000 \$ à Tyndale Saint-Georges, mandataire du projet de CJS dans le cadre du Programme d'intervention de milieu et des Priorités jeunesse municipales.

CA11 220243 (1112817009) Approbation d'une convention et octroi d'une contribution financière de 6 862 \$ à Loisirs Saint-Charles dans le cadre du Programme d'intervention de milieu et des Priorités jeunesse municipales.

CM11 0162 : Approuver un projet d'entente triennale 2011-2014 entre le ministre de l'immigration et des Communautés culturelles et la Ville, pour planifier, mettre en oeuvre et soutenir des projets facilitant l'intégration des personnes immigrantes / autoriser la réception d'une somme de 8 195 000 \$, pour la période du 1er avril 2011 au 31 mars 2014.

CA09 220245 (1092817008) Approbation des conventions entre la Ville de Montréal et les organismes Loisirs St-Charles et DJ Sports, pour l'année 2009 et autorisation d'une dépense de 11 069 \$ dans le cadre du Programme d'intervention de milieu et des Priorités jeunesse municipales.

CA08 220288 (1084629001) Conventions et autorisation de dépense 11 069 \$ entre la Ville de Montréal et les organismes Loisirs St-Charles et le Centre sportif de la Petite-Bourgogne pour l'année 2008.

CA07 22 0393 : (1072817002) Approuver les conventions avec les organismes Loisirs St-Charles et le Centre sportif de la Petite-Bourgogne et autoriser une dépense de 11 069 \$ dans le cadre du Programme d'intervention de milieu et des Priorités jeunesse municipales

CE07 0768 : Accorder un montant de 150 000 \$ à la Direction de la diversité sociale du Service du développement culturel, de la qualité du milieu de vie et de la diversité ethnoculturelle pour la coordination, le suivi et la mise en oeuvre du Programme d'intervention de milieu et des Priorités jeunesse municipales.

DESCRIPTION

Le projet qui fait l'objet du présent sommaire répond aux critères de l'arrondissement du Sud-Ouest en matière de sécurité urbaine et de prévention du vandalisme et des incivilités dans les parcs.

Fiduciaire : Maison des jeunes La Galerie

Nom du projet : Nettoyage des parcs par les 4 CJS du Sud-Ouest

Résumé du projet : Le projet proposé sera sous forme d'un contrat de travail offert aux jeunes coopérants par l'Arrondissement Le Sud-Ouest. Soixante (60) jeunes, répartis en groupes de quinze 15 jeunes par CJS, choisiront 2 aires de jeux dans leurs milieux respectifs à nettoyer et à entretenir régulièrement pour une durée totale de 6 semaines. Le projet offrira aux jeunes provenant des quatre quartiers la possibilité d'avoir un emploi rémunérateur et d'acquérir des compétences professionnelles concrètes. C'est l'opportunité donnée aux jeunes pour expérimenter la gestion du personnel, la rédaction de rapports, la gestion des déchets, le nettoyage et le travail en équipe. Les adolescents participant à ce projet ne sont pas visés par la convention collective des cols bleus.

Ce projet permettra d'améliorer l'état des aires de jeux pour enfants dans le Sud-Ouest, tout en promouvant la participation active des jeunes et l'entrepreneuriat.

Montant de la contribution : 10 000 \$

JUSTIFICATION

Les CJS offrent de la formation aux animateurs ainsi qu'aux coopérants - notions de vie associative, de comptabilité, de gestion coopérative. Réalisation de menus travaux (contrats de peinture, ménage, etc). Ce projet permettra à des jeunes des quatre Coopératives jeunesse emploi (CJS) du Sud-Ouest de travailler conjointement avec les cols bleus de l'arrondissement en faisant des menus travaux dans les aires de jeux pour enfants de certains parcs ciblés. Les jeunes pourront se familiariser avec la réalité du marché du travail, le fonctionnement d'un conseil d'administration. Il encourage la persévérance scolaire, véhicule une image positive des jeunes, combat les préjugés et mobilise la communauté autour d'un projet jeunesse.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette contribution financière demeure non récurrente.

Ø Le budget alloué par l'Entente Ville-MESS demeure entièrement financé par le gouvernement de l'Emploi et de la Solidarité sociale).

Ø Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences certaines agglomérations.

Ø **Les crédits sont réservés par la demande d'achat (DA) numéro 337983** (créé par se trouvant dans l'outil de suivi – Demande de numéros de projets (année 2014)) **pour les propositions proposées dans le tableau ci-dessous.**

AF-Général - Agglomération - Crédits associés à des revenus dédiés - Contrat de ville - SUD - Développement social - Contribution à d'autres organismes - Autres organismes / Maison de jeunes de la Galerie - Nettoyage des parcs par les 4 CJS du Sud-Ouest	Organisme	
1001.0014000.200115.05803.61900.016491.0000.001764.000000.00000.00000	Maison des jeunes La Galerie	N de p: C: Si O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans l'action 36 prévue au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise qui se lit comme suit : « Montréal s'engage à poursuivre et renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Amélioration globale de la qualité et des conditions de vie des jeunes, notamment dans le domaine de l'intégration socio-professionnelle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation du plan d'action. Les projets feront l'objet d'un suivi par les fonctionnaires du développement social de l'arrondissement. L'organisme s'engage à fournir les rapports d'étape et final aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Service de la diversité sociale et des sports , Direction (Mustapha TRARI)

Avis favorable avec commentaires :

Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jerry BARTHELEMY)

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Viorica ZAUER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

(Mustapha TRARI) / Avis favorable avec commentaires; (Tassadit NAHI) / Avis favorable avec commentaires; (Viorica Zauer) / Avis favorable avec commentaires

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mourad BENZIDANE
Conseiller en développement communautaire

ENDOSSÉ PAR

Louise RICHARD
C/d sl & dev.soc <<arr.>60000>>

Le : 2014-06-19

**Dossier # : 1144902016**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs , Division des ressources financières_matérielles et immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi, à la demande des élus, d'une contribution financière non récurrente de 8 000 \$ pour soutenir la « Maison Saint-Gabriel » pour la production d'une mini-exposition sur six colonnes localisées au marché Atwater

D'octroyer une contribution financière non récurrente de 8 000 \$ afin de soutenir la « Maison Saint-Gabriel » pour la production d'une mini-exposition sur six colonnes localisées au marché Atwater.

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-25 14:54**Signataire :** Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1144902016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs , Division des ressources financières_matérielles et immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi, à la demande des élus, d'une contribution financière non récurrente de 8 000 \$ pour soutenir la « Maison Saint-Gabriel » pour la production d'une mini-exposition sur six colonnes localisées au marché Atwater

CONTENU

CONTEXTE

Les élus de l'arrondissement souhaitent contribuer financièrement afin de soutenir La maison Saint-Gabriel, Musée et site historique, oeuvrant au sein de l'arrondissement pour la production d'une mini-exposition sur six colonnes localisées au marché Atwater.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Maison Saint-Gabriel
2 146, place Dublin
Pointe-Saint-Charles
Montréal (Québec)
H3K 2A2

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution totalise 8 000,00 \$. Ce montant est financée par le budget de fonctionnement. La provenance et l'imputation pour cette dépense sont documentées à l'intervention financière

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Ghilaine FISET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghilaine FISET
Conseillère en gestion des ressources
financières

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-19

Normand VANDAL
Chef de division des ressources financières,
matérielles et informationnelles

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Aurèle BLANCHETTE
Directeur



Dossier # : 1146771004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi, à la demande des élus, d'une contribution financière non récurrente de 400 \$ pour soutenir l'Association des jeunes de la Petite-Bourgogne dans le cadre de la 29e édition du Festival de la Petite-Bourgogne

D'octroyer une contribution financière non récurrente de 400 \$ pour soutenir financièrement l'Association des jeunes de la Petite-Bourgogne.
Et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera entièrement assumée par l'arrondissement.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-25 14:54

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1146771004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi, à la demande des élus, d'une contribution financière non récurrente de 400 \$ pour soutenir l'Association des jeunes de la Petite-Bourgogne dans le cadre de la 29e édition du Festival de la Petite-Bourgogne

CONTENU

CONTEXTE

Les élus de l'arrondissement souhaitent contribuer financièrement à cet organisme, l'Association des jeune de la Petite-Bourgogne pour un montant de 400 \$ afin de les soutenir dans l'organisation de la 29e édition du Festival de la Petite-Bourgogne.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Association des jeunes de la Petite-Bourgogne 400 \$

852, rue Saint-Martin
Montréal (Québec) H3J 1Y7

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution de 400 \$ est financée par une affectation des surplus libres. La provenance et l'imputation pour cette dépense sont documentées à l'intervention financière.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à la politique d'utilisation des surplus; cette affectation n'entraîne pas de dépenses au budget de fonctionnement des années subséquentes.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certificat du trésorier :

Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Ghilaine FISET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carole LEFORT
Charge(e) de secretariat

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-20

Marie OTIS
Directrice de cabinet en arrondissement

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Aurèle BLANCHETTE
Directeur



Dossier # : 1146771005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi, à la demande des élus, de contributions financières non récurrentes totalisant la somme de 370 \$ pour soutenir divers organismes

D'octroyer une contribution financière non récurrente de 370 \$ afin de soutenir divers organismes.

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'arrondissement.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-27 13:57

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1146771005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroi, à la demande des élus, de contributions financières non récurrentes totalisant la somme de 370 \$ pour soutenir divers organismes

CONTENU

CONTEXTE

Les élus de l'arrondissement souhaitent soutenir financièrement divers organismes oeuvrant au sein de l'arrondissement.

Centre de loisirs Monseigneur Pigeon, par l'octroi d'un montant de **250 \$** afin de les soutenir dans l'organisation du Cinéma plein air 2014;

Fondation Yves Phaneuf, en collaboration avec le PDQ 15, par l'achat de deux billets totalisant **120 \$** pour la participation au souper d'un tournoi de golf;

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Centre de loisirs Monseigneur Pigeon 250 \$

5550, rue Angers
Montréal (Québec) H4E 1G4

Fondation Yves Phaneuf 120 \$

1625, avenue de l'Église
Montréal (Québec) H4E 1G6

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution de 370 \$ est financée par une affectation des surplus libres. La provenance et l'imputation pour cette dépense sont documentées à l'intervention financière.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à la politique d'utilisation des surplus; cette affectation n'entraîne pas de dépenses au budget de fonctionnement des années subséquentes.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Viorica ZAUER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carole LEFORT
Charge(e) de secretariat

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-27

Marie OTIS
Directrice de cabinet en arrondissement

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Aurèle BLANCHETTE
Directeur

**Dossier # : 1143510012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rapport du directeur - Décisions déléguées pour la période du 1er au 31 mai 2014

De recevoir le rapport du directeur de l'arrondissement faisant état, pour la période du 1er au 31 mai 2014, des décisions prises dans l'exercice des pouvoirs délégués par le conseil d'arrondissement, en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA09 22018).

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 14:02**Signataire :** Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1143510012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rapport du directeur - Décisions déléguées pour la période du 1er au 31 mai 2014

CONTENU

CONTEXTE

Pour la période de mai 2014, 49 décisions concernant les ressources humaines, 15 décisions concernant des autorisations de dépenses, 2 décisions concernant la signalisation et 3 décisions concernant des projets visés par le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale ont été prises en vertu de la délégation conférée par le conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 220234 (dossier 1143510008) Rapport du directeur - Décisions déléguées pour la période du 1er au 30 avril 2014;
CA14 220184 (dossier 1143510006) Rapport du directeur - Décisions déléguées pour la période du 1er au 31 mars 2014;
CA14 220142 (dossier 1143510004) Rapport du directeur - Décisions déléguées pour la période du 1er au 28 février 2014;
CA14 220092 (dossier 1143510003) Rapport du directeur - Décisions déléguées pour la période du 1er au 31 janvier 2014.

DESCRIPTION

La pièce confidentielle détaille ces décisions par articles, catégories, objets, dates, niveaux décisionnels et numéros de dossier.
La pièce jointe comportent un rapport synthèse cumulatif par article qui précise le nombre de dossiers pour chacun des articles.

JUSTIFICATION

Le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés précise les catégories d'actions dont l'exécution peut être accomplie par des fonctionnaires. Il stipule également quelle catégorie de fonctionnaire est habilitée à prendre ces décisions, selon l'importance de celles-ci.
Depuis le 21 juin 2002, date de l'entrée en vigueur du projet de loi 106, un rapport mensuel doit être soumis pour approbation du conseil d'arrondissement, y compris le détail des contrats octroyés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Règlement intérieur du conseil de l'arrondissement du Sud-Ouest sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés RCA09 22018 (dossier 1092089003)

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annick BARSALOU
Préposée au contrôle des dossiers

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-18

Pascale SYNNOTT
Secrétaire d'arrondissement

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Aurèle BLANCHETTE
Directeur



Dossier # : 1143510011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désignation du maire suppléant pour les mois de juillet, août, septembre et octobre 2014

De désigner le conseiller Alain Vaillancourt comme maire d'arrondissement suppléant pour les mois de juillet, août, septembre et octobre 2014.

Signé par Erick SANTANA **Le** 2014-06-11 15:36

Signataire :

Erick SANTANA

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1143510011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désignation du maire suppléant pour les mois de juillet, août, septembre et octobre 2014

CONTENU

CONTEXTE

Désignation du maire suppléant pour les mois de juillet, août, septembre et octobre 2014.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 22 0143 De désigner le conseiller Craig Sauvé comme maire d'arrondissement suppléant pour les mois de mai, juin, juillet et août 2014.

CA13 22 0480 De désigner la conseillère Sophie Thiébaud comme mairesse d'arrondissement suppléante pour les mois de janvier, février, mars et avril 2014.

CA13 22 0272 De désigner la conseillère Huguette Roy comme mairesse d'arrondissement suppléante pour les mois de septembre et octobre 2013.

CA13 22 0123 De désigner la conseillère Huguette Roy comme mairesse d'arrondissement suppléante pour les mois de mai, juin, juillet et août 2013.

CA12 22 0435 Désigner la conseillère Huguette Roy comme mairesse d'arrondissement suppléante pour les mois de janvier, février, mars et avril 2013.

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annick BARSALOU
Préposée au contrôle des dossiers

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-09

Pascale SYNNOTT
Secrétaire d'arrondissement

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Aurèle BLANCHETTE
Directeur



Dossier # : 1140811002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autorisation au directeur des travaux publics de l'arrondissement, ou son représentant autorisé, à soumettre des demandes d'approbation de plan de réhabilitation ainsi que tout document complémentaire pertinent relié à ces demandes au nom de l'arrondissement, au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)

D'autoriser le directeur des travaux publics de l'arrondissement, ou son représentant autorisé, à soumettre au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), au nom de l'arrondissement, des demandes d'approbation de plan de réhabilitation requis en vertu des articles de la section IV.2.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, Q-2) (LQE) ainsi que tous les documents, plans et devis, avis techniques, avis d'impraticabilité technique, ou toute autre information pertinente à ce propos, pour des projets relevant de sa mission.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 18:21

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1140811002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autorisation au directeur des travaux publics de l'arrondissement, ou son représentant autorisé, à soumettre des demandes d'approbation de plan de réhabilitation ainsi que tout document complémentaire pertinent relié à ces demandes au nom de l'arrondissement, au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville a adopté, en 2003, un document intitulé : *Lignes directrices à l'intention des services municipaux de la Ville sur la gestion des sols contaminés, protection et réhabilitation des terrains et application de la section IV.2.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement*, qu'elle a mise à jour en mars 2012 et elle s'est toujours assuré, au fil des années, que la mise en valeur de ses terrains soit compatible avec le niveau de contamination des sols mesuré. Dans le cas contraire, des travaux de réhabilitation doivent être réalisés afin que le niveau de contamination soit conforme aux normes en vigueur. Les articles de la section IV.2.1 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, Q-2) (LQE) énoncent les situations pour lesquelles les travaux de réhabilitation doivent être réalisés, et ce, conformément à un plan de réhabilitation préalablement approuvé par le MDDELCC. Ce plan, qui présente les mesures à mettre en œuvre pour rendre le niveau de contamination du terrain compatible avec son usage et l'échéancier des travaux de réhabilitation, doit être déposé en vue de son approbation par le MDDELCC.

Dans ce cas, l'approbation des plans de réhabilitation ou le dépôt de documents légaux requis auprès du MDDELCC est préalable à la réalisation des travaux de réhabilitation et d'aménagements, réalisés par la Direction des travaux publics de l'arrondissement. Afin de permettre à cette direction de réaliser les mandats qui lui sont confiés, le directeur de la Direction doit pouvoir déposer diverses demandes au nom de l'arrondissement.

Afin de respecter les exigences d'application des articles de la section IV.2.1 de la LQE, seul un représentant désigné par l'arrondissement peut signer les demandes d'approbation de plan de réhabilitation requises par le MDDELCC.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

À la demande de la Direction régionale de Montréal du MDDELCC, les demandes déposées en vertu des articles de la section IV.2.1 LQE doivent être soumises par une personne autorisée à représenter la Ville de Montréal et à signer des demandes préalables à l'exécution de certains travaux. Une résolution est requise afin d'autoriser le directeur de la Direction des travaux publics de l'arrondissement du Sud-Ouest, ou son représentant, à soumettre au MDDELCC, pour et au nom de la Ville, des demandes d'approbation en vertu des articles de la section IV.2.1 de la LQE ainsi que tous les documents, plans et devis, avis techniques, avis d'impraticabilité technique, ou toute autre information pertinente à ce propos pour des projets relevant de leur mission.

JUSTIFICATION

Le Ministère exige que la personne qui dépose les documents demandés par celui-ci soit autorisée, par voie de résolution par l'instance administrative appropriée. Ainsi, il y a lieu de désigner le directeur de la Direction des travaux publics de l'arrondissement afin qu'il soit autorisé à déposer les documents requis pour les projets relevant de sa mission. La désignation d'une personne autorisée à agir au nom de l'arrondissement permettra de simplifier les démarches devant être faites auprès du MDDELCC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Des frais sont exigés pour le dépôt de demandes tel que prévu à l'Arrêté ministériel concernant les frais exigibles en vertu de la LQE.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'obtention des autorisations auprès du MDDELCC s'inscrit dans une démarche de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'obtention des approbations du MDDELCC est préalable à la réalisation des mandats qui sont confiés à la Direction des travaux publics de l'arrondissement, une résolution pour agir au nom de la Ville est requise. L'adoption d'une résolution pour désigner une personne autorisée permettra de simplifier le processus administratif d'obtention des documents et autorisations requis auprès du MDDELCC. Cette délégation permettra d'éviter des délais additionnels pouvant provoquer le retard dans la réalisation des mandats qui lui sont confiés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucun

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce dossier est conforme aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Luc FRIGON
Architecte paysagiste

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-19

Stéphane CARON
Chef de division

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sébastien LÉVESQUE
Directeur



Dossier # : 1146332009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter la requête en constitution de la Société de développement commercial "Quartier du Canal" et demander au secrétaire de l'arrondissement la tenue d'un registre selon la Loi sur les cités et villes Chapitre C-19, article 458

D'approuver la requête en constitution de la Société de développement commercial du Quartier du Canal dont la compétence s'exercera dans un district délimité sur le plan joint en annexe à la requête;
De demander au secrétaire d'arrondissement de s'acquitter des formalités prescrites par la loi relativement à la formation de cette société de développement commercial;
D'autoriser une dépense totale de 17 737.80 \$;
Et d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention financière.

Cette dépense est entièrement assumée par l'arrondissement du Sud-Ouest.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 18:36

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1146332009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter la requête en constitution de la Société de développement commercial "Quartier du Canal" et demander au secrétaire de l'arrondissement la tenue d'un registre selon la Loi sur les cités et villes Chapitre C-19, article 458

CONTENU

CONTEXTE

Après plusieurs années de réflexions et d'actions auprès des gens d'affaires de l'arrondissement, le conseil d'administration de l'association Quartier du Canal a conclu que la voie la plus porteuse d'un développement efficace et durable de leur secteur passait par la prise en charge de sa croissance commerciale par les gens d'affaires, regroupés au sein d'une Société de développement commercial (SDC) dûment constituée. Quartier du Canal a donc affirmé sa volonté de s'engager dans un processus de création et de mise en place d'une telle SDC et a déposé, en juin 2014, un projet en ce sens à la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine de l'arrondissement du Sud-Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM03 0623 - Le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant sur la délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial a été adopté par le conseil municipal à sa séance du 25 août 2003;

CA09 22 0202 - Autoriser une dépense maximale de 64 000 \$ pour le soutien à la revitalisation des artères commerciales Notre-Dame et Centre de l'arrondissement du Sud-Ouest (dossier 1090960006);

CA11 22 0164 - Accorder un soutien financier non récurrent de 30 000 \$, soit 15 000 \$ pour l'artère commerciale Notre-Dame et 15 000 \$ pour l'artère commerciale Centre, pour le soutien à la revitalisation de ces artères, à même les surplus budgétaires de l'arrondissement (dossier 1114577003);

CA14 22 0089 - Octroi d'une contribution financière à l'organisme Quartier du canal, au montant maximal de 28 744 \$, afin de soutenir la mise en place d'une nouvelle Société de développement commercial sur le territoire de l'arrondissement (dossier 1144577001);

CA14 22 0233 - Accord d'un soutien financier non récurrent de 15 000 \$ à l'association Quartier du Canal pour le soutien de ses activités de revitalisation dans les secteurs Griffintown, Petite-Bourgogne et Saint-Henri (dossier 1146332007).

DESCRIPTION

Le conseil d'arrondissement doit entériner par résolution cette requête en constitution de la Société de développement commercial du Quartier du Canal et demander au secrétaire de l'arrondissement de tenir un registre selon la Loi des cités et villes, Chapitre C-19, article

458. A cette fin l'arrondissement est tenu de faire parvenir une lettre recommandée à chaque entreprise les informant d'abord d'un registre d'opposition et une seconde lettre les informant d'un éventuel référendum s'il y a lieu.

JUSTIFICATION

L'adoption de cette résolution permettra à la secrétaire de l'arrondissement de mettre en oeuvre le processus légal nécessaire à la constitution de la Société de développement commercial du Quartier du Canal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'arrondissement devra défrayer les coûts des frais postaux d'au plus 16 000 \$ (environ 8 000 \$ par envoi pour 730 entreprises) découlant de l'ouverture d'un registre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La création d'une SDC permettra de soutenir, accompagner et développer le milieu des affaires et du commerce dans les quartiers Saint-Henri, Petite-Bourgogne, et Griffintown afin d'accroître la qualité du milieu de vie des résidents et travailleurs du secteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des avis seront envoyés, par lettre recommandée, à chacune des places d'affaires situées dans le district commercial en vue de la tenue d'un registre d'opposition.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Envoi des avis par lettres recommandées au cours du mois de juillet 2014;
Ouverture du registre au cours du mois d'août 2014;
Dépôt du résultat du registre: conseil d'arrondissement du 2 septembre 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

Ce dossier est conforme au Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation de pouvoir aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) et aux articles 458.1 à 458.44 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Ghilaine Fiset)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne CONSTANTINEAU
Commissaire-adjoint au développement
économique

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-18

Julie NADON
Chef de division

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Luc GAGNON
Directeur



Dossier # : 1144411003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs , Division des ressources financières_matérielles et immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Redéploiement de réserves affectées au budget 2013 afin de financer des projets d'entretien dans divers parcs.

Redéploiement des soldes des réserves affectées au budget 2013 à des projets spécifiques afin de financer des projets d'entretien dans divers parcs.

Signé par Erick SANTANA **Le** 2014-06-18 09:47

Signataire :

Erick SANTANA

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

IDENTIFICATION
Dossier # :1144411003
Unité administrative responsable : Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs , Division des ressources financières_matérielles et immobilières

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Redéploiement de réserves affectées au budget 2013 afin de financer des projets d'entretien dans divers parcs.

CONTENU
CONTEXTE

Ce dossier consiste à faire approuver deux redéploiement budgétaires dans le cadre de la liste des projets 2013 totalisant 1,1 M\$ provenant des réserves de l'arrondissement.

Le projet d'aménagement du parc de la Ferme Brodie a été financé à 100% par le Corpo à la hauteur de 360 000,00 \$. Initialement, nous avions réservés 80 000,00 \$ pour ce projet à partir des réserves, mais seulement 7 945,70 \$ ont été dépensés. Nous proposons de redéployer les 72 054,30 \$ restants vers le plan 2014 d'entretien des installations de parcs.

Le projet d'aménagement du parc Marquerite-Bourgeois a été financé à 100% par les réserves de l'arrondissement. Un montant initial de 85 000 \$ avait été réservé via le sommaire 1120368023, puis un montant additionnel de 85 000 \$ a été rajouté via le sommaire 1134411002, pour totaliser 170 000 \$. Aujourd'hui, ce projet est terminé, et le coût total, moins élevé que prévu, est de 149 153,97 \$. Nous proposons de redéployer 20 846,03 \$ de crédits restants vers le plan 2014 d'entretien des installations de parcs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 220333	Adoption des prévisions budgétaires 2013 de l'arrondissement du Sud-Ouest, volets «revenus et dépenses» Dossier 1120368023
-------------	--

DESCRIPTION

Redéployer un total de 72 054,30 + 20 846,03 = 92 900,33 \$ de crédits provenant des réserves vers le plan 2014 d'entretien des installations de parcs.

Le financement total demeure inchangé à 1,1 M\$.

JUSTIFICATION

Financement du plan 2014 pour les ajouts et réparations de terrains sportifs et parcs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront effectués via le segment projet 026029 :

2434.0012000.305432.07165.57402.010454.0000.000000.026059.00000.00000

Projets financés par les réserves de l'arrondissement à la hauteur de 1,1 M\$ GDD 1120368023 CA12 220333				
	Budget initial 1120368023 CA12220333	Budget modifié 1134411002 CA13220251	Budget Modifié 1144411003 à venir	Final
Fontaine aux canards sans place publique	100,0	-100,0	0,0	0,0
Parc Marguerite Bourgeois	85,0	85,0	-20,8	149,2
Parc de la Ferme Brodie	80,0	0,0	-72,1	7,9
Entretien des installations des parcs	200,0	15,0	92,9	307,9

DÉVELOPPEMENT DURABLE
IMPACT(S) MAJEUR(S)

Financement adéquat des projets d'aménagements de parcs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucun.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Éric ROBERGE
Conseiller en gestion des ressources financières

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-16

Normand VANDAL
Chef de division des ressources financières

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Aurèle BLANCHETTE
Directeur



Dossier # : 1143862005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autorisation d'une dépense de 221 430,35 \$ pour l'acquisition de bacs pour la collecte de résidus alimentaires et l'utilisation de l'entente-cadre n° 970960

D'autoriser une dépense de 221 430,35 \$ pour l'acquisition de bacs pour la collecte de résidus alimentaires;
D'autoriser l'utilisation de l'entente-cadre n° 970960;

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera entièrement assumée par l'arrondissement.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-27 11:08

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1143862005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autorisation d'une dépense de 221 430,35 \$ pour l'acquisition de bacs pour la collecte de résidus alimentaires et l'utilisation de l'entente-cadre n° 970960

CONTENU

CONTEXTE

Un contrat a été octroyé par le conseil municipal (CM14 0618) pour la fourniture de bacs. La fourniture de ces bacs est offerte via une entente-cadre. Ces bacs sont destinés à l'implantation de projet de collecte de résidus alimentaires.

Depuis l'arrivée du nouveau système intégré SIMON, les services et arrondissements doivent modifier leurs méthodes d'opérations, car ce système contient nos règlements de délégation et réglemente rigoureusement le niveau d'approbation de chacun. Pour pallier à ce changement et pour limiter les impacts organisationnels, nous faisons autoriser la dépense suivante, qui est régie par une entente-cadre du Service de l'approvisionnement.

Compte tenu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés (RCA 22009) et pour éviter de présenter un dossier au Conseil d'arrondissement à chaque paiement de facture dépassant les montants de délégation et ce, pour une dépense budgétée, l'approbation d'utiliser l'entente-cadre est recommandée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 22 0188- 6 mai 2014-1143862003- Autoriser une dépense maximale de 588 700 \$ pour le projet d'implantation de la collecte de résidus alimentaires pour l'année 2014;

CM14 0618 -16 juin 2014- 1146134002- Accorder un contrat à Orbis Canada d'une durée de 30 mois, avec deux options de prolongation annuelle, pour la fourniture, sur demande, de bacs roulants et de bacs de cuisine.

DESCRIPTION

Les dépenses visées à l'objet (p. j.) sont relatives à :

- La fourniture des bacs roulants bruns et des bacs de comptoir pour le projet d'implantation de la collecte de résidus alimentaires des résidences de 8 logements et moins pour environ 11 000 portes additionnelles dans le secteur Émard;
- La fourniture de bacs de comptoir destinée aux résidents qui utilisent les sites de dépôts volontaires;
- La quantité prévisionnelle de bacs à des fins d'inventaire.

De plus, l'autorisation d'utilisation de l'entente-cadre assure la constance et la facilité d'approvisionnement des bacs pour les années subséquentes.

JUSTIFICATION

L'autorisation de l'utilisation de l'entente-cadre facilitera la procédure d'approvisionnement des bacs quelque soit la quantité requise. L'achat de ces bacs est recommandé, car ils serviront à la récupération et à l'entreposage des matières organiques acceptées à la collecte des résidus alimentaires. Le bac de cuisine servira à la récupération des matières organiques dans chaque foyer. Le bac roulant brun servira à l'entreposage des matières à l'extérieur de chaque foyer et ce même contenant sera déposé sur le domaine public en vue des opérations de collecte hebdomadaire des résidus alimentaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense est de 221 430,35 \$ toutes taxes comprises. Le budget pour répondre à ce besoin sera pris à même les réserves de l'arrondissement, cette dépense a été autorisée par le conseil d'arrondissement, résolution CA14 22 0188 à la séance du conseil d'arrondissement du 6 mai 2014 (sommaire 1143862003).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'achat de ces équipements contribue à la réalisation du Plan local de développement durable 2013-2015 de l'arrondissement :

- Orientation 3 - Pratiquer une gestion responsable des ressources;
- Objectif 3.3 - Contribuer à la récupération de 80 % des matières recyclables et organiques, des RDD, des résidus de CRD et des encombrants, d'ici 2019.

Et répond également à la mise en oeuvre du Plan de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014, Action 5.4; assurer un service de collecte des résidus alimentaires.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'achat des bacs est essentiel pour le dépôt des matières en vue de la collecte afin de limiter les nuisances et ainsi assurer la propreté du domaine public. Ces bacs permettront d'accumuler les matières dans chacun des foyers en vue de la collecte.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens seront informés de la distribution de ces bacs dans le cadre de la campagne de communication prévue au projet d'implantation de la collecte des résidus alimentaires.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commande des bacs suite à l'approbation du conseil d'arrondissement
Fabrication des bacs : 5 semaines
Début de la distribution : dernière semaine du mois août.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Viorica ZAUER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christine MARCOUX
Conseillère en planification

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-26

Sébastien LÉVESQUE
Directeur des travaux publics



Dossier # : 1146332008

Unité administrative responsable : Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Direction

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Adoption d'un règlement définissant les limites de la zone commerciale intitulée "Quartier du Canal" aux fins de la constitution d'une société de développement commercial.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter un règlement définissant les limites de la zone commerciale intitulée "Quartier du Canal" aux fins de la constitution d'une société de développement commercial.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 13:59

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1146332008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un règlement définissant les limites de la zone commerciale intitulée "Quartier du Canal" aux fins de la constitution d'une société de développement commercial.

CONTENU

CONTEXTE

L'association bénévole de commerçants "Quartier du Canal" existe depuis plusieurs années et s'efforce de soutenir le développement commercial de la rue Notre-Dame Ouest et des environs. Comme toute association à adhésion volontaire des membres, elle éprouve des problèmes dus à son sous-financement et à l'absence de personnel permanent.

Un groupe de commerçants ayant des places d'affaires dans les quartiers Saint-Henri, Petite-Bourgogne et Griffintown, dans des secteurs variés d'activités commerciales, a décidé de prendre leur destin économique en main et travaille activement, depuis plusieurs mois, sur un projet de création d'une Société de développement commercial pour ce territoire. Malgré la présence de plus de 900 places d'affaires, ceux-ci déplorent l'absence d'un organisme qui soit à la fois stable, viable, représentatif des gens d'affaires et surtout doté d'un budget apte à mettre en place des actions visant à favoriser le développement économique de ce secteur.

La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine de l'arrondissement du Sud-Ouest endosse la démarche entreprise par ce groupe de marchands, étant donné les difficultés de maintenir une association de commerçants où les cotisations sont perçues sur une base volontaire. La mise en place d'une société de développement commercial permettra à l'association du Quartier du Canal d'assurer son financement et de mettre en application divers projets favorisant le développement commercial et l'investissement local, le tout en lien avec les projets de l'arrondissement du Sud-Ouest et de la Ville de Montréal.

La demande effectuée par Quartier du Canal est conforme à l'article 458.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). Le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant sur la délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) permet à l'arrondissement du Sud-Ouest d'adopter un tel règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM03 0623 - Le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant sur la délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial a été adopté par le conseil municipal à sa séance du 25 août 2003;

CA09 22 0202 - Autoriser une dépense maximale de 64 000 \$ pour le soutien à la revitalisation des artères commerciales Notre-Dame et Centre de l'arrondissement du Sud-

Ouest (dossier 1090960006);

CA11 22 0164 - Accorder un soutien financier non récurrent de 30 000 \$, soit 15 000 \$ pour l'artère commerciale Notre-Dame et 15 000 \$ pour l'artère commerciale Centre, pour le soutien à la revitalisation de ces artères, à même les surplus budgétaires de l'arrondissement (dossier 1114577003);

CA14 22 0089 - Octroi d'une contribution financière à l'organisme Quartier du canal, au montant maximal de 28 744 \$, afin de soutenir la mise en place d'une nouvelle Société de développement commercial sur le territoire de l'arrondissement (dossier 1144577001);

CA14 22 0233 - Accord d'un soutien financier non récurrent de 15 000 \$ à l'association Quartier du Canal pour le soutien de ses activités de revitalisation dans les secteurs Griffintown, Petite-Bourgogne et Saint-Henri (dossier 1146332007).

DESCRIPTION

Adopter un règlement définissant une zone commerciale intitulée " Quartier du Canal" comprenant le territoire délimité sur la carte annexée au règlement. L'adoption de ce règlement est une étape prescrite par la Loi des cités et villes (article 458.1 - C-19) en vue de la création d'une société de développement commercial.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement permettra la poursuite des étapes légales (Loi des cités et villes) en vue de la création de la SDC Quartier du Canal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

30 juin 2014 - avis de motion accompagné du projet de règlement et demande de dispense de lecture;

2 septembre 2014 - adoption du règlement définissant la zone commerciale du Quartier du Canal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

Le dossier est également conforme au Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation de pouvoir aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) et aux articles 458.1 à 458.44 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Mélissandre ASSELIN-BLAIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne CONSTANTINEAU
Commissaire-adjoint au développement
économique

ENDOSSÉ PAR

Julie NADON
Chef de division

Le : 2014-06-12



Dossier # : 1144334006

Unité administrative responsable : Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Adoption d'un règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280) - Diminution de la densité minimum pour une partie du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles

D'adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Sud-Ouest (01-280), en vue de diminuer la densité minimum pour une partie du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles;

Signé par Erick SANTANA **Le** 2014-04-29 15:27

Signataire :

Erick SANTANA

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1144334006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280) - Diminution de la densité minimum pour une partie du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a reçu, le 16 janvier 2014, une demande de modification de zonage pour le développement de la propriété localisée au 1701, rue Carrie-Derick, dans le Parc d'entreprises Pointe-Saint-Charles. Le demandeur a fait l'acquisition d'un terrain de la Ville de Montréal situé à l'angle des rues Carrie-Derick et Ferdinand-Séguin, tout juste à l'est des terrains occupés par les studios Mel's. Il envisage l'agrandissement des activités de studio de production cinématographique sur ce nouveau terrain, ainsi qu'à l'ouest des studios existants.

La réalisation de ce projet nécessite une modification au Plan d'urbanisme et au Règlement d'urbanisme (01-280) en ce qui a trait à la densité minimale prescrite. (1144334005)

En parallèle à l'adoption par le conseil municipal de la Ville de Montréal du règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), l'Arrondissement devra procéder à la modification de son règlement en vue de permettre la réalisation du projet.

Objet : Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Sud-Ouest (01-280), afin de diminuer la densité minimale à 0,5 pour le site délimité par la rue Fernand-Séguin à l'est, par l'emprise de l'Autoroute Bonaventure au sud et à l'ouest et par l'emprise du CN au nord.

Approbation référendaire : Les dispositions relatives à la densité sont susceptibles d'approbation référendaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0567 - 17 juin 2013 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Vision globale A.R. Itée un terrain vacant d'une superficie de 24 057,6 mètres carrés, délimité au nord par la rue Marc-Cantin, au sud par la rue Carrie-Derick et à l'ouest par la rue Fernand-Séguin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué des lots 1 728 978 et 2 400 865 du cadastre du Québec, pour la somme de 362 536 \$, plus taxes applicables. (1120288005).

DESCRIPTION

Le site

Le site visé par la demande est situé dans le parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles, entre les rues Carrie-Derick et Marc-Cantin, à l'ouest de la rue Fernand-Séguin. Le site est occupé par les studios Mel's, entreprise liée à l'industrie cinématographique.

Le site est situé sur un terrain ayant un passif environnemental important, celui-ci ayant servi de dépotoir durant environ 100 ans. Une construction y est permise seulement avec des conditions de construction spécifiques dictées par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (le « MDDEFP »), lesquelles sont très coûteuses. Les nombreuses contraintes hypothéquant le développement du secteur touchent notamment à l'instabilité des sols, la faible capacité portante du sol, la présence de biogaz dans le sous-sol, la non réhabilitation totale des sols et le contrôle gouvernemental strict pour le développement des terrains.

Cadre bâti

L'ensemble des constructions dans le Parc d'entreprise de la Pointe-Saint-Charles a été réalisé avant l'adoption du Plan d'urbanisme de 2004 et avant l'imposition d'un coefficient d'occupation du sol minimum. Ainsi, les bâtiments présents dans le secteur présentent tous une densité inférieure à 1,0.

Réglementation

Plan d'urbanisme

Au Plan d'urbanisme, le site se retrouve dans un secteur dont la densité minimale est de 1,0 et la densité maximale de 3,0. La réalisation de ce projet nécessite donc une modification au Plan afin de diminuer la densité minimale prescrite pour le secteur visé.

Règlement d'urbanisme

Le projet présenté par le promoteur n'est pas conforme à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement actuellement en vigueur. Le Règlement d'urbanisme exige une densité minimale de 1,0.

Le projet

Le projet d'agrandissement prévoit dans un premier temps la construction d'un bâtiment de 15 500 m², d'une hauteur de 23 mètres, comprenant 2 studios de production et différents ateliers et salles mécaniques. Une fois construit, ce bâtiment sera le plus grand studio de production cinématographique au Canada en termes de superficie et de hauteur. Dans un deuxième temps, le demandeur prévoit l'agrandissement du complexe vers l'ouest avec la construction d'un autre bâtiment de 12 500 m².

De par la nature des activités de production cinématographique, les bâtiments construits impliquent la présence de grands locaux de grande hauteur et donc, ne comprennent qu'un seul plancher au niveau du sol et des dégagements sur toute la hauteur du bâtiment. Ce faisant, même si les bâtiments respectent le taux d'implantation prescrit et atteignent la hauteur maximale permise, il n'est pas possible pour ces constructions de se conformer à la densité minimale exigée.

JUSTIFICATION

La modification du taux de densité minimum au Règlement d'urbanisme assurera la conformité des projets d'agrandissement du complexe Mel's à court et moyen terme. Dans un premier temps, cette modification permettra la construction du nouveau studio sur le terrain récemment acquis de la Ville et à moyen terme, la construction d'un studio sur la partie ouest de la propriété du demandeur.

Afin d'éviter la multiplication des procédures visant à l'approbation des différentes phases d'agrandissement des studios, une modification du Règlement d'urbanisme est privilégiée. Cette procédure comprend les démarches de consultation de la population et d'approbation

référendaire.

Par ailleurs, le terrain vendu par la Ville ayant un passif environnemental important (dépotoir durant environ 100 ans), la vente est associée à de nombreuses conditions, dont un délai pour amorcer les travaux, un investissement minimum de 10 M\$, la remise de lettre de garantie bancaire, des pénalités en cas de retard dans les travaux et plusieurs servitudes envers la Ville (environnementales, parc linéaire, non-construction).

RECOMMANDATIONS

Recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Considérant que le projet, malgré sa faible densité, permet de consolider le cadre bâti de l'entrée de Ville;

Considérant l'importance de l'industrie cinématographique pour le développement économique de Montréal et les retombées positives sur l'emploi dans le secteur;

Considérant que le projet permet d'améliorer qualitativement l'environnement d'un site anormalement hypothéqué;

Considérant que le projet ne contraint pas le développement à long terme du secteur (servitude de non-construction);

Considérant que le contrôle qualitatif des interventions sera assuré lors de l'approbation en vertu du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA);

La DAUSE émet un avis favorable à la demande de modification du Règlement d'urbanisme afin de diminuer la densité minimale requise pour le site délimité par la rue Fernand-Séguin à l'est, par l'emprise de l'Autoroute Bonaventure au sud et à l'ouest et par l'emprise du CN au nord.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme

À la séance du 3 avril 2014, les membres du Comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable allant dans le même sens que la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

Recommandation du Comité Jacques-Viger

À la séance du 4 avril 2014, les membres du Comité Jacques-Viger ont indiqué être en accord avec la demande de réduction du COS minimal, sous certaines réserves, puisque celle-ci permet de consolider le secteur d'emploi de la Cité du Cinéma si tel est l'objectif. Il n'est toutefois pas ouvert à réduire le COS pour l'ensemble des usages. Également, le Comité mentionne que toute modification au Plan d'urbanisme pour ce secteur devrait s'inscrire dans une réflexion et une planification plus large. Le Comité est d'avis qu'il *"serait souhaitable d'utiliser cette demande afin d'instaurer un dialogue avec les intervenants du milieu dans le but de définir une vision d'aménagement porteuse d'une image positive pour la Ville de Montréal et son agglomération."*

Commentaire de la DAUSE

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises partage l'avis du Comité Jacques-Viger et collabore déjà à la planification du secteur du Havre en cours d'élaboration par la Division de l'aménagement et du design urbain du Service de la mise en valeur du Territoire. Toutefois, la DAUSE souhaite rappeler que l'échéancier d'un tel exercice de planification est incompatible avec le calendrier de réalisation du projet d'agrandissement des studios de cinéma. Plus spécifiquement, la vente du terrain du 1701, rue Carrie-Derick est soumise à différentes conditions dont l'obligation de construire dans

les 24 premiers mois de la signature de l'acte de vente. Enfin, la DAUSE rappelle que la demande de modification du Plan d'urbanisme concerne uniquement les terrains propriété de Vision Globale, opérateur des studios Mel's, et non la portion est du Parc d'entreprises qui reste disponible au développement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sur plusieurs aspects, le projet présenté participe à mettre de l'avant des principes de développement durable. Sur le plan de l'environnement, le projet propose la réhabilitation d'un site hautement contaminé par le développement d'un secteur industriel sous-utilisé. Le projet devra aussi respecter les normes en vigueur à l'arrondissement qui visent, entre autres, la réduction des îlots de chaleur. Sur le plan social et économique, le projet permettra la création de nombreux emplois avec l'accroissement du nombre de tournages et l'augmentation des retombées économiques pour le quartier et la Ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du premier projet de règlement par le Conseil d'arrondissement : 6 mai 2014
Consultation publique : mai 2014
Adoption du second projet de règlement : à venir
Processus d'approbation référendaire : à venir
Adoption du règlement par le Conseil d'arrondissement : à venir
Certificat de conformité et entrée en vigueur du règlement : à venir

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Conforme aux procédures prévues à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Hélène BINET-VANDAL
Conseiller(ere) en aménagement

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-23

Julie NADON
Chef de division

Luc Gagnon, Directeur
Aménagement urbain et services aux
entreprises



Dossier # : 1144334007

Unité administrative responsable : Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Adoption d'un règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280) - Actualisation des normes de stationnement.

D'adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Sud-Ouest (01-280), afin d'actualiser les normes de stationnement.

Signé par Erick SANTANA **Le** 2014-05-23 19:08

Signataire :

Erick SANTANA

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1144334007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280) - Actualisation des normes de stationnement.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine (DAUP) a reçu le mandat d'actualiser les normes et exigences en matière de stationnement, principalement pour les usages de la famille habitation.

Actuellement, la réglementation en vigueur exige un minimum et autorise un maximum d'unités de stationnement pour tous les usages de la famille habitation en plus de définir plusieurs critères d'aménagement. Dans l'objectif d'atténuer les impacts environnementaux dus à la présence des stationnements sur les terrains privés résidentiels et d'augmenter les types d'aménagements possibles, la DAUP propose une révision à la baisse du nombre d'unités et propose de nouvelles alternatives pour l'aménagement de ces unités de stationnement. Cette révision s'inscrit dans une réflexion plus large que mène l'arrondissement concernant la gestion de la mobilité et le développement durable.

Approbation référendaire : Les dispositions relatives au stationnement sont susceptibles d'approbation référendaire

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La DAUP propose les modifications réglementaires décrites ci-dessous :

- Éliminer le nombre minimal d'unité exigé pour les bâtiments de 3 logements et moins;
- Limiter le nombre maximal d'unités autorisées à 1 unité par logement pour les bâtiments de 3 logements et moins;
- Éliminer l'exigence d'un nombre minimum de 3 unités de stationnement pour les bâtiments de plus de 3 logements, d'une superficie Égale ou supérieure à 50 m² , tout en conservant l'exigence d'une unité de stationnement par groupe de 2 logements;
- Permettre 1 unité par groupe de 4 logements le nombre minimal d'unités exigés pour les bâtiment de logements sociaux ou communautaires pour l'ensemble du territoire de l'arrondissement;

- Permettre un nombre d'unités de stationnement inférieur au nombre minimal exigé pour un bâtiment de 36 logements et plus lorsque 1 unité de stationnement en autopartage est aménagée en remplacement de 4 unités de stationnement;
- Augmenter à 250 m le rayon dans lequel une réduction de 25 % du nombre minimal d'unités de stationnement exigé pour la famille habitation est permise;
- Permettre l'aménagement d'unités de stationnement de plus petite dimension;
- Permettre le pavé perméable;
- Permettre la grille ou membrane recouverte de granulat ou de végétation pour les bâtiments de 3 logements et moins.

JUSTIFICATION

La révision à la baisse des exigences en matière de cases de stationnement offre des gains économiques, environnementaux et sociaux pour l'arrondissement et l'ensemble des citoyens du territoire. En effet, les modifications proposées visent à encourager l'utilisation de moyens de transport alternatifs à l'automobile, un plus grand verdissement des propriétés résidentielles et une meilleure gestion des eaux de ruissellement. Par ailleurs, en ciblant spécifiquement certaines catégories d'usage de la famille habitation, la nouvelle réglementation minimise les impacts sur l'offre en stationnement sur rue.

Recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Considérant que les modifications proposées visent :

- à actualiser les exigences en matière de stationnement;
- à diminuer la pression pour l'aménagement d'un stationnement pour les petits bâtiments;
- à permettre un meilleur verdissement et une gestion de l'eau plus efficace sur les terrains;
- à améliorer l'offre en déplacement alternatif à l'automobile;
- à minimiser les impacts sur l'offre en stationnement sur rue.

La DAUP recommande un avis favorable à la modification du Règlement d'urbanisme afin de modifier certaines normes et exigences en matière de stationnement.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme

À la séance du 21 mai 2014, les membres du Comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable allant dans le même sens que la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Toutes les modifications proposées s'inscrivent dans une approche de développement durable, notamment en encourageant des comportements différents face à l'utilisation de la voiture et un aménagement durable des stationnements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du premier projet de règlement par le Conseil d'arrondissement : 3 juin 2014
Consultation publique : juin 2014
Adoption du second projet de règlement : 2 juillet 2014
Processus d'approbation référendaire : à venir
Adoption du règlement par le Conseil d'arrondissement : à venir
Certificat de conformité et entrée en vigueur du règlement : à venir

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Conforme aux procédures prévues à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics (Caroline LEDOUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Hélène BINET-VANDAL
Conseiller(ère) en aménagement

ENDOSSÉ PAR

Julie NADON
Chef de division

Le : 2014-05-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc GAGNON
Directeur



Dossier # : 1134334003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adoption – Projet particulier de construction et d’occupation d’un immeuble afin d’autoriser l’installation d’une enseigne publicitaire d’une superficie supérieure à 2,5 m2 pour l’immeuble portant le numéro de lot 1 381 937- Autoroute 15 au sud de Wellington.

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme du 19 août 2013;
Considérant que le demandeur fournira au moins 90 plages de 10 secondes par jour, par écran, à l'arrondissement, pour la diffusion de messages à la collectivité;

Considérant que le demandeur retirera 20 structures, soit 8 structures dans le secteurs des rues Bridge et Wellington, 10 structures dans le secteur de la cour Turcot et 2 structures dans le secteur de l'autoroute 15;

Il est recommandé que le Conseil d'arrondissement adopte, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, une résolution autorisant l'installation d'une enseigne publicitaire d'une superficie supérieure à 2,5 m2 sur l'immeuble portant le numéro de lot 3 324 388, tel qu'illustré sur le plan de l'annexe « A » du sommaire décisionnel, selon les conditions énumérées ci-dessous et malgré la réglementation d'urbanisme applicable;

D'autoriser la construction d'une enseigne publicitaire d'une superficie d'au plus 63 m2 et d'au plus 17 m de haut, tels qu'illustrés sur le plan de l'annexe « B » du sommaire décisionnel;

D'autoriser les messages lumineux variables;

D'exiger le retrait des enseignes publicitaires no 9, 10, 11, 12, 13 et 14, tel qu'illustré sur le plan de l'annexe « C » du sommaire décisionnel, au plus tard 90 jours suivant l'émission du certificat d'autorisation d'enseigne publicitaire;

D'exiger que l'intégration architecturale de l'enseigne réponde aux critères d'évaluation suivants :

- Utiliser des matériaux gris clairs et d'un fini mat;
- Utiliser des revêtements qui optimisent la transparence de la structure;
- Privilégier la construction d'une structure épurée qui minimise l'impact visuel dans le paysage;

D'exiger que la distance entre deux enseignes publicitaires numériques visibles dans une même direction soit d'au moins 1,5 km;

D'exiger le retrait de l'enseigne publicitaire à la fin de la période de 10 ans suivant sa mise en service. Cette période pourra être prolongée par résolution du Conseil d'arrondissement suivant le dépôt d'une demande par le propriétaire et la conclusion d'une entente entre les parties;

Nonobstant les exceptions ci-dessus décrites, le projet devra se conformer en tout point à la réglementation applicable;

D'obliger le propriétaire à respecter les conditions prévues ci-dessus et, à défaut de se conformer aux obligations résultant de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble s'appliquent;

Et de déléguer à la secrétaire d'arrondissement le pouvoir de fixer la date, l'endroit et l'heure de la consultation publique requise.

Signé par Sébastien LÉVESQUE **Le** 2014-02-21 15:53

Signataire :

Sébastien LÉVESQUE

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics



Dossier # : 1134334003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adoption – Projet particulier de construction et d'occupation d'un immeuble afin d'autoriser l'installation d'une enseigne publicitaire d'une superficie supérieure à 2,5 m2 pour l'immeuble portant le numéro de lot 1 381 937- Autoroute 15 au sud de Wellington.

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme du 21 mai 2014;
Considérant que le demandeur fournira au moins 90 plages de 10 secondes par jour, par écran, à l'arrondissement, pour la diffusion de messages à la collectivité;

Considérant que le demandeur retirera 20 structures, soit 8 structures dans le secteur des rues Bridge et Wellington, 10 structures dans le secteur de la cour Turcot et 2 structures dans le secteur de l'autoroute 15;

Il est recommandé que le Conseil d'arrondissement adopte, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, une résolution autorisant l'installation d'une enseigne publicitaire d'une superficie supérieure à 2,5 m2, sur le lot non cadastré dont le gestionnaire est le CN et situé immédiatement au sud-est des lots 1 381 940, 1 382 937 et immédiatement à l'est du lot 3 484 653, tel qu'illustré sur le plan de l'annexe « A » du sommaire décisionnel, selon les conditions énumérées ci-dessous, et malgré la réglementation d'urbanisme applicable;

D'autoriser la construction d'une enseigne publicitaire d'une superficie d'au plus 63 m2 et d'au plus 17 m de haut, tels qu'illustrés sur le plan de l'annexe « B » du sommaire décisionnel;

D'autoriser les messages lumineux variables;

D'exiger le retrait des enseignes publicitaires no 22, 28, 38, 39, 40, 46, 49, 50, 51 et 53, telles qu'illustrées sur le plan de l'annexe « C » du sommaire décisionnel, au plus tard 90 jours suivant l'émission du certificat d'autorisation d'enseigne publicitaire;

D'exiger que l'intégration architecturale de l'enseigne réponde aux critères d'évaluation suivants :

- Utiliser des matériaux gris clairs et d'un fini mat;
- Utiliser des revêtements qui optimisent la transparence de la structure;
- Privilégier la construction d'une structure épurée qui minimise l'impact visuel dans le paysage;

D'exiger que la distance entre deux enseignes publicitaires numériques visibles dans une même direction soit d'au moins 1,5 km;

D'exiger le retrait de l'enseigne publicitaire à la fin de la période de 10 ans suivant sa mise en service. Cette période pourra être prolongée par résolution du Conseil d'arrondissement suivant le dépôt d'une demande par le propriétaire et la conclusion d'une entente entre les parties;

Nonobstant les exceptions ci-dessus décrites, le projet devra se conformer en tout point à la réglementation applicable;

D'obliger le propriétaire à respecter les conditions prévues ci-dessus et, à défaut de se conformer aux obligations résultant de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble s'appliquent;

Et de déléguer à la secrétaire d'arrondissement le pouvoir de fixer la date, l'endroit et l'heure de la consultation publique requise.

Signé par Erick SANTANA **Le** 2014-05-28 19:01

Signataire :

Erick SANTANA

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1134334003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adoption – Projet particulier de construction et d’occupation d’un immeuble afin d’autoriser l'installation d'une enseigne publicitaire d'une superficie supérieure à 2,5 m2 pour l'immeuble portant le numéro de lot 1 381 937- Autoroute 15 au sud de Wellington.

CONTENU

CONTEXTE



Contenu

Suite à un avis du contentieux, l'Arrondissement du Sud-Ouest est informé qu'il ne peut pas recevoir une contribution financière liée à une autorisation d'un projet particulier accordé en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (RCA04 22003).

Ainsi, un conseil municipal (ou un conseil d'arrondissement) ne peut rendre l'exercice de son pouvoir réglementaire conditionnel à un engagement d'une personne (ou entreprise) à verser une somme d'argent ou une redevance, il ne peut monnayer l'exercice de son pouvoir réglementaire.

Dans ces circonstances, l'adoption du présent projet particulier ne peut prendre en considération une contribution financière devant être versée par le demandeur.

De bonne foi, le demandeur s'est montré intéressé à verser une contribution financière de 60 000\$ annuellement pour une période de 10 ans à un organisme communautaire de l'arrondissement. L'Arrondissement collabore avec le demandeur pour l'identification d'un organisme, mais ne peut conclure une entente avec le demandeur et un organisme assurant le versement de la contribution. La collaboration entre le demandeur et un organisme de l'arrondissement relèvera d'une entente privée dans laquelle l'Arrondissement ne pourra intervenir.

Par ailleurs, afin de s'assurer du retrait des enseignes dans un délai respectable, l'arrondissement identifie un délai de 90 jours suivant l'émission du certificat d'autorisation d'enseigne publicitaire pour compléter cette exigence.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Normand VANDAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Hélène BINET-VANDAL

Conseiller(ere) en aménagement

IDENTIFICATION

Dossier # :1134334003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adoption – Projet particulier de construction et d’occupation d’un immeuble afin d’autoriser l'installation d'une enseigne publicitaire d'une superficie supérieure à 2,5 m2 pour l’immeuble portant le numéro de lot 1 381 937- Autoroute 15 au sud de Wellington.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet vise à modifier le projet initial afin d'autoriser l'installation de la structure publicitaire sur un lot non cadastré dont le gestionnaire est le CN et situé immédiatement au sud-est des lots 1 381 940, 1 382 937 et immédiatement à l'est du lot 3 484 653.

Cette modification est devenue nécessaire suite à une exigence du CN de maintenir une distance minimale de l'enseigne et des voies actives pour une question de sécurité. Ainsi, l'enseigne sera déplacée du côté nord des voies ferrées vers le côté sud, entre l'emprise du CN et l'autoroute Bonaventure.

Toujours dans un souci de sécurité, le CN a exigé qu'une barrière protectrice sous la forme d'une base de béton d'une hauteur de 10 pieds hors sol soit construite à la base de l'enseigne, cette dernière est illustrée aux plans annexés au sommaire addenda.

La modification vise seulement l'emplacement de la structure qui est une modification mineure de la demande originale, toutes les autres conditions relatives pour la diffusion des messages à la collectivité et l'enlèvement des structures existantes définies dans la demande originale sera maintenu et respecté.

Recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine :

La DAUP recommande un avis favorable à l'installation d'une enseigne publicitaire d'une superficie supérieure à 2,5 m2 sur le lot non cadastré dont le gestionnaire est le CN et situé immédiatement au sud-est des lots 1 381 940, 1 382 937 et immédiatement à l'est du lot 3 484 653, telles qu'illustrées sur le plan de l'annexe «A» et aux conditions suivantes :

D'autoriser la construction d'une enseigne publicitaire d'une superficie d'au plus 63 m2 et d'au plus 17 m de haut, tels qu'illustrés sur le plan de l'annexe « B » du sommaire décisionnel;

D'autoriser les messages lumineux variables;

D'exiger le retrait des enseignes publicitaires no 22, 28, 38, 39, 40, 46, 49, 50, 51 et 53, tel qu'illustré sur le plan de l'annexe « C » du sommaire décisionnel, au plus tard 90 jours suivant l'émission du certificat d'autorisation d'enseigne publicitaire;

D'exiger que l'intégration architecturale de l'enseigne réponde aux critères d'évaluation suivants :

- Utiliser des matériaux gris clairs et d'un fini mat;
- Utiliser des revêtements qui optimisent la transparence de la structure;
- Privilégier la construction d'une structure épurée qui minimise l'impact visuel dans le paysage;

D'exiger que la distance entre deux enseignes publicitaires numériques visibles dans une même direction soit d'au moins 1,5 km;

D'exiger le retrait de l'enseigne publicitaire à la fin de la période de 10 ans suivant sa mise en service. Cette période pourra être prolongée par résolution du Conseil d'arrondissement suivant le dépôt d'une demande par le propriétaire et la conclusion d'une entente entre les parties;

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme :

À la séance du 21 mai 2014, les membres du Comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable allant dans le sens du service.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Hélène BINET-VANDAL
Conseiller(ere) en aménagement

IDENTIFICATION

Dossier # :1134334003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adoption – Projet particulier de construction et d’occupation d’un immeuble afin d’autoriser l’installation d’une enseigne publicitaire d’une superficie supérieure à 2,5 m2 pour l’immeuble portant le numéro de lot 1 381 937- Autoroute 15 au sud de Wellington.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée à l'arrondissement afin d'autoriser l'installation d'une enseigne publicitaire de plus de 2,5 m2 sur l'emprise du CN le long de l'autoroute 15. La demande d'autorisation peut être accordée par le biais du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble* (RCA04 22003), car elle implique des dérogations au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest quant à la superficie autorisée et à l'utilisation de messages lumineux variables.

Cette demande s'inscrit dans un exercice national d'optimisation, d'amélioration et de consolidation des panneaux publicitaires sur les emprises du CN. Cette réduction du nombre de panneaux comprend une démarche de remplacement des panneaux fixes standards par des panneaux lumineux où il est possible d'annoncer, en alternance, plusieurs messages. La compagnie Allvision propose de remplacer 20 structures dans l'arrondissement Sud-Ouest par 3 nouvelles enseignes publicitaires lumineuses à message variable d'une superficie d'environ 63 m2 chacune visées par les dossiers décisionnels # 1134434005, # 1134434004 et # 1134434003.

Pour le demandeur, les objectifs de cet exercice sont de :

- Réduire le nombre total des structures sur les terrains du CN dans le Grand Montréal;
- Moderniser les structures déjà existantes;
- Contribuer au développement durable;
- Réduire les visites sur le site;
- Réduire l'utilisation de matériaux non recyclable;
- Contribuer positivement à la collectivité;
- Créer une messagerie d'alerte et d'urgence;
- Créer une messagerie pour la collectivité (communication de l'arrondissement).

L'installation d'une enseigne n'est pas susceptible d'approbation référendaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Objet :

L'objet de la présente résolution vise à autoriser l'installation d'une enseigne publicitaire d'une superficie supérieure à 2,5 m². Le projet est étudié en vertu du Règlement sur les projets de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04 22003), car il déroge à la superficie maximale permise pour une enseigne publicitaire et à l'utilisation de messages lumineux variables.

Le projet :

Le projet consiste à installer une enseigne publicitaire lumineuse à messages variables d'au plus 63 m² et d'une hauteur d'au plus 17 m. Ce type d'enseigne permet un contrôle à distance des publicités ou des messages, et ce, sans animation et lumières clignotantes. La période moyenne de chaque message varie de 5 à 10 secondes. L'intensité de la lumière ambiante des panneaux numériques projetée vers l'avant ou horizontalement est légèrement moindre que celle de la lumière projetée verticalement sur les panneaux traditionnels. De même, la lumière émise dans l'atmosphère ne représente que 8 % de celle émise par les panneaux traditionnels (Source : Lighting Sciences, inc.). Enfin, le niveau d'éclairage d'un panneau numérique s'ajuste automatiquement aux conditions de lumière naturelle et, le soir, l'éclairage diminue de 10 %.

La réglementation en vigueur et les dérogations :

Le projet déroge à l'article 493,1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Sud-Ouest (01-280), qui prohibe l'installation de nouvelles enseignes publicitaires d'une superficie supérieure à 2,5 m². De plus, en vertu de l'article 437, les enseignes publicitaires comportant un message lumineux animé ou variable ne sont pas autorisées.

Le projet est considéré conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme. Il permet de répondre aux objectifs et actions contenus dans le Plan d'urbanisme qui vise à :

- Soigner l'image des entrées de ville et celle des grands corridors de transport en privilégiant des aménagements de qualité et en assurant une signalisation appropriée;
- Rehausser la qualité du paysage urbain et naturel du territoire.

JUSTIFICATION

L'arrondissement est traversé par d'importants corridors de transport (autoroutes et emprises ferroviaires) et les enseignes publicitaires y sont installées de manière anarchique. Cela affecte le paysage urbain de l'arrondissement et des entrées de ville.

Suite aux modifications du Règlement d'urbanisme (01-280) en 2010, prohibant les panneaux publicitaires et les panneaux publicitaires autoroutiers, l'installation de nouvelles enseignes publicitaires d'une superficie supérieure à 2,5 m² doit être autorisée en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation (RCA04 22003). Cette façon de faire vise à mieux encadrer l'installation de panneaux publicitaires et en réduire le nombre et à saisir l'occasion des travaux autour des autoroutes 10, 15 et 20 pour mieux encadrer l'implantation des enseignes (déplacement des autoroutes).

Ainsi, nous recommandons d'autoriser le projet dans le cadre du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, et ce, pour les raisons suivantes :

- Viser à permettre la réalisation de ce projet à certaines conditions, et ce, malgré le fait qu'il déroge au Règlement d'urbanisme;
- Assurer le respect des objectifs du Plan d'urbanisme;

- Faire en sorte que la résolution soit rattachée au projet lui-même et non à toute la zone.

Recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises :

Considérant les engagements du demandeur à :

- Verser une contribution financière à des fins communautaires ou culturelles, de l'ordre de 60 000 \$ annuellement, pour une période de 10 ans renouvelable;
- Fournir un maximum de 90 plages de 10 secondes par jour, par écran, à l'arrondissement, pour la diffusion de messages à la collectivité;
- Retirer 20 structures, soit 8 structures dans le secteur des rues Bridge et Wellington, 10 structures dans le secteur de la cour Turcot et 2 structures dans le secteur de l'autoroute 15.

Considérant que la contribution financière sera utilisé pour le financement des projets d'art public et d'affichage communautaire de l'arrondissement;

Considérant que le projet permet de réduire le nombre d'enseignes publicitaires sur le territoire;

Considérant que l'arrondissement souhaite soigner l'image des entrées de ville et celle des grands corridors de transport en privilégiant des aménagements de qualité et en assurant une signalisation appropriée (action identifiée dans le Chapitre d'arrondissement du Plan d'urbanisme);

La DAUSE recommande un avis favorable à l'installation d'une enseigne publicitaire d'une superficie supérieure à 2,5 m² sur le lot 1 381 937, tel qu'illustré sur le plan de l'annexe «A» et aux conditions suivantes :

D'autoriser la construction d'une enseigne publicitaire d'une superficie d'au plus 63 m² et d'au plus 17 m de haut, tels qu'illustrés sur le plan de l'annexe « B »;

D'autoriser les messages lumineux variables;

D'exiger le retrait des enseignes publicitaires no 22, 28, 38, 39, 40, 46, 49, 50, 51 et 53, tel qu'illustré sur les plans de l'annexe « C »;

D'exiger l'utilisation de matériaux de couleur gris clairs pour la structure;

D'exiger le retrait de l'enseigne publicitaire à la fin de la période de 10 ans suivant sa mise en service. Cette période pourra être prolongée par résolution du Conseil d'arrondissement suivant le dépôt d'une demande par le propriétaire et la conclusion d'une entente entre les parties.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme :

À la séance du 19 août 2013, les membres du Comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable allant dans le sens du service, sous réserve que des validations soient faites avec les arrondissements voisins concernés, sous réserve que des conditions de contingence soient envisagées et sous réserve de minimiser l'impact visuel des structures portantes.

Concernant la validation avec les arrondissements voisins, une vérification a été faite auprès

de l'arrondissement Verdun concernant l'installation de l'enseigne à proximité de la limite entre les arrondissements Sud-Ouest et Verdun. En raison de l'emplacement de l'enseigne publicitaire dans un secteur industriel et de grande emprise de transport, la DAUSE de Verdun a émis un avis favorable à l'installation de l'enseigne.

Concernant les conditions de contingences, un périmètre sans autre panneau numérique a été ajouté aux exigences du projet particulier.

Concernant l'impact visuel des structures portantes, des critères supplémentaires relatifs aux finis des matériaux utilisés, à la transparence et à l'aspect épuré de la structure ont été ajoutés au projet particulier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le retrait de 29 faces publicitaires (20 structures) et l'ajout de 4 faces publicitaires (3 nouvelles structures) auront pour effet de réduire de 15 000 \$ les revenus en taxation perçus par l'arrondissement.

Par ailleurs, le demandeur s'engage à verser une contribution de 60 000 \$ annuellement, pour une période de 10 ans renouvelable, suite à l'autorisation de l'installation de 3 nouvelles enseignes numériques sur le territoire de l'arrondissement. Le solde net de cette contribution, soit 45 000 \$ (après le retrait des revenus de taxation), servira à des fins communautaires ou culturelles pour l'arrondissement Sud-Ouest.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité consultatif d'urbanisme : 19 août 2013

Conseil d'arrondissement pour premier projet de résolution : 3 septembre 2013

Consultation publique : à déterminer

Conseil d'arrondissement pour adoption finale de la résolution : à déterminer.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux procédures prévues à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Conforme au Règlement sur les Projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation, RCA04 22003.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Normand VANDAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Hélène BINET-VANDAL
Conseiller(ere) en aménagement

ENDOSSÉ PAR

Le : 2013-08-21

Julie NADON
Chef de division

Luc Gagnon
Directeur, Aménagement et services aux
entreprises



Dossier # : 1143823006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recommander au Conseil municipal d'adopter le Règlement relatif à la cession aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest, en remplacement de certaines dispositions du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., O-1) et du Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction (02-065).

Recommander au Conseil municipal d'adopter le Règlement relatif à la cession aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest, en remplacement de certaines dispositions du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., O-1) et du Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction (02-065).

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 14:46

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1143823006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recommander au Conseil municipal d'adopter le Règlement relatif à la cession aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest, en remplacement de certaines dispositions du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., O-1) et du Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction (02-065).

CONTENU

CONTEXTE

Au cours des dernières années, l'arrondissement du Sud-Ouest a investi des sommes importantes dans l'acquisition, l'aménagement et l'entretien des parcs de son territoire. En dépit des efforts déployés, les montants investis s'avèrent insuffisants pour satisfaire les demandes des citoyens et assurer la pérennité et l'accroissement des parcs, terrains de jeux ou espaces naturels de l'arrondissement.

La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) offre aux municipalités la possibilité de financer des projets, tels que la création et l'aménagement de parcs, l'achat de terrains à des fins d'espaces naturels ou l'achat de végétaux pour plantation sur les propriétés de la municipalité, à partir de montants versés uniquement à cette fin. La réglementation en vigueur se prévaut déjà de cette disposition de la Loi et oblige, lors d'une subdivision ou une augmentation de nombre de lots, les promoteurs de projets de développement à céder gratuitement une partie du site ou à payer une contribution financière préalablement à l'autorisation d'une opération cadastrale. Néanmoins, les revenus générés par l'entremise des normes actuelles ne suffisent pas à répondre aux besoins de l'arrondissement, puisqu'ils sont obtenus généralement lors de la création de lots par morcellement de terrains.

Le nombre de projets assujettis à une contribution au fond de parcs étant variable d'une année à l'autre, l'arrondissement ne peut se fier aux sommes ainsi obtenues pour financer sur une base régulière ses acquisitions et les travaux requis dans les parcs et espaces naturels de son territoire. Afin d'accroître ses revenus, et à l'exemple d'autres arrondissements tels Le Plateau-Mont-Royal, LaSalle, Lachine, Saint-Laurent et Rosemont-La Petite-Patrie, l'arrondissement souhaite se doter d'une réglementation qui lui permettrait d'exiger une contribution à plus de promoteurs développant sur le territoire de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Dossier 1133823006 - Ce sommaire a été remplacé par le suivant. La recommandation a été modifiée afin de demander au Conseil municipal d'adopter le présent règlement qui est de sa compétence. La résolution CA14 220243 est sans effet.

DESCRIPTION

Compétences

En vertu de l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil d'arrondissement a la responsabilité déléguée des compétences de la Ville en matière de lotissement, sauf celles relatives à la réserve pour fins de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels (articles 117.1 à 117.6 de la LAU) qui relèvent du conseil de la ville. En vertu de ce partage, les nouvelles dispositions réglementaires proposées dans le projet de règlement doivent être approuvées par le conseil de la ville.

Les dispositions souhaitées figurent dans le projet de règlement intitulé « Règlement relatif à la cession aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest ».

L'arrondissement procédera, parallèlement aux démarches d'approbation du présent règlement, à l'adoption d'un Règlement de lotissement à l'égard de son territoire. Ce règlement reprendra la plupart des dispositions du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., c. 0-1) en lien avec le lotissement. (sommaire décisionnel 1133823005).

Règlement relatif à la cession aux fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest.

Ce règlement intègre les dispositions concernant la contribution aux frais de parcs prévues aux articles 6 à 9 du *Règlement sur les opérations cadastrales* (R.R.V.M., c. 0-1), de compétence de ville. Ces articles s'appliquent lors de l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale ayant pour conséquence le morcellement d'un lot.

En plus des articles 6 à 9 mentionnés ci-dessus, le projet de règlement demande une contribution dans les cas suivants :

Lors d'une demande de permis de lotissement proposant :

- le regroupement de lots;
- la création d'une copropriété divise, uniquement lorsque le bâtiment a déjà comporté un logement locatif;

Lors du dépôt d'un projet de redéveloppement d'un site proposant :

- la réalisation d'un projet de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel ayant pour effet la création de plus de 3 de logements;
- la réalisation d'un projet de construction d'un nouveau bâtiment industriel, commercial ou mixte;
- la réalisation d'un projet visant l'ajout de plus de 3 logements dans un bâtiment existant, et ce, à l'intérieur d'une période de 5 ans, uniquement lorsque la construction du bâtiment a été autorisée avant le 1er janvier 2012;

Le projet de règlement inclut certaines dispositions particulières pour le cas suivant :

- Considérant les difficultés financières rencontrées dans la réalisation des projets de logements sociaux ou communautaires, une exclusion de paiement de la contribution aux frais de parcs est prévue pour ce type de construction;

La Loi précise que lorsque le propriétaire d'un site fait une autre demande de permis admissible à une contribution, celui-ci n'aura pas à payer une 2e fois pour le même site.

Ce règlement a aussi pour effet d'abroger le Règlement relatif à la délivrance de certains permis de construction (02-065) à l'égard du territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest qui en l'occurrence ne s'appliquera plus.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine recommande d'adopter le règlement projeté, puisque son application permettra d'augmenter le financement en vue de l'acquisition de terrains, l'aménagement et la mise à niveau des parcs et contribuera à combler les besoins en parcs et espaces verts sur le territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

De janvier 2012 à novembre 2013, seulement 14 projets ont contribué au fonds de parcs pour un montant total de 563 000,00 \$. L'application de la réglementation proposée pour la même période aurait permis de faire contribuer 26 projets de plus, pour une contribution supplémentaire de 1 007 000,00 \$. Cette estimation n'inclut pas les transformations de bâtiments locatifs existants en copropriété divise. Il est difficile d'estimer le montant qui sera obtenu lors des prochaines années, puisque ce dernier dépendra de la vitalité du marché immobilier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'investissement de sommes importantes dans le maintien, l'entretien et l'ajout de parcs contribue au verdissement du territoire et à la réduction des îlots de chaleur, et conséquemment, participe au développement durable du territoire en plus d'offrir aux résidents un milieu de vie de plus grande qualité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption d'une résolution demandant l'adoption du règlement par le conseil municipal.
Avis de motion et adoption du premier projet de règlement par le conseil municipal.
Avis public annonçant l'assemblée publique de consultation.
Assemblée publique de consultation tenue par l'arrondissement.
Adoption du règlement par le conseil municipal.
Certificat de conformité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Éric COUTURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Patrick BOUFFARD
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-17

Julie NADON
Chef de division - urbanisme

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Luc GAGNON
Directeur



Dossier # : 1145906001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Appuyer l'adoption du règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils de la Ville de Montréal-Ouest conformément à la politique du ministère des Transports du Québec (MTQ)

D'appuyer l'adoption du règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils de la Ville de Montréal-Ouest conformément à la politique du ministère des Transports du Québec (MTQ).

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 18:24

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1145906001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Appuyer l'adoption du règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils de la Ville de Montréal-Ouest conformément à la politique du ministère des Transports du Québec (MTQ)

CONTENU

CONTEXTE

Demande de la Ville de Montréal-Ouest afin de requérir des territoires contigus une résolution d'appui de leur conseil respectif concernant le projet de règlement numéro RCA13 22002 relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils, et ce, conformément à la politique du ministre des Transports du Québec (MTQ) intitulée "La circulation des camions et des véhicules-outils sur le réseau routier municipal".

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution 20140331-023, adoptée lors de la séance ordinaire tenue le 31 mars 2014.

DESCRIPTION

Dans le cadre du Plan de la Ville de Montréal, la Direction des transports élabore une carte de camionnage reflétant l'ensemble des règlements de camionnage des villes reconstituées et des arrondissements de l'agglomération de Montréal. Afin d'assurer l'uniformisation de cette carte, il est primordial que chaque arrondissement et ville reconstituée adopte un règlement relatif à la circulation des camions et véhicules-outils pour son territoire. Conformément à la politique du ministre des Transports du Québec (MTQ), les villes reconstituées et les arrondissements devront solliciter une résolution d'appui aux territoires voisins afin que leur règlement sur le camionnage puisse être adopté. Par la suite, ils devront acheminer au MTQ toutes les résolutions d'appui qu'ils auront reçues relativement à leur règlement respectif pour que celui-ci puisse entrer en vigueur, et ce, selon l'article 627 du Code de la sécurité routière.

JUSTIFICATION

L'arrondissement du Sud-Ouest a reçu une demande de résolution d'appui relativement au projet de règlement sur le camionnage de la Ville de Montréal-Ouest. Les routes de camion de la ville de Montréal-Ouest communiquant avec celles de l'arrondissement du Sud-Ouest concordent parfaitement. Aucune correction n'est nécessaire. Nous appuyons donc les modifications au règlement de la Ville de Montréal-Ouest.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Aucun

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucun

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION**Intervenant et sens de l'intervention**

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline LEDOUX
C/s circulation <<arr.stlaurent & sud-ouest>>

ENDOSSÉ PAR

Stéphane CARON
Chef de division

Le : 2014-06-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard CÔTÉ
Directeur des travaux publics, p. i.


Dossier # : 1140538007

Unité administrative responsable : Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Ordonnances-événements publics

D'édicter les ordonnances nécessaires pour les événements suivants, conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel:

Nom de l'événement	Lieu de réalisation	Dates
Bbq estivale avec le député Tyrone Benskin	Parc Saint-Gabriel	Le 6 juillet 2014, de 10 h 30 à 14 h 30
Théâtre la Roulotte	Parc Saint-Gabriel /Parc Campbell ouest/Parc sir-George-Étienne-Cartier	Le 9-22 juillet de 15 h à 21 h et le 12 août 2014 de 8 h 30 à 21 h
Cinéma sous les étoiles	Parc Saint-Gabriel	Les mardis 8-15-22-29 juillet et 5-12-19 août 2014 de 19 h à 00 h
Concert Campbell	Parc sir-George-Étienne-Cartier	Le 12 juillet 2014 de 10 h à 22 h
Cinéma en plein air	Parc Campbell ouest	Les 18-25 juillet et les 1-8-15-22 août 2014 de 16 h à 23 h
Sap Canada	Parc Angrignon sites 1-2	Le 25 juillet 2014 remis au 1er août 2014 en cas de pluie, de 7 h à 20 h
Eid prayer	Parc Vinet	Les 27-28-29 juillet 2014 entre 7 h et 11 h
Festival interculturel de Pointe-Saint-Charles	Parc Hibernia	Le 1er et 2 août de 10 h à 22 h
Compétition de crossfit (Delli Faine)	Rue Richmond entre William et Bassin	Le 3 août 2014, de 8 h à 18 h
Fête de Quartier (VECSP)	Parc Campbell ouest	Le 9 août 2014 remis au 10 août 2014 en cas de pluie, de 11 h 30 à 16 h
Festival de la Petite-Bourgogne	Parc Oscar-Peterson	Le 6 septembre 2014, de 11 h à 20 h

Randonnée de l'espoir de Cancer de l'ovaire Canada	Parc Angrignon sites 16-17-19	Le 7 septembre 2014 de 9 h à 16 h
Fête de Quartier (familles) de Saint-Henri	Parc sir-George-Étienne-Cartier	Le 13 septembre 2014 de 11 h à 16 h
Soirée wii (MSP)	Parc Campbell ouest	Les 15-29 juillet et 12 août 2014 de 19 h 30 à 22 h 30
Rentrer la tête haute 2014	Sur la rue Acorn entre de Courcelle et St-Rémi	Du 18 août 2014 à partir de 13 h jusqu'au 20 août 2014 à 20 h,

En vertu des règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8);
- Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1 article 3, alinéa 8);
- Règlement d'urbanisme pour l'installation de bannières (01-280, chapitre IV, article 531);

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-26 16:59

Signataire :

Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1140538007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ordonnances-événements publics

CONTENU

CONTEXTE

Chaque conseil d'arrondissement peut autoriser la tenue d'événements et déroger à la réglementation municipale. À cet effet, nous présentons des dossiers comportant un événement spécifique, et demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public pour une période temporaire, pour les événements identifiés et pour déroger aux règlements suivants de l'ancienne Ville de Montréal :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8);
- Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1 article 3, alinéa 8);
- Règlement d'urbanisme pour l'installation de bannières (01-280, chapitre IV, article 531);

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Théâtre la Roulotte CA13 22 0196
Cinéma sous les étoiles CA13 22 0196
Concert Campbell CA13 22 0234
Cinéma plein air (MSP) CA13 22 0234
Sap Canada CA13 22 0234
EID Prayer CA13 22 0371
Festival interculturel de Pointe-Saint-Charles CA13 22 0196
Fête de Quartier (VECSP) CA13 22 0196
Festival de la Petite-Bourgogne CA13 22 0196
Randonnée de l'espoir de Cancer de l'ovaire Canada CA13 22 0091
Fête de Quartier (familles) de Saint-Henri CA13 22 0367
Rentrer la tête haute CA13 22 0371

DESCRIPTION

Les événements présentés sur le domaine public de l'arrondissement du Sud-Ouest sont de

diverses catégories. Ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de collecte de fonds, civique ou commémorative. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation au complet ou en partie d'une place ou d'un parc; fermeture d'une ou plusieurs rues; ou une combinaison des deux, comme l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue.

Nom de l'événement	Lieu de réalisation	Dates
Bbq estivale avec le député Tyrone Benskin	Parc Saint-Gabriel	Le 6 juillet 2014, de 10 h 30 à 14 h 30
Théâtre la Roulotte	Parc Saint-Gabriel /Parc Campbell ouest/Parc sir-George-Étienne-Cartier	Le 9-22 juillet de 15 h à 21 h et le 12 août 2014 de 8 h 30 à 21 h
Cinéma sous les étoiles	Parc Saint-Gabriel	Les mardis 8-15-22-29 juillet et 5-12-19 août 2014 de 19 h à 00 h
Concert Campbell	Parc sir-George-Étienne-Cartier	Le 12 juillet 2014 de 10 h à 22 h
Cinéma en plein air	Parc Campbell ouest	Les 18-25 juillet et les 1-8-15-22 août 2014 de 16 h à 23 h
Sap Canada	Parc Angrignon sites 1-2	Le 25 juillet 2014 remis au 1er août 2014 en cas de pluie, de 7 h à 20 h
Eid prayer	Parc Vinet	Les 27-28-29 juillet 2014 entre 7 h et 11 h
Festival interculturel de Pointe-Saint-Charles	Parc Hibernia	Le 1er et 2 août de 10 h à 22 h
Compétition de crossfit (Delli Faine)	Rue Richmond entre William et Bassin	Le 3 août 2014, de 8 h à 18 h
Fête de Quartier (VECSP)	Parc Campbell ouest	Le 9 août 2014 remis au 10 août 2014 en cas de pluie, de 11 h 30 à 16 h
Festival de la Petite-Bourgogne	Parc Oscar-Peterson	Le 6 septembre 2014, de 11 h à 20 h
Randonnée de l'espoir de Cancer de l'ovaire Canada	Parc Angrignon sites 16-17-19	Le 7 septembre 2014 de 9 h à 16 h
Fête de Quartier (familles) de Saint-Henri	Parc sir-George-Étienne-Cartier	Le 13 septembre 2014 de 11 h à 16 h
Soirée wii (MSP)	Parc Campbell ouest	Les 15-29 juillet et 12 août 2014 de 19 h 30 à 22 h 30
Rentrer la tête haute 2014	Sur la rue Acorn entre de Courcelle et St-Rémi	Du 18 août 2014 à partir de 13 h jusqu'au 20 août 2014 à 20 h,

JUSTIFICATION

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais. Dans certains cas, ils contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles. La vente d'aliments, d'articles promotionnels et de boissons alcooliques ou non, permettront aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation des événements seront assumés à même les budgets de fonctionnement des services concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les promoteurs doivent appliquer des principes du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les événements seront soumis pour avis aux différents services et intervenants concernés pour négociation des parcours, approbation des mesures de sécurité et des plans d'installation. Il sera balisé en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics (Caroline LEDOUX)

Avis favorable avec commentaires :
Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification (Daniel GIRARD)

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine (Étienne CONSTANTINEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Martin GAZE
Agent de projets aux événements publics

Linda RENÉ
C/s centre sportif & installations



Dossier # : 1146332010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ordonnances pour la tenue d'un événement de cuisine de rue intitulé «Les survenants», sur le Chemin de la Côte-Saint-Paul à proximité du Complexe récréatif Gadbois, le 30 août 2014

D'autoriser l'occupation du domaine public et la fermeture de rue, sur le Chemin de la Côte-Saint-Paul, sous l'autoroute Décarie à proximité du Complexe récréatif Gadbois, pour permettre la présence de camions de cuisine de rue;

D'édicter les ordonnances nécessaires, selon le cas, pour l'événement Les survenants, le 30 août 2014 de 11 h à 23 h, conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel;

En vertu des règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20);
- Règlement d'urbanisme pour l'installation de bannières (01-280, chapitre IV, article 531);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8).

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 14:44

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1146332010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ordonnances pour la tenue d'un événement de cuisine de rue intitulé «Les survenants», sur le Chemin de la Côte-Saint-Paul à proximité du Complexe récréatif Gadbois, le 30 août 2014

CONTENU

CONTEXTE

La Commission permanente sur le développement économique et urbain et l'habitation a rendu publiques ses recommandations sur la vente d'aliments sur le domaine public (cuisine de rue).

La Commission a choisi d'adopter une approche progressive dans l'élaboration de ses recommandations en favorisant à court terme la poursuite des activités de la cuisine de rue. Pour ce faire, la Commission a recommandé que l'administration encourage les arrondissements à favoriser la présence de la cuisine de rue sur leur territoire en 2013 et 2014, notamment en proposant aux promoteurs d'événements d'associer un volet cuisine de rue à leurs activités et en utilisant leur pouvoir d'ordonnance.

L'arrondissement du Sud-Ouest a entrepris des démarches auprès de certains promoteurs d'événements et de l'Association des Restaurateurs de Rue du Québec (ARRQ). La réalisation de ce projet permet à l'arrondissement d'autoriser la vente de produits alimentaires sur le domaine public, sur une base événementielle. Le projet a aussi pour but de développer notre expertise face à ce nouveau type d'occupation du domaine public et d'en faire le bilan nécessaire à son implantation sur une base permanente. La réalisation de ce projet pilote ne peut se faire que par ordonnance.

Ce projet pilote est réalisé en tenant compte des principales recommandations de la Commission à savoir :

- Limiter le nombre de véhicules de cuisine de rue et le nombre de sites autorisés;
- Autoriser la cuisine de rue à des endroits fixes, déterminés par l'arrondissement, et à des moments déterminés;
- Prendre en considération que les véhicules autorisés puissent être retirés du domaine public en dehors des heures d'opération;
- Tenir compte des enjeux liés à la cohabitation entre les entreprises de cuisine de rue, les commerçants établis et la population riveraine, dans une optique de respect des diverses fonctions;
- Prévoir dans une perspective d'équité fiscale entre commerçants que tout détenteur éventuel d'un permis de cuisine de rue devra exploiter sur le territoire de la Ville de Montréal un lieu fixe de production des aliments (cuisine de production, service de traiteur ou restaurant établi);

- Favoriser une offre alimentaire basée sur des produits sains et sur une créativité culinaire susceptible de proposer des menus respectant l'image de marque de Montréal comme ville gastronomique;
- Respecter les règles en ce qui a trait au développement durable, aux normes concernant le bruit et les émissions polluantes ou olfactives, à la salubrité alimentaire et la prévention des incendies.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 22 0298 - Ordonnances - Projet pilote de cuisine de rue sur le domaine public de l'arrondissement sur une base événementielle du 14 juin 2013 au 31 août 2013 (dossier 1136332001);

CA13 22 0370 - Ordonnances - Tenue d'un événement de cuisine de rue intitulé «Les Survenants», au Complexe récréatif Gadbois, le 28 septembre 2013 de 13h à 23h (dossier 1136332002);

CA13 22 0494 - Ordonnances pour l'intégration de cuisine de rue lors d'événements au Complexe récréatif Gadbois de janvier à février 2014 (dossier 1136332005).

DESCRIPTION

L'événement suivant doit faire l'objet d'une ordonnance afin d'y autoriser la cuisine de rue. «Les Survenants» (sur le Chemin de la Côte Saint-Paul, sous la bretelle d'autoroute à proximité du Complexe récréatif Gadbois, samedi 28 septembre 2013, de 13h à 23h)

L'événement "Les Survenants", organisé par l'Association des restaurateurs de rue du Québec (ARRQ), se tiendra sur le Chemin de la Côte Saint-Paul, sous la bretelle d'autoroute à proximité du Complexe récréatif Gadbois et regroupera différentes activités d'animation qui seront déterminées dans les semaines à venir. L'objectif de cet événement est de rassembler les citoyens de l'arrondissement autour de la cuisine de rue, dans un décor urbain et une ambiance unique. Les démarches ont été entreprises par le commissaire-adjoint au développement économique afin de veiller à la fermeture de rue et au respect des mesures de sécurité lors de l'événement. L'ARRQ, quant à elle, prend en charge l'animation et la logistique de l'événement.

Pour chaque camion de cuisine de rue présent à l'événement, l'exploitant sera responsable de la supervision de ses propres activités et devra détenir une assurance responsabilité civile.

JUSTIFICATION

La réalisation de cet événement prend part aux démarches pour l'intégration de la cuisine de rue, et cadre avec la volonté de l'arrondissement de rendre la cuisine de rue davantage accessible aux citoyens de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette entente est établie avec l'Association des Restaurateurs de Rue du Québec, organisme légalement constitué en OBNL. L'arrondissement du Sud-Ouest ne charge donc aucuns frais à l'ARRQ pour l'occupation du domaine public.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Gestion des déchets :

Les exploitants des camions de cuisine de rue devront s'assurer de ne laisser aucun déchet sur le site à la fin de l'événement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'ARRQ sera responsable du matériel promotionnel et des activités de communications. La Division des communications de l'arrondissement pourra diffuser l'information via les médias sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement du 30 juin 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

Ce dossier est conforme au règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20), au règlement d'urbanisme pour l'installation de bannières (01-280, chapitre IV, article 531), au règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1 article 3, alinéa 8) et au règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :

Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social
(Louise RICHARD)

Avis favorable avec commentaires :

Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics (Caroline LEDOUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne CONSTANTINEAU
Commissaire-adjoint au développement
économique

ENDOSSÉ PAR

Julie NADON
Chef de division

Le : 2014-06-18



Dossier # : 1146332003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ordonnances pour la tenue de l'événement "L'affaire Petite-Bourgogne" dans le Parc Ste-Cunégonde, le jeudi 31 juillet 2014

D'autoriser l'occupation du domaine public dans le Parc Ste-Cunégonde afin de permettre la tenue de l'événement "L'affaire Petite-Bourgogne", le 31 juillet 2014 de 13h à 23h;

D'édicter les ordonnances nécessaires, selon le cas, conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel;

En vertu des règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20);
- Règlement d'urbanisme pour l'installation de bannières (01-280, chapitre IV, article 531);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8).

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 14:45

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1146332003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ordonnances pour la tenue de l'événement "L'affaire Petite-Bourgogne" dans le Parc Ste-Cunégonde, le jeudi 31 juillet 2014

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement peut autoriser la tenue d'événements et permettre de déroger à la réglementation municipale. À cet effet, nous présentons des dossiers comportant un événement spécifique, et demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public pour une période temporaire, pour les événements identifiés et pour déroger aux règlements suivants de l'ancienne Ville de Montréal :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8);
- Règlement d'urbanisme pour l'installation de bannières (01-280, chapitre IV, article 531)

L'Association du Quartier du Canal chapeaute quelques-uns de ses membres qui souhaitent organiser l'événement promotionnel "L'affaire Petite-Bourgogne" le 31 juillet 2014. L'événement se tiendra dans le parc Ste-Cunégonde, où différentes activités d'animation seront prévues tout au long de la journée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Cet événement comporte une promotion commerciale qui se tiendra le jeudi 31 juillet 2014 dans le Parc Ste-Cunégonde. Pour ce faire, l'Association du Quartier du Canal demande la permission d'occuper le parc afin d'y tenir des activités d'animation, une programmation musicale, ainsi qu'un service de nourriture et d'alcool. Aucune fermeture de rue n'est nécessaire, puisque l'événement se tiendra à l'intérieur des limites du parc.

JUSTIFICATION

Chaque regroupement de commerçants sur le territoire de la Ville de Montréal a droit à trois permis de promotion commerciale durant l'année. Pour l'année en cours, l'Association du Quartier du Canal ne s'est prévalué d'aucun de ces permis. Les événements de promotion commerciale sont une occasion pour les commerçants de la

rue Notre-Dame Ouest de se rapprocher de leur milieu, de tisser des liens conviviaux avec leurs voisins et surtout de mettre en lumière la richesse de leur offre et leur contribution à une vie de quartier agréable et animée.

La tenue de cet événement permettra à l'Association du Quartier du Canal de consolider la vocation de lieu de rassemblement qu'a la rue Notre-Dame Ouest, mais également faire valoir les avantages que procurera le projet de constitution d'une société de développement commercial.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'occupation du domaine public est accordée sans frais pour une association de commerçants légalement constituée, et dans le cadre d'une activité de promotion commerciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement du 30 juin 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

Ce dossier est conforme au Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20), au Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8), ainsi qu'au Règlement d'urbanisme sur l'installation de bannières (01-280, chapitre IV, article 531).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :

Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics (Julie ARNAUD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne CONSTANTINEAU

ENDOSSÉ PAR

Julie NADON

Le : 2014-06-18

Commissaire-adjoint au développement
économique

Chef de division



Dossier # : 1143459012

Unité administrative responsable : Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Approbation de plans (PIIA) – Projet de construction pour l'immeuble situé au 1130, rue Ottawa

D'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), les plans préparés par les firmes, Neuf, architectes et le Groupe BC2, déposés et estampillés en date du 14 mai 2014 et du 27 mai 2014 par la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine, accompagnant une demande de permis permettant la construction du bâtiment situé au 1130, rue Ottawa.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 13:03

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1143459012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approbation de plans (PIIA) – Projet de construction pour l'immeuble situé au 1130, rue Ottawa

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis de construction # 3000760148 a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine de l'arrondissement du Sud-Ouest, le 16 avril 2014, pour la construction d'un nouveau bâtiment. Le projet doit être approuvé conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale, tel qu'exigé par l'article 3 du RCA07 220019 de l'arrondissement Sud-Ouest, et a été évalué selon les objectifs et critères prévus au fascicule d'intervention B1 - nouveaux bâtiments et en rapport à l'unité de paysage 5.2, Rue Ottawa, incluse dans l'aire de paysage Griffintown. Le projet est situé aux abords du futur corridor culturel de la rue Ottawa, face à la caserne de pompier # 3, un édifice patrimonial qui constitue un point de repère important et de biais avec le nouveau parc prévu à l'intersection Young et Ottawa. Le site fait aussi partie du secteur du Programme particulier d'urbanisme de Griffintown (PPU). Le projet en est un de remplacement, suite à la démolition prévue d'un bâtiment industriel sur le site. Ce secteur de Griffintown vit actuellement une importante revitalisation et de nombreux projets sont en construction à proximité. Parmi ceux-ci, mentionnons les îlots 9 et 10, l'îlot Peel et l'îlot St-Ann du District Griffin, Le Murray, le Griffix, le Carré de la Montagne, le Lowneys 10, 11 et 12, et les Bassins du Nouveau Havre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décision favorable du Comité de démolition du 19 mars 2014 # 2014-05.

DESCRIPTION

Les travaux consistent à construire un bâtiment de 19 étages comprenant 90 logements, 87 stationnements intérieurs avec des commerces au rez-de-chaussée. Le projet comporte 18 logements d'une chambre, 36 logements de 2 chambres et 36 logements de 3 chambres. Le bâtiment, d'une hauteur de 60 mètres, est en retrait de 4,2 mètres sur la rue Young et 5,0 mètres sur la rue Ottawa, sauf pour le basilaire qui est respectivement à 1,3 et 1,8 mètre de la ligne de lot.

Le bâtiment présente une volumétrie simple et épurée et le traitement des trois premiers étages propose une série de colonnades en saillie avec des volets visant à favoriser les échanges entre le domaine public et le domaine privé. Le dégagement vise à mettre en valeur les vues et lieux d'intérêts du secteur, soit le futur parc et la caserne # 3. Les matériaux proposés sont l'acier de couleur gris anthracite et le verre teinté pour la tour et les gardes-corps, et le béton coffré pour les colonnades et les balcons.

JUSTIFICATION

Analyse

La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine (DAUP) a analysé la demande en tenant compte des objectifs et des critères du PIIA. À ceux-ci viennent s'ajouter les critères pour le secteur du PPU pour Griffintown, notamment une approche architecturale innovante, la création de jardins de rue et de passages, les critères microclimatiques tels que l'impact éolien, l'ensoleillement ainsi que l'archéologie, les éléments de développement durable, la gestion des déchets, la préservation du patrimoine de même que les objectifs et critères des bâtiments présentant une hauteur élevée. Le zonage permet une hauteur de 60 mètres et une densité de 4,5 à 9 avec un taux d'implantation de 84 %. L'étude éolienne conclut que le projet n'aura pas d'impact sur le confort des piétons, mais recommande tout de même d'intégrer des arbres et des arbustes le long des rues Ottawa et Young, alors qu'une autre étude confirme qu'il est impossible de conserver les arbres existants sur le site.

Concernant la contribution du projet à la communauté, le propriétaire s'engage à faire un don monétaire aux organismes "Fondation du Horse Palace" et "GRT Bâtir son quartier".

Lors de la séance du Comité consultatif d'urbanisme du 14 mai 2014, le comité a émis des commentaires positifs mais ne s'est pas prononcé officiellement sur le projet et a décidé de reporter sa décision à une séance ultérieure, estimant que des précisions supplémentaires sur certains points étaient nécessaires, notamment à propos du jardin de rue, des entrées principales, de la gestion des déchets, de l'ouverture des volets, de la transparence des gardes-corps, de l'éclairage du bâtiment à l'extérieur et du contexte.

Évaluation et recommandation de la DAUP

Étant donné que l'intervention proposée respecte les critères du PIIA et du PPU secteur Griffintown, de même que pour les bâtiments présentant une grande hauteur, lors de la séance du Comité consultatif d'urbanisme du 29 mai 2014, la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine a recommandé un avis favorable au projet.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme

Lors de cette même séance, le Comité consultatif d'urbanisme a aussi émis un avis favorable au projet, considérant que toutes les questions sur le projet avaient été adressées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les éléments de développement durable inclus au projet sont les suivants : une accessibilité universelle, une mixité résidentielle et commerciale, des stationnements 100 % intérieur, des espaces pour vélos, des bornes de recharge pour voitures électriques, des appareils sanitaires économes en eau, des thermostats électroniques programmables, une utilisation de panneaux voltaïques, une alimentation au gaz, une toiture réfléchissante, un système d'auto-partage et de vélo-partage.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles DOMINGUE
Architecte, préposé à la planification

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-18

Julie NADON
Chef de division Urbanisme

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc GAGNON
Directeur

**Dossier # : 1144824010****Unité administrative responsable :** Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme**Niveau décisionnel proposé :** Conseil d'arrondissement**Projet :** -**Objet :** Approbation de plans PIIA - Projet de transformation de l'immeuble situé au 3734, rue Notre-Dame Ouest

D'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), les plans préparés par Jean François Brosseau - Architecte, déposés et estampillés en date du 13 juin 2014 par la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine, accompagnant une demande de permis de transformation du bâtiment situé au 3734, rue Notre-Dame Ouest.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 18:30**Signataire :** Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION**Dossier # :1144824010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approbation de plans PIIA - Projet de transformation de l'immeuble situé au 3734, rue Notre-Dame Ouest

CONTENU**CONTEXTE**

La demande de permis de construction # 3000749473 a été déposée le 4 mars 2014, à la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine de l'arrondissement du Sud-Ouest, pour le projet de transformation du bâtiment situé au 3734, rue Notre-Dame Ouest. Ce bâtiment à vocation mixte se trouve à l'angle des rues Notre-Dame Ouest et Turgeon. Bien que conformes à la réglementation d'urbanisme en vigueur, ces travaux doivent néanmoins être approuvés conformément au Règlement sur les PIIA (RCA07 22019), selon les objectifs et critères prévus au fascicule d'intervention B4 - Transformations et remplacements spécifiques, et en rapport à l'unité de paysage 4.2 - Rue Notre-Dame Ouest, incluse dans l'aire de paysage Saint-Henri. Une grande part de cette unité de paysage est comprise dans un secteur de valeur intéressante désigné au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. L'immeuble qui fait l'objet de ce sommaire décisionnel ne bénéficie cependant d'aucun statut.

L'unité de paysage "Rue Notre-Dame Ouest" est composée des parcelles adjacentes à la rue Notre-Dame Ouest entre l'avenue Atwater au nord-est et la place Saint-Henri au sud-ouest. Elle comprend également la bande de parcelles sud de la rue Workman. Entre 1850 et 1900, ce secteur connaît un développement résidentiel et industriel rapide faisant de la rue Notre-Dame Ouest la principale artère commerciale. Le type architectural principal de cette unité de paysage est représenté par l'immeuble à vocation mixte tandis que les immeubles à vocation commerciale et à vocation institutionnelle représentent les typologies secondaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**DESCRIPTION**

Les travaux soumis à l'approbation du CCU concernent des modifications à l'apparence des deux façades du bâtiment consécutives à la transformation du rez-de-chaussée en restaurant traiteur. Ces interventions se décrivent comme suit :

1- Sur la rue Notre-Dame Ouest : remplacement de la vitrine située à gauche de la porte existante par une porte destinée à accéder à la partie "traiteur" du rez-de-chaussée. Cette porte, dotée d'imposte latérale, sera installée telle que la porte existante, en retrait du plan de la façade;

2- Sur la rue Turgeon : Ouverture d'une porte d'issue pour le restaurant et les étages supérieurs, telle qu'exigée par le Code national du bâtiment.

JUSTIFICATION

La DAUP a analysé le projet par rapport à sa conformité à la réglementation en vigueur et en tenant compte des objectifs et des critères du Règlement sur les PIIA. Le projet a été présenté lors de la séance du Comité consultatif d'urbanisme du 11 juin 2014.

Approbation PIIA - CCU du 11 juin 2014 :

Recommandation de la DAUP :

Considérant que la proposition respecte les caractéristiques du bâtiment existant, lors de la présentation au CCU du 11 juin 2014, la DAUP a recommandé un avis favorable au projet de transformation de la façade commerciale du bâtiment situé au 3734, rue Notre-Dame Ouest.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) :

Lors de cette même séance, les membres du CCU ont émis un avis favorable à la condition d'éliminer le revêtement métallique prévu sur la façade donnant sur la rue Turgeon.

De nouveaux plans, comprenant les modifications recommandées par les membres ont été fournis par l'architecte du projet. Les plans ainsi modifiés sont joints au présent sommaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA du 30 juin 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Suite aux vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

El-Bassim KAZI-AOUAL
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR

Julie NADON
Chef de division

Le : 2014-06-19



Dossier # : 1144824011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approbation de plans PIIA - Projet de construction de l'immeuble situé au 6381, rue Hadley

D'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), les plans préparés par Vincent Martineau - Architecte, déposés et estampillés en date du 17 juin 2014 par la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine, accompagnant une demande de permis de construction du bâtiment situé au 6381, rue Hadley.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 13:03

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION**Dossier # :1144824011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approbation de plans PIIA - Projet de construction de l'immeuble situé au 6381, rue Hadley

CONTENU**CONTEXTE**

La demande de permis de construction # 3000707888 a été déposée le 16 juillet 2013, à la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine de l'arrondissement du Sud-Ouest, pour le projet de construction d'un bâtiment résidentiel sur le lot # 1 437 903. Il s'agit du projet de remplacement d'un bâtiment résidentiel unifamilial dont la démolition a été autorisée lors de la séance du Comité d'étude des demandes de démolition du 16 avril 2014.

Bien que conformes à la réglementation d'urbanisme en vigueur, ces travaux doivent néanmoins être approuvés conformément au Règlement sur les PIIA (RCA07 22019), selon les objectifs et critères prévus au fascicule d'intervention B1 concernant la construction de nouveaux bâtiments et en rapport à l'unité de paysage 3.8 - Côte des Argoulets, incluse dans l'aire de paysage Côte-Saint-Paul. Cette unité de paysage est délimitée au sud-ouest par la bande de parcelles de la rue Hadley et par le boulevard De La Vérendrye. La limite nord-est formée des rues Holy Cross et De Sève.

Le lotissement de cette unité de paysage a été planifié dès le début du 20^e siècle. Il excluait cependant le territoire situé au nord de l'avenue Émard ainsi que celui situé au sud de l'avenue Clifford.

Les types architecturaux principaux de cette unité de paysage sont représentés par le duplex avec escalier extérieur et la maison d'appartement, la maison boomtown et la maison de vétérans constituent quant à elles les typologies secondaires. Le duplex avec escalier extérieur est également présent dans sa variante à trois logements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décision 2014-07 du 16 avril 2014 autorisant la démolition du bâtiment situé au 6381, rue Hadley, accompagnée des conditions suivantes :

- Que soit soumis un plan de disposition et de réutilisation des matériaux;
- Que les travaux de démolition soient terminés dans les 24 mois suivant la date de la prise d'effet de la décision du présent comité. Après l'expiration de ce délai, cette décision sera nulle et sans effet;
- Qu'une demande de permis de construction conforme à la réglementation soit déposée à l'arrondissement pour la construction d'un nouveau bâtiment sur ce site et qu'une résolution soit approuvée, en vertu du règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale, par le conseil d'arrondissement, avant l'émission du permis de démolition.

DESCRIPTION

Les paramètres de zonage auxquels le projet est soumis sont les suivants :

- La catégorie d'usage : H.1-3;
- Les hauteurs de construction : 2 à 3 étages, 0 à 11 m;
- Le taux d'occupation : minimum 35 %, maximum 70 %

Il s'agit du projet d'un bâtiment résidentiel de trois logements, répartis sur trois étages, un sous-sol surélevé et une mezzanine. Une des deux unités de stationnement exigées en vertu du Règlement d'urbanisme est située dans le garage au sous-sol et accessible à partir de la ruelle, tandis que la deuxième est aménagée en cour arrière.

Le projet se décrit comme suit :

- **Le sous-sol** : Celui-ci abritera une partie du logement du rez-de-chaussée composée d'un salon, d'une chambre, d'une salle de jeu et d'une salle de bain. On y trouve aussi le garage prévu pour un véhicule. Un escalier intérieur est aménagé pour permettre l'accès à la partie du rez-de-chaussée;
- **Le rez-de-chaussée** : Surélevé de 1,85 mètre par rapport au niveau du trottoir, il abrite la partie principale du logement où l'on retrouve le salon, la salle à manger, la cuisine, 3 chambres à coucher et 2 salles de bain. On y accède par un escalier extérieur puis un balcon qui dessert le logement ainsi que l'escalier qui mène au 2e étage;
- **Le 2e étage** : 2 logements transversaux comprenant une chambre à coucher y sont aménagés. Des escaliers intérieurs mèneront aux mezzanines situées sur le toit du bâtiment ;
- **Les mezzanines au toit** : Accessibles par des escaliers intérieurs, elles correspondent aux suites des deux logements du 2e étage. Des terrasses sont aménagées de part et d'autre de ces mezzanines.

Les composantes extérieures sont les suivantes :

- Brique d'argile rouge de type "Brampton - Windsor" de format modulaire métrique en façade sur le mur arrière et les murs latéraux;
- Bois de type "Maibec" sur les parties en alcôve de la façade et du mur arrière ainsi que sur les mezzanines;
- Portes extérieures en acier émaillé de couleur "charbon" de Gentek;
- Fenêtres à battants en PVC de couleur "charbon";
- Garde-corps: structure en aluminium couleur "charbon" et verre trempé transparent sur la terrasse, les balcons et sur les Juliettes.

JUSTIFICATION

La DAUP a analysé le projet par rapport à sa conformité à la réglementation en vigueur et en tenant compte des objectifs et des critères du Règlement sur le PIIA.

Approbation PIIA - CCU du 11 juin 2014 :

Recommandation de la DAUP :

Considérant :

- Le contexte urbain et le milieu d'insertion du nouveau bâtiment;
- Les critères d'évaluation des projets contenus dans le fascicule d'intervention du Règlement du PIIA;

- L'évolution du projet allant dans le sens d'une meilleure insertion;

Lors de la présentation du projet au CCU du 11 juin 2014, la DAUP a recommandé un avis favorable au projet de construction du bâtiment situé au 6381, rue Hadley, à la condition de réduire la hauteur de la mezzanine.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) :

Lors de cette même séance, les membres du CCU ont émis un avis favorable au projet de construction du bâtiment situé au 6381, rue Hadley aux conditions suivantes :

- Réduire la hauteur de la mezzanine ;
- Reculer les garde-corps des terrasses situées sur le toit.

De nouveaux plans comprenant les modifications exigées par les membres ont été fournis par l'architecte du projet. Ils sont joints au présent sommaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA du 30 juin 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Suite aux vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

El-Bassim KAZI-AOUAL

ENDOSSÉ PAR

Julie NADON

Le : 2014-06-19

Conseiller en aménagement

Chef de division

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Luc GAGNON
Directeur



Dossier # : 1144824005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approbation de plans PIIA - Projet de construction de l'immeuble situé au 1950, rue Notre-Dame Ouest

D'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), les plans préparés par Bruce Allan - Architecte, déposés et estampillés en date du 31 octobre 2013 et du 4 juin 2014 par la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine, accompagnant une demande de permis de construction du bâtiment situé au 1950, rue Notre-Dame Ouest.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 13:02

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1144824005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approbation de plans PIIA - Projet de construction de l'immeuble situé au 1950, rue Notre-Dame Ouest

CONTENU

CONTEXTE

La demande de permis de construction # 3000727707 a été déposée le 31 octobre 2013, à la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine de l'arrondissement du Sud-Ouest, pour le projet de construction d'un bâtiment à usages mixtes sur le lot # 2 091 701 situé à l'angle des rues Notre Dame Ouest et Chatham.

Bien que conformes à la réglementation d'urbanisme en vigueur, ces travaux doivent néanmoins être approuvés conformément au Règlement sur les PIIA (RCA07 22019), selon les objectifs et critères prévus au fascicule d'intervention B1 concernant la construction de nouveaux bâtiments et en rapport à l'unité de paysage 5.7- Rue Notre-Dame Ouest 1, incluse dans l'aire de paysage Pointe-Saint-Charles. Cette unité de paysage fait partie d'un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle ou intéressante, désigné au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

L'unité de paysage Rue Notre-Dame Ouest 1 est composée de deux sections. La section la plus à l'est comprend les parcelles attenantes au côté sud de la rue Notre-Dame Ouest entre la rue de la Montagne à l'est et la rue Guy à l'ouest. La section la plus à l'ouest comprend les parcelles attenantes au côté sud de la rue Notre-Dame Ouest entre les parcelles situées du côté ouest de la rue Guy et la rue Canning. L'unité inclut également quelques parcelles situées sur des rues transversales.

C'est avec l'inauguration de la ligne de chemin de fer Montréal & Lachine et de son terminus Bonaventure que le secteur connaît, entre 1847 et 1900, un développement résidentiel et industriel rapide, faisant de la rue Notre-Dame Ouest la principale artère commerciale de ce lieu. Il reste de cette époque plusieurs immeubles typiques de l'architecture commerciale montréalaise.

Les types architecturaux principaux de cette unité de paysage sont représentés par l'immeuble à vocation mixte, tandis que les immeubles à vocation commerciale et à vocation institutionnelle représentent les typologies secondaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le projet est soumis aux paramètres de zonage suivants :

- Catégorie d'usage : C.4C H;
- Hauteurs de construction : 2 à 3 étages, 0 à 12,5 m;
- Densité : 0 à 3;
- Taux d'occupation : minimum 35 %, maximum 70 %.

Le projet vise la construction d'un bâtiment mixte dans lequel le rez-de-chaussée et le 2^e étage sont à usage commercial et le 3^e étage à usage résidentiel. Ce bâtiment de 3 étages comprend aussi un sous-sol et des mezzanines au toit. Il se décrit comme suit :

- **Le sous-sol** : On y a aménagé 6 cases de stationnement, un espace de stationnement pour 9 vélos et les locaux techniques. L'accès aux stationnements se fait grâce à une rampe aménagée en cour arrière, accessible de la ruelle. Cette rampe conduit à la porte de garage qui donne accès au sous-sol.

- **Le rez-de-chaussée** : Il est occupé par un commerce dont les deux portes d'accès sont situées sur la rue Notre-Dame Ouest. Il comporte des vitrines le long des deux façades dont certaines sont coulissantes. La porte d'accès à ce niveau se trouve sur la rue Chatham, elle conduit à l'escalier d'accès aux étages et au sous-sol.

- **Le 2^e étage** : Il est affecté à des bureaux dont les divisions intérieures ne sont pas encore établies. Un escalier métallique est prévu en cour arrière pour servir de 2^e issue.

- **Le 3^e étage** : On y a aménagé 4 logements. Ils sont desservis par un couloir dont une extrémité donne sur l'escalier principal et l'autre sur l'escalier d'issue. Chaque logement est doté d'un espace à double niveau dans lequel est aménagé l'escalier conduisant à sa mezzanine.

- **Les mezzanines au toit** : Elles sont construites en retrait par rapport au plan de façade des deux rues. Chacune des mezzanines comporte une chambre et une salle de bain. Des terrasses sont aménagées dans l'espace correspondant au retrait des mezzanines.

Les matériaux de revêtement qui composent les murs extérieurs sont :

- Pierre "Lafitt" de Permacon avec motif modulaire sur les façades;
- Pierre "Lafitt" de Permacon avec motif linéaire sur les murs de fondation;
- Revêtement métallique de type "Panfab" couleur "fusain" pour les éléments en façade, sur la partie supérieure des mezzanines et sur les solins;
- Crépi acrylique "SICO 6204-73" (Asphalte mouillé) pour les murs arrières et le revêtement de la partie inférieure des mezzanines;
- Garde-corps des terrasses et des Juliettes: structure en aluminium couleur "fusain" et panneaux de verre trempé transparent;
- Bois de cèdre pour les écrans de séparation entre les terrasses.

JUSTIFICATION

Analyse

La DAUP a analysé le projet par rapport à sa conformité à la réglementation en vigueur et en tenant compte des objectifs et des critères du Règlement sur les PIIA. Le projet a été présenté lors des séances du CCU du 21 mai 2014 et du 11 juin 2014.

Approbation PIIA - CCU du 21 mai 2014 :

Recommandation de la DAUP :

Considérant :

- le contexte urbain et les dispositions spécifiques du PIIA relativement à la proximité d'immeubles à caractère patrimonial;
- les orientations de mise en valeur du patrimoine de l'unité de paysage 5.7 - Rue Notre Dame Ouest;
- les critères d'évaluation des projets contenus dans le fascicule d'intervention du Règlement sur les PIIA;

Lors de la présentation au CCU du 21 mai 2014, la DAUP a recommandé un avis favorable au projet de construction du bâtiment situé au 1950, rue Notre-Dame Ouest.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) :

Lors de cette même séance, les membres du CCU ont émis un avis favorable au projet, mais ont demandé à revoir le projet avec les détails relatifs aux enseignes commerciales.

Approbation PIIA - CCU du 11 juin 2014 :

De nouveaux plans, comprenant les informations supplémentaires demandées par les membres ont été présentés lors du CCU du 11 juin 2014.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) :

Lors de la présentation au CCU du 11 juin 2014, les membres ont été satisfaits des informations complémentaires reçues relativement aux enseignes commerciales et ont émis un avis favorable au projet de construction du bâtiment situé au 1950, rue Notre-Dame Ouest.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA du 30 juin 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

El-Bassim KAZI-AOUAL
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR

Julie NADON
Chef de division

Le : 2014-06-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc GAGNON
Directeur



Dossier # : 1143459016

Unité administrative responsable : Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Approbation de plans (PIIA) – Projet de transformation pour l'immeuble situé au 5446, rue Angers

D'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), les plans préparés par la firme La boîte architecture design inc., déposés et estampillés en date du 5 juin 2014 par la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine, accompagnant une demande de permis # 3000767406, permettant la transformation du bâtiment situé au 5446, rue Angers.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 14:03

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1143459016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approbation de plans (PIIA) – Projet de transformation pour l'immeuble situé au 5446, rue Angers

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis de transformation a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine de l'arrondissement du Sud-Ouest le 13 mai 2014 pour le remplacement de fenêtres sur une partie d'un bâtiment existant. Le projet doit être approuvé conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale tel qu'exigé par l'article 3 du RCA07 220019 de l'arrondissement Sud-Ouest et a été évalué selon les objectifs et critères prévus aux fascicules d'intervention B4 - Transformations et remplacements spécifiques et B3 - Immeubles d'intérêt patrimonial car le bâtiment est un immeuble d'intérêt patrimonial et en rapport à l'unité de paysage 3.1, Avenue de l'Église Est, incluse dans l'aire de paysage Côte-Saint-Paul. Le bâtiment est l'École Marie-de-l'Incarnation de la Commission scolaire de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Les travaux consistent à remplacer les portes et fenêtres sur une partie du bâtiment qui date de 1902, à remettre en état les fenêtres de la partie centrale qui date de 1922 de même que la corniche, et à refaire partiellement le revêtement de brique sur tout le bâtiment en respectant le même appareillage. Il y a environ 35 fenêtres à remplacer. Le modèle proposé divise la fenêtre en 3 parties. La partie centrale est fixe et les parties du haut et du bas sont basculantes vers l'intérieur. Les fenêtres sont en aluminium de couleur brun commercial. Le modèle proposé est identique au modèle de fenêtres installées en 2013 sur la partie du bâtiment datant de 1960.

Recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine (DAUP)

Considérant que les travaux proposés respectent les critères du PIIA et les caractéristiques du bâtiment, lors de la séance du CCU du 11 juin 2014, la DAUP a émis un avis favorable au projet.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU)

Lors de cette même séance, le Comité consultatif d'urbanisme a aussi émis un avis favorable au projet.

JUSTIFICATION

Analyse

La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine (DAUP) a analysé la demande en tenant compte des objectifs et des critères du PIIA.

Évaluation et recommandation de la D.A.U.P.

Étant donné que l'intervention proposée respecte les caractéristiques architecturales du bâtiment et les critères du PIIA, lors de la séance du Comité consultatif d'urbanisme du 11 juin 2014, la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine a recommandé un avis favorable au projet. .

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme

Lors de cette même séance, le Comité consultatif d'urbanisme a aussi émis un avis favorable au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA 30 juin 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs dont le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles DOMINGUE
Architecte, préposé à la planification

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-19

Julie NADON
Chef de division Urbanisme



Dossier # : 1143459001

Unité administrative responsable : Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Approbation de plans (PIIA) – Projet de construction pour l'immeuble situé au 690, rue Shearer

D'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), les plans préparés par la firme Jacques Garand, architecte, déposés et estampillés en date du 3 juin 2014 par la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine, accompagnant une demande de permis # 3000746498 permettant la construction du bâtiment situé au 690, rue Shearer.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 18:36

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1143459001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approbation de plans (PIIA) – Projet de construction pour l'immeuble situé au 690, rue Shearer

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis de construction a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine de l'arrondissement du Sud-Ouest le 13 février 2014 pour la construction d'un nouveau bâtiment. Le projet doit être approuvé conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale tel qu'exigé par l'article 3 du RCA07 220019 de l'arrondissement Sud-Ouest et a été évalué selon les objectifs et critères prévus au fascicule d'intervention B1 - Nouveaux bâtiments et en rapport à l'unité de paysage 2.3, Ferme Saint-Gabriel Sud, incluse dans l'aire de paysage Pointe-Saint-Charles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décision CA11 22 0229 du Conseil d'arrondissement de ne pas approuver un projet de construction de 7 logements sur le même site en 2011 considérant que l'ordonnance relative aux unités de stationnement pour l'immeuble situé au 710, rue Shearer n'a pas été édictée.

DESCRIPTION

Les paramètres de zonage auxquels le projet est soumis sont les suivants :

- La catégorie d'usage : H.1-4;
- Les hauteurs de construction : 2 à 3 étages, 0 à 12.5 m;
- Le taux d'occupation : minimum 35 %, maximum 70 %

Les travaux consistent à construire un bâtiment de 2 étages comportant un seul logement et 2 stationnements intérieurs. Le site est le dernier terrain d'une rue qui se termine sur la voie ferrée. Le mur latéral longeant cette voie ferrée est entièrement en maçonnerie. La façade avant comporte une porte de garage double en bois teint, la brique proposée pour la façade est la Champlain de Hanson de format CSR, les fenêtres sont de couleur noire et à guillottes.

JUSTIFICATION

Analyse

La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine (DAUP) a analysé la demande en tenant compte des objectifs et des critères du PIIA. Plusieurs types architecturaux sont

représentés dans cette unité : le duplex avec escalier intérieur, le duplex de trois étages et le triplex avec escalier intérieur. Le duplex avec escalier intérieur est parfois présent dans sa variante à un seul logement. Il devient alors une maison en rangée. L'implantation et la composition architecturale d'une nouvelle construction à proximité d'une voie de chemin de fer doivent chercher à limiter les nuisances causées par le bruit.

Approbation PIIA - CCU du 29 mai 2014 :

La proposition présentée au CCU incorpore des modifications qui ont été demandées par la DAUP, notamment; le modèle de fenêtre, leur agencement et leurs dimensions et une couleur de la brique correspondant davantage à la couleur dominante du secteur.

Évaluation et recommandation de la D.A.U.P.

Étant donné que l'intervention proposée respecte les caractéristiques architecturales du bâtiment et les critères du PIIA, lors de la séance du Comité consultatif d'urbanisme, la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine (DAUP) a recommandé un avis favorable au projet.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme

Lors de cette même séance, le Comité consultatif d'urbanisme a aussi émis un avis favorable au projet en ajoutant les 3 conditions suivantes:

- La corniche en façade devra être plus travaillée.
- Les murs latéraux donnant sur la voie ferrée devront être en brique comme la façade.
- Tout le vitrage devra être triple pour réduire les nuisances sonores à proximité d'une voie ferrée.

Le 3 juin 2014, la DAUP a reçu des plans modifiés qui respectaient ces conditions.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement du 30 juin 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs dont le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles DOMINGUE
Architecte, préposé à la planification

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-20

Julie NADON
Chef de division Urbanisme

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Luc GAGNON
Directeur



Dossier # : 1146004005

Unité administrative responsable : Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Approbation de plans (PIIA) - Reconstruction du chalet du parc Ignace-Bourget situé au 3333, avenue Newman

D'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), les plans révisés et préparés par la firme Cardin, Ramirez, Julien architectes estampillés en date du 12 juin 2014 par la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine, accompagnant la demande de permis # 3000763211 pour la reconstruction du chalet du parc Ignace-Bourget situé au 3333, avenue Newman aux conditions suivantes:

- Éliminer le grillage fixe devant les fenêtres;
- Conserver le grillage ondulé coulissant devant les portes et en exiger une épaisseur minimale de 1,18 mm;
- Choisir les pictogrammes reflétant l'image la plus dynamique, soit minimalement le skate, le hockey et le basketball.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-23 10:22

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION**Dossier # :1146004005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approbation de plans (PIIA) - Reconstruction du chalet du parc Ignace-Bourget situé au 3333, avenue Newman

CONTENU**CONTEXTE**

En date du 30 avril 2014, la demande de permis de construction # 3000763211 a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine de l'arrondissement du Sud-Ouest pour la reconstruction du chalet du parc Ignace-Bourget. Suite à un incendie ayant endommagé le bâtiment à 75% dans la nuit du 23 au 24 janvier 2012, un ordre de démolition a été émis en janvier 2012.

Cette demande doit être approuvée conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) tel qu'exigé par l'article 3 du règlement RCA07 220019 de l'arrondissement du Sud-Ouest, et doit être évaluée selon les critères et objectifs de l'annexe B ainsi que ceux de l'unité de paysage 3.21 Rue Saint-Patrick Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Avis de démolition adressé au propriétaire (Ville de Montréal) le 25 janvier 2012

DESCRIPTION

Le lot sur lequel sera érigée la nouvelle construction se situe dans les limites du parc Ignace-Bourget, face à la pataugeoire. La nouvelle construction vient remplacer le précédent chalet de un étage qui aurait été construit fin 19^{ème}, début 20^{ème} siècle en s'inspirant du vocabulaire architectural de Frank Lloyd Wright (débord du toit, choix de la pierre et de son appareillage qui accentue l'effet d'horizontalité, rythme des pleins et des vides dans la composition des façades). L'implantation au sol du nouveau chalet se superpose à celle de l'ancien. L'ensemble est situé dans l'unité de paysage 3.21 Rue Saint-Patrick Ouest. L'unité de paysage 3.21 Rue Saint-Patrick Ouest est incluse dans l'aire de paysage Côte Saint-Paul. Ses limites sont constituées par:

- le canal de Lachine au nord,
- l'avenue Newman et la rue Jacques-Hertel au sud,
- les rues Beaulieu et De Montmagny à l'est,
- la rue Irwin à l'ouest.

Cette unité de paysage possède un caractère hétérogène avec une implantation des bâtiments généralement en isolé. Le type architectural principal est l'immeuble à vocation industrielle et les principales orientations de mise en valeur du patrimoine sont:

- la préservation du parc Ignace-Bourget qui agit comme zone tampon entre les secteurs industriels et résidentiels,

- la préservation des arbres situés au fond des parcelles industrielles, le long de la rue Jacques-Hertel.

La nouvelle construction sera un bâtiment d'un étage, de forme compacte et conçu à la demande de l'arrondissement, en vue:

- d'une certification Leed- Argent;
- de simplifier la surveillance;
- de contrôler le vandalisme.

L'implantation au sol devrait être sensiblement celle de l'ancien bâtiment, soit environ 290 mètres carrés. Selon les documents remis, le nouveau chalet sera orienté pour bénéficier de l'ensoleillement tout en servant aux activités de la pataugeoire et à celles du parc. Le matériau de revêtement des murs extérieurs sera de la brique d'argile dans les tons ocre-jaune. Deux lanterneaux implantés respectivement sur le versant nord et le versant sud de la toiture, assureront un apport de lumière et de ventilation aux espaces intérieurs. Les appuis de fenêtre seront soulignés par de la brique en soldat.

S'agissant des ouvertures, les fenêtres seront en aluminium, munies d'un grillage protecteur composé de lamelles de métal. Les portes extérieures seront protégées par des panneaux mobiles en acier perforé

Les espaces intérieurs comprennent:

- le local technique pour la pataugeoire,
- une salle polyvalente,
- un local de rangement pour les accessoires de natation,
- un bureau,
- des vestiaires-sanitaires.

JUSTIFICATION

Analyse

La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine a analysé la demande en tenant compte des objectifs et critères du PIIA ainsi que des perspectives de préservation patrimoniale du Plan d'action sur le patrimoine bâti des secteurs établis.

1) Évaluation et recommandation de la DAUSE:

En date du 14 mai 2014,

- Considérant le contexte urbain du 3333, avenue Newman;
- Considérant les objectifs de l'unité de paysage 3.21 Rue Saint-Patrick Ouest;
- Considérant les critères d'évaluation des projets contenus dans le fascicule d'intervention du Règlement du PIIA;
- Considérant les nécessités d'usage des équipements existants;
- Considérant l'opportunité des vues en perspective du parc Ignace-Bourget et le caractère de bâtiment signal que revêt le chalet;
- Considérant les qualités architecturales du bâtiment qui a été détruit lors de l'incendie.

La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine a été favorable au projet mais a porté à l'attention des membres du Comité, les options suivantes:

- En cohérence avec les objectifs de développement durable, saisir l'opportunité d'un toit végétalisé s'harmonisant avec les reliefs du parc;
- Intégration des lanterneaux au volume de la toiture pour atténuer l'effet ajout d'un « appendice »;
- Ordonnancement des façades (rythme, dimensions et positionnement des ouvertures) ainsi qu'insertion ponctuelle du revêtement de pierres du chalet d'origine (notamment dans les angles) pour un rappel à ses qualités architecturales comme témoin du lieu et d'un mouvement architectural;
- Nonobstant les nécessités de sécurité, le design des panneaux protecteurs en acier perforé pourrait être plus en interaction avec le caractère ludique des activités aquatiques (formes ovales ou rondes), panneaux de couleurs (privilégiant les couleurs primaires: rouge, bleu et

jaune);

- Fragmenter la volumétrie pour affirmer le statut de bâtiment signal en interaction avec le parc.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) :

En sa séance du 14 mai 2014, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis défavorable estimant nécessaire d'animer les façades pour tenir compte de la fonction du chalet. Les membres ont également émis les commentaires suivants:

- Au plan fonctionnel le projet ne pose pas problème. Cependant, la proposition architecturale apparaît terne pour un parc;
- Accord avec l'implantation du chalet, mais on comprend mal la présence d'autant de grillage;
- Ajouter des ouvertures en hauteur, même si elles donnent sur les vestiaires;
- Chercher aussi à retrouver la forme des anciennes fenêtres.

En date du 16 mai 2014, le requérant a remis des dessins révisés. Ceux-ci présentaient une déclinaison de 8 options de mise en couleurs des façades avec de la brique vernie type Belden smooth bleu, rouge, jaune et orange, ainsi qu'une mise en couleur des lanterneaux prévus en toiture.

2) Évaluation et recommandation de la DAUSE:

En date du 21 mai 2014,

- Considérant le contexte urbain du 3333, avenue Newman;
- Considérant les objectifs de l'unité de paysage 3.21 Rue Saint-Patrick Ouest;
- Considérant les critères d'évaluation des projets contenus dans le fascicule d'intervention du Règlement du PIIA;
- Considérant les nécessités d'usage des équipements existants;
- Considérant que la révision du projet tient compte des commentaires émis par le CCU en date du 14 mai 2014;

La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine a recommandé un avis favorable à l'option 1 du projet tel que dessiné sur les élévations révisées, remises en date du 16 mai 2014. Cette option 1 est la mise en couleur smooth bleu:

- des linteaux et allèges des fenêtres;
- des linteaux de portes;
- des faces latérales des lanterneaux;

ainsi que la création de trois fenêtres carrées sur le haut du mur nord (face à la pataugeoire).

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) :

En sa séance du 21 mai 2014, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis défavorable, estimant que les commentaires du CCU n'ont pas été suffisamment pris en compte et que le projet demeure à être bonifié avec une réelle démarche conceptuelle pour la composition et l'animation des façades, et non pas avec la simple modification des esquisses par des rajouts de couleur.

En date du 12 juin 2014, faisant suite à une rencontre de travail avec les services et les élus qui a eu lieu le 4 juin 2014, le requérant a remis des dessins révisés en vue d'une nouvelle présentation au CCU. Le revêtement de briques projeté serait de la brique orange, grand canyon "smooth" de la compagnie Sioux City Brick et de la brique bleue vernissée, groupe C, couleur indigo # 4506 de la compagnie Elgin Butler. Le revêtement de briques bleues sera présent au niveau des allèges de fenêtres. Au moins un panneau de briques par élévation sera également constitué de briques vernissées couleur indigo # 4506. Les tympans des lanterneaux seront en acier de couleur bleu indigo. Les panneaux fixes et mobiles en acier perforé assurant la protection au niveau des portes et fenêtres, comporteront des dessins rappelant les activités ludiques existantes dans le parc Ignace-

Bourget.

3) Évaluation et recommandation de la DAUSE:

En date du 18 juin 2014,

- Considérant le contexte urbain du 3333, avenue Newman;
- Considérant les objectifs de l'unité de paysage 3.21 Rue Saint-Patrick Ouest;
- Considérant les critères d'évaluation des projets contenus dans le fascicule d'intervention du Règlement du PIIA;
- Considérant les nécessités d'usage des équipements existants;
- Considérant que la révision du projet tient compte des commentaires émis par le CCU en date des 14 et 21 mai 2014;

La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine a recommandé un avis favorable au projet révisé, tel que dessiné et remis en date du 12 juin 2014.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) :

Lors de sa séance du 18 juin 2014, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable aux conditions suivantes:

- Améliorer les pictogrammes quant au choix de matériaux et à leur installation (du métal peint au lieu du vinyle et sur un support soudé au grillage ondulé);
- Fournir un prototype d'installation des pictogrammes sur le grillage ondulé pour la séance du Conseil d'arrondissement;
- Éliminer le grillage fixe devant les fenêtres;
- Conserver le grillage ondulé coulissant devant les portes mais exiger une épaisseur plus importante que celle de l'échantillon présenté;
- Choisir les pictogrammes offrant une image plus dynamique (skate, hockey, basket).

Par ailleurs, s'agissant du grillage fixe des fenêtres, le CCU en a souligné "l'effet prison" et questionné sa pertinence dans un contexte d'amélioration de l'éclairage et de mise en place de vidéo surveillance dans le parc. Le CCU a par ailleurs suggéré un choix de vitrage résistant aux impacts plutôt que de protéger celui-ci par un grillage.

En réponse à ces conditions, nous avons reçu les commentaires du requérant soit la Division -Gestion immobilière, Direction des services administratifs:

1- En regard des pictogrammes, le matériau a toujours été de l'aluminium qui sera peint. Pour ce qui est de sa fixation, mandat a été donné au consultant de choisir le meilleur mode qui soit pour en assurer la durabilité.

2- Pour le prototype d'installation des pictogrammes il est impossible pour l'architecte de le produire à temps pour le Conseil en raison de la disponibilité des matériaux et aussi du fait que la conception du mode de fixation doit être finalisé. Nous nous conformerons cependant au souhait exprimé à la condition 1 plus haut.

3- Le grillage fixe devant les fenêtres sera éliminé. Cette mesure sera compensée par le remplacement du vitrage spécifié, vraisemblablement par du vitrage laminé (choix et détail à confirmer).

4- Le grillage ondulé coulissant devant les portes sera fabriqué à partir de la jauge la plus épaisse disponible (qui n'était pas nécessairement celle présentée en échantillon)

5- Les pictogrammes eux-mêmes seront revus avec l'aide de graphistes et le choix portera effectivement une vision « dynamique ». Le choix des

thèmes visera les sports réellement pratiqués dans ce parc et en lien avec le chalet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA du 30 juin 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs dont le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne PATOLE
Architecte

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-23

Julie NADON
Chef de division

Luc Gagnon
Directeur AUP

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc GAGNON

Directeur

**Dossier # : 1146004009****Unité administrative responsable :** Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme**Niveau décisionnel proposé :** Conseil d'arrondissement**Projet :** -**Objet :** Approbation de plans PIIA - Construction de 6 bâtiments résidentiels sur le lot 4 140 513 situé au 767, rue Saint-Rémi

D'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), les plans révisés, préparés par la firme Atelier Christian Thiffault, architecte, estampillés en date du 25 juin 2014 par la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine accompagnant les demandes de permis # 3000719364 à # 3000719369 pour la construction de 6 bâtiments résidentiels de trois étages sur le lot situé au 767, rue Saint-Rémi à la condition que la brique soit de type Medium ironspot 45, rouge-brun, smooth modular.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-27 12:11**Signataire :** Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1146004009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approbation de plans PIIA - Construction de 6 bâtiments résidentiels sur le lot 4 140 513 situé au 767, rue Saint-Rémi

CONTENU

CONTEXTE

En date du 17 septembre 2013, six demandes de permis de construction # 3000719364 à 3000719369 ont été déposées à la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine de l'arrondissement du Sud-Ouest pour six bâtiments résidentiels de 3 étages. Cette demande de construction fait suite à une demande de démolition du bâtiment commercial existant.

Par ailleurs, le projet de construction doit être approuvé conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) tel qu'exigé par l'article 3 du règlement RCA07 220019 de l'arrondissement du Sud-Ouest, et doit être évalué selon les critères et objectifs de l'annexe B, ainsi que ceux de l'unité de paysage 4.12 Sainte-Élisabeth-du-Portugal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution 2013-07 du Comité de démolition du 3 juillet 2013
Résolution du CA du 3 juin 2014; CA 14 22 0264

DESCRIPTION

Les immeubles concernés par les demandes de construction sont situés dans l'aire d'unité de paysage 4.12 Sainte-Élisabeth-du-Portugal, laquelle est incluse dans l'aire de paysage Saint-Henri.

Au 18^e siècle, l'unité de paysage 4.12 est le lieu du village Saint-Henri des Tanneries. C'est au début des années 70 que ce secteur industriel et institutionnel connaîtra un renouvellement de son bâti résidentiel. Du fait d'une grande mixité fonctionnelle, le tissu urbain est complexe et il n'y a pas de mode d'implantation qui soit typique. Parmi les témoins architecturaux significatifs de cette unité de paysage, on notera la présence de l'ancien complexe RCA Victor Co, l'ancien édifice de la Tooke Brothers Limited et celui de la Jenkins Brother Ltd qui sont tous les trois des bâtiments industriels désignés d'intérêt patrimonial et architectural au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

Pour les demandes de permis de construction # 3000719364 à # 3000719369, les travaux projetés consistent à réaliser un projet résidentiel comprenant :

- 42 logements répartis dans six bâtiments de trois étages (7 logements par bâtiment);
- 18 cases de stationnement intérieures en sous-sol;

- 12 places de stationnement extérieures en demi sous-sol.

L'implantation de l'ensemble du projet résidentiel se situe sur le lot # 4 140 513 en bordure de la ruelle, dans le quadrilatère formé par les rues Saint-Rémi, Cazalais, Walnut et la voie ferrée. Le projet est composé de deux ensembles de trois bâtiments de trois étages s'équilibrant autour de l'axe central d'une cour intérieure et assurant une transparence vers l'espace boisé du lot adjacent grâce à des aménagements paysagers conçus pour en optimiser le dialogue.

Le vocabulaire architectural, l'ordonnancement des façades ainsi que la volumétrie s'inscrivent dans une démarche conceptuelle contemporaine équilibrée et harmonieuse tenant compte des plex existants sur les rues Cazalais et Walnut situées dans l'unité de paysage adjacente 4.13 Rue Cazalais.

Le projet répond en tous points aux commentaires exprimés par les élus dans la résolution du CA du 3 juin 2014 relative au refus des plans précédemment proposés, à savoir:

- la suppression des mezzanines;
- la suppression des cours anglaises;
- le remplacement de la brique medium ironspot 45, smooth modular par de la brique rouge.

Le revêtement de cèdre prévu pour les murs extérieurs du troisième étage des bâtiments 1, 2, 4 et 5 ainsi que les escaliers extérieurs en saillie, confortent le gabarit de deux étages, tandis que les bâtiments 3 et 6 reprennent une volumétrie urbaine des plex de trois étages avec un revêtement de briques sur toute la hauteur. Conformément aux commentaires exprimés, le revêtement des murs extérieurs sera de la brique rouge classique type brique rouge Hanson, Williamsburg modular.

La répartition des logements pour l'ensemble des six bâtiments sera faite de la façon suivante :

- Sous-sol: les chambres des logements du rez-de-chaussée;
- Rez-de-chaussée: 16 unités d'une chambre dont 12 avec la chambre en sous-sol, et 2 unités de deux chambres;
- Deuxième étage: 4 unités de une chambre et 8 unités de deux chambres;
- Troisième étage: 4 unités de une chambre et 8 unités de deux chambres.

La superficie des logements varie de 65 à 85 mètres carrés.

Le projet est conforme aux paramètres de zonage auxquels il est soumis lesquels sont les suivants:

- Catégorie d'usage : H.2- 4;
- Hauteurs de construction : 2 à 3 étages, 0 à 12.5 m;
- Taux d'occupation : minimum 0 %, maximum 70 %

JUSTIFICATION

Analyse

La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine a analysé la demande en tenant compte :

- des objectifs et critères du PIIA;
- des perspectives de préservation patrimoniale du Plan d'action sur le patrimoine bâti des secteurs établis;
- des commentaires exprimés par les élus en complément de la résolution de la séance du CA du 3 juin 2014, à savoir:
- pas de logement en demi sous-sol avec cour anglaise dans le Village des Tanneries;
- pas de logement en demi sous-sol à moins qu'il ne soit rattaché au logement du RDC;
- pas de construction hors-toit type mezzanine dans le Village des Tanneries;
- remplacer la brique rouge-brun par de la brique rouge couleur typique du Village et typique dans le Sud-Ouest;

Évaluation et recommandation de la DAUP :

En date du 27 juin 2014, pour une 3^{ème} présentation (voir sommaire décisionnel # 1146004004) :

- Considérant le contexte urbain et la visibilité du 767, rue Saint-Rémi;
- Considérant les objectifs de l'unité de paysage 4.12 Sainte-Élisabeth-du-Portugal;
- Considérant que l'approche environnementale du projet résidentiel proposé prend en compte les impératifs de conformité d'aménagement requis et les orientations de l'arrondissement en ce qui a trait à l'élimination des îlots de chaleur;
- Considérant les critères d'évaluation des projets, contenus dans le fascicule d'intervention B du Règlement du PIIA;
- Considérant que le vocabulaire architectural du projet révisé s'harmonise avec celui des rues Walnut et Cazalais en soulignant le gabarit existant;

La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine a recommandé un avis favorable.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) :

En sa séance du 27 juin 2014, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec la condition suivante:

- maintenir la brique de la 2^{ème} version, à savoir la brique Medium ironspot 45, rouge-brun, smooth modular.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA du 30 juin 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs dont le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne PATOLE
Architecte

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-27

Julie NADON
Chef de division

Luc Gagnon
Directeur AUP



Dossier # : 1141228005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Opération cadastrale - cession de parc - lot 5 548 591 situé au nord de la rue de la Congrégation et à l'est de la rue Wellington.

D'accepter la cession du lot proposé 5 548 591 identifié dans le plan cadastral préparé par Monsieur A.-Roger Simard, arpenteur-géomètre, le 9 septembre 2013 - minute 15285, en satisfaction du 2^{ième} paragraphe de l'article 6 du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., c. O-1);
Et de déposer le lot proposé 5 548 591 dans le domaine public, à des fins de parc.

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 13:49

Signataire : Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1141228005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Opération cadastrale - cession de parc - lot 5 548 591 situé au nord de la rue de la Congrégation et à l'est de la rue Wellington.

CONTENU

CONTEXTE

Le propriétaire du terrain a soumis, au mois de novembre 2013, un projet d'opération cadastrale (dossier 2141228001) en vue de morceler un emplacement (lot 5 474 750) afin d'identifier trois nouveaux lots propres et distincts, dont un servira d'assiette foncière au bâtiment existant, le second servira d'assiette vacante constructible destinée pour un nouveau bâtiment résidentiel tandis que le dernier servira d'assiette vacante destinée comme parc public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le lot existant 5 474 750 est situé entre les rues de la Congrégation et Sébastopol, à l'est de la rue Wellington. La superficie totale de l'emplacement à morceler est de 1 469,5 mètres carrés, selon la déclaration et les mesures de l'arpenteur-géomètre. Il s'y trouve présentement le bâtiment portant le numéro municipal 563, rue de la Congrégation;

- Le lot projeté 5 377 252 même s'il est construit, devrait être exempté de frais de parc mais le projet d'ensemble fourni par le promoteur indique que le lot sera éventuellement scindé en deux d'où l'exigence de frais de parc. Le lot ne peut toutefois pas être morcelé puisque le bâtiment existant n'a pas encore fait l'objet d'un permis de démolition valide. Le promoteur s'engage donc, par la présente opération cadastrale, à fournir les frais de parc préalablement à l'émission du permis de démolition. Par la suite, le lot pourra être morcelé et ce sans frais de parc puisqu'ils seront déjà acquittés;
- Le lot projeté 5 377 253 fait l'objet de frais de parc, car il s'agit d'un nouveau lot constructible;
- Le lot projeté 5 548 591, prévu à des fins de parc, fait également l'objet de frais de parc puisqu'il fait parti intégrante du lot existant morcelé pour développement futur. Ce lot devra par la suite être remembré pour des fins d'agrandissement du parc de la Congrégation (lot existant 1 380 600);

- Selon l'article 6 du Règlement sur les opérations cadastrales, les frais de parc sont donc applicables sur la totalité du lot existant 5 474 750 du cadastre du Québec, d'une superficie totale de 1 469,5 mètres carrés;
- Le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement a été consulté à cet effet et aucun frais de parc n'a été imputé antérieurement sur cet emplacement;
- La Direction de l'évaluation foncière a procédé à l'évaluation de l'emplacement concerné et a évalué à 282 731 \$ la valeur réelle, au rôle foncier 2013, du lot existant 5 474 750 du cadastre du Québec. Au rôle 2011, le terrain est évalué à approximativement 168,76 \$ / m2 avec un facteur comparatif de 1,14 applicable à l'exercice financier 2013;
- Les lots projetés 5 377 252 et 5 377 253 du cadastre du Québec sont conformes au Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., c. O-1) tandis que le lot projeté 5 548 591 devra être remembré, une fois la cession complétée, au lot 1 380 591.

Résumé de description:

Adresse du terrain concerné: 563, rue de la Congrégation

Compte foncier: 12130355

Numéro de lot existant: 5 474 750

Numéros de lots proposés : 5 377 252 et 5 377 253

Numéro de lot proposé à céder à des fins de parc: 5 548 591

Cession de parc:

Superficie assujettie aux frais de parc: 1 469,5 m2

Superficie du plan non assujettie aux frais de parc: 0 m2

Imputabilité 10 %: 146,95 m2

Superficie du lot cédé à des fins de parc: 147 m2

% de la superficie du plan cédé à des fins de parc: 10 %

JUSTIFICATION

Le versement du terrain correspondant à 10 % de la superficie, représentant 147 m2, est justifié par sa dimension et sa localisation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais de parc :

Superficie du plan assujettie aux frais de parc : 1 469,5 m2

Imputabilité 10 % : 147 m2

Évaluation : 282 731 \$

Imputabilité 10 % : 28 273 \$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Résolution du conseil d'arrondissement acceptant la cession en terrain du lot 5 548 591;
- Approbation de l'opération cadastrale (GDD 2141228001)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux dispositions du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., c. O-1) permettant à la Ville de choisir la cession de terrain ou le paiement d'une somme d'argent, préalablement à l'approbation d'une opération cadastrale, exigeant une construction à des fins de parc, et à la délivrance d'un permis de construction.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maryse GAGNON
Agente technique en architecture

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-02-19

Pascale TREMBLAY
C/d permis & inspections arrondissements

Luc Gagnon
Directeur de la Direction de l'aménagement urbain

**Dossier # : 1144704001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Installer un débarcadère pour personnes handicapées et un espace de stationnement pour personnes handicapées sur la rue Galt, entre les rues Angers et Drake.

D,installer des panneaux de signalisation délimitant une zone de débarcadère pour personnes handicapées sur le côté nord de la rue Galt, entre les rues Angers et Drake, à l'est de la rue Angers, d'une longueur de 10 mètres.

D,installer des panneaux de signalisation délimitant un espace de stationnement pour personnes handicapées sur le côté nord de la rue Galt, entre les rues Angers et Drake, à 10 mètres à l'est de la rue Angers,

Et de conserver en place toute autre réglementation déjà en vigueur

Signé par Luc GAGNON **Le** 2014-06-20 18:23**Signataire :** Luc GAGNON

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

IDENTIFICATION

Dossier # :1144704001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Installer un débarcadère pour personnes handicapées et un espace de stationnement pour personnes handicapées sur la rue Galt, entre les rues Angers et Drake.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme d'accessibilité universelle, la mise aux normes au centre Monseigneur Pigeon requiert l'installation d'un débarcadère pour personnes handicapées ainsi qu'un espace de stationnement pour personnes handicapées, qui seront installés sur le côté nord de la rue Galt à l'est de la rue Angers, près de l'entrée du centre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Installer une zone de débarcadère pour personnes handicapées sur le côté nord de la rue Galt, à l'est de la rue Angers, d'une longueur de 10 mètres et un espace de stationnement pour personnes handicapées sur le côté nord de la rue Galt, à 10 mètres à l'est de la rue Angers.

JUSTIFICATION

Suite à l'analyse, l'installation d'une zone de débarcadère et d'un espace de stationnement pour les personnes handicapées à cet endroit est justifiée et répond aux critères requis, selon la politique d'aide aux déplacements à l'usage des personnes handicapées, adoptée en février 2012.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux seront exécutés par l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie.
L'arrondissement du Sud-Ouest est facturé par ce dernier, sous forme de charges inter services.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Aucun

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Préparer et transmettre un ordre de travail à la Division de l'entretien, de l'éclairage et de la signalisation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à la politique d'attribution d'espaces de stationnement et de débarcadères pour personnes handicapées, adoptée par l'Arrondissement du Sud-Ouest.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline LEDOUX
C/s circulation <<arr.stlaurent & sud-ouest>>

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-20

Stéphane CARON
Chef de division

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sébastien LÉVESQUE
Directeur



Dossier # : 1134558004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 d) prendre des mesures visant à limiter les nuisances et les obstacles entravant l'accès sécuritaire des citoyennes et des citoyens à leur domicile et au réseau piétonnier
Projet :	-
Objet :	Modifier le sens de la circulation de la rue Smith entre les rues Peel et Ann.

D'installer des panneaux de signalisation de sens unique vers l'est sur la rue Smith, entre les rues Peel et Ann.

De récupérer des panneaux de signalisation d'arrêt obligatoire installés en direction ouest sur la rue Smith, entre les rues Ann et Peel.

Et de conserver en place toute autre réglementation déjà en vigueur.

Signé par Erick SANTANA **Le** 2013-08-21 15:09

Signataire : Erick SANTANA

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1134558004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 d) prendre des mesures visant à limiter les nuisances et les obstacles entravant l'accès sécuritaire des citoyennes et des citoyens à leur domicile et au réseau piétonnier
Projet :	-
Objet :	Modifier le sens de la circulation de la rue Smith entre les rues Peel et Ann.

CONTENU

CONTEXTE

L'usage de la rue Smith change de vocation avec le développement résidentielle, récréatif et commercial du secteur de Griffintown au sud de la rue Wellington. Jadis dans un secteur industriel, cette rue sera aménagée avec des pavés, sans bordures de trottoir, pour réduire les déplacements en voiture et favoriser un milieu propice au déplacement à pied. La partie destinée aux piétons sera reliée au parc du canal Lachine.

Actuellement à double sens, le tronçon de la rue Smith entre les rues Peel et Ann sera réduit à 3,1 mètres. Le reste de l'emprise de cette rue sera aménagé pour la circulation des piétons. Une signalisation de sens unique vers l'est sera installée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

De récupérer les panneaux de signalisation permettant de circuler en direction ouest sur la rue Smith, entre les rues Ann et Peel;

- D'installer des panneaux de signalisation de sens unique vers l'est sur la rue Smith entre les rues Peel et Ann.

JUSTIFICATION

L'usage de la rue Smith deviendra essentiellement local pour accéder aux commerces et résidences projetés. Nous devons limiter la circulation automobile à une seule direction pour assurer la sécurité et la fluidité de la circulation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Travaux exécutés par l'arrondissement de Rosemont/La Petite-Patrie. L'arrondissement du Sud-Ouest est facturé par ce dernier, sous forme de charges inter-unité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par son aménagement particulier, la nouvelle rue Smith se qualifie en terme de « rue verte. »

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis aux propriétaires des immeubles situés sur les rues adjacentes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Préparer et transmettre un ordre de travail à la division du marquage et de la signalisation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline LEDOUX
C/s circulation <<Arr sud-ouest>>

ENDOSSÉ PAR

Le : 2013-08-19

Sébastien LÉVESQUE
Directeur



Dossier # : 1144918004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	D'autoriser la nomination de monsieur Luc Gagnon, en qualité de directeur d'arrondissement par intérim à la direction de l'arrondissement du Sud-Ouest, et d'autoriser également la nomination de madame Julie Nadon, à titre de directrice de l'aménagement urbain et du patrimoine par intérim à la direction aménagement urbain et patrimoine pour ce même arrondissement.

Il est recommandé d'autoriser la nomination de monsieur Luc Gagnon en qualité de directeur d'arrondissement par intérim à la direction de l'arrondissement du Sud-Ouest à compter du 1er juillet 2014.

Il est également recommandé d'autoriser la nomination de madame Julie Nadon à titre de directrice par intérim de la direction de l'aménagement urbain et du patrimoine à l'arrondissement du Sud-Ouest à compter du 1er juillet 2014.

Signé par Aurèle BLANCHETTE **Le** 2014-06-26 11:54

Signataire :

Aurèle BLANCHETTE

Directeur
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs

IDENTIFICATION

Dossier # :1144918004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	D'autoriser la nomination de monsieur Luc Gagnon, en qualité de directeur d'arrondissement par intérim à la direction de l'arrondissement du Sud-Ouest, et d'autoriser également la nomination de madame Julie Nadon, à titre de directrice de l'aménagement urbain et du patrimoine par intérim à la direction aménagement urbain et patrimoine pour ce même arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

Conséquemment à la vacance du poste du directeur d'arrondissement (poste 14606, unité 53-00-00) le 20 juin dernier, il est impératif de confier la gestion de la direction de l'arrondissement de façon intérimaire. Un processus de comblement du poste sera tenu en bonne et due forme par le centre de dotation du Service des ressources humaines de la Ville de Montréal prochainement. D'ici là, monsieur Luc Gagnon, actuellement directeur de l'aménagement urbain et du patrimoine dans l'arrondissement du Sud-Ouest assurera l'intérim de la direction de l'arrondissement.

Quant à la direction aménagement urbain et patrimoine où le poste laissé vacant par la nomination de monsieur Gagnon, la gestion sera confiée à madame Julie Nadon, actuellement chef de division urbanisme. Elle occupera par intérim le poste 14611 (53-07-00) en qualité de directrice de l'aménagement urbain et patrimoine. Cette nomination intérimaire est valide jusqu'au retour de l'occupant du poste.

Il est donc recommandé au conseil d'arrondissement du 30 juin 2014 d'approuver ces nominations intérimaires conformément à la délégation de pouvoirs de l'arrondissement à compter du 1er juillet 2014.

Ces employés sont déjà cadres. À ce titre, ils bénéficient des Conditions et avantages des cadres de direction et des cadres administratifs de la Ville de Montréal (Résolution CE13 1651) et sont assujettis à la Politique de rémunération des cadres (décision DG130395004).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS
ADMINISTRATIFS**

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierrette FISET
Secrétaire d'unité administrative

ENDOSSÉ PAR

André LAVOIE
Chef de division -RH

Le : 2014-06-25